

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE
UNIVERSITE Mouloud MAMMARI DE TIZI-OUZOU

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET
DES SCIENCES DE GESTION
DEPARTEMENT DES SCIENCES ECONOMIQUES



Mémoire

**En vue de l'obtention du diplôme de Magister en Sciences
économiques
Option : Economie et Finance Internationale**

Thème

*La nouvelle approche de la Chine en matière
de coopération économique avec l'Afrique :
cas de l'Algérie*

Présenté par :

M^{elle} Fatima DJELLOUT

Dirigé par :

P^r Djamal SI-MOHAMMED

Jury :

Abdelaziz AMOKRANE, Professeur, UMM Tizi-Ouzou, Président

Djamal SI-MOHAMMED, Professeur, UMM Tizi-Ouzou, Rapporteur

Amina LEGHIMA ép AISSAT, M. C. A, UMM Tizi-Ouzou, Examinatrice

Dalila MOHELLEBI ép MATMAR, M. C. A, UMM Tizi-Ouzou, Examinatrice

Date de soutenance : 05/06/2016

Remerciements

J'adresse mes plus profonds remerciements à mon directeur de recherche, Monsieur le Professeur Djamel SI-MOHAMMED, pour la confiance qu'il a su m'accorder, pour ses conseils avisés et ses recommandations décisives. Je lui exprime toute ma gratitude, tout particulièrement, pour le soutien et la large marge de liberté qu'il a toujours su me laisser afin de mener à bien ce travail de recherche.

Mes remerciements vont également aux membres du jury qui ont accepté d'évaluer ce travail.

Je tiens aussi à remercier mes enseignants qui ont contribué à ma formation et qui n'ont eu de cesse de me témoigner leur soutien et leur générosité à travers les nombreux conseils qu'ils n'ont pas hésité à me prodiguer au moment où j'en avais le plus besoin

Mes remerciements vont aussi à ma famille et mes amis qui, avec cette question récurrente: « Quand est-ce que tu termines ce travail ? », bien que dure à entendre surtout en période de stress, m'ont permis de ne pas m'éloigner de mon objectif final.

Liste des abréviations

BRICS	Brésil Russie Inde Chine Afrique du Sud
CAD	Comité d'Aide au Développement
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce Et le Développement
Exim Bank	Export-Import Bank
FCSA	Forum sur la Coopération Sino-africaine
FMI	Fonds Monétaire International
IDE	Investissement Direct Etranger
MOFCOM	Ministry of commerce
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
ONU	Organisation des Nations Unies
PCC	Parti Communiste Chinois
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit National Brut
RPC	République Populaire de Chine
ZES	Zones Economiques Spéciales

Sommaire

Sommaire

Introduction générale.....	01
Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise.....	06
Introduction	06
Section1 : Les traits saillants de la croissance économique chinoise.....	08
Section 2 : Les grands défis de l'économie chinoise	28
Conclusion.....	48
Chapitre II : La politique africaine de la Chine	
Introduction.....	49
Section1 : Fondements et manifestations de la politique africaine de la Chine	50
Section 2 : Les intérêts de la Chine en Afrique	69
Conclusion.....	79
Chapitre III : La coopération économique sino-africaine.....	80
Introduction.....	80
Section1 : Avènement de la coopération économique sino-africaine.....	81
Section2 : Analyse de la relation économique sino-africaine.....	89
Conclusion	111
Chapitre IV : La coopération économique sino-algérienne.....	112
Introduction.....	112
Section1 : Caractéristiques de la relation sino-algérienne.....	113
Section 2: Analyse de la relation économique sino-algérienne	118
Conclusion	134
Conclusion générale.....	135
Annexes.....	138
Bibliographie.....	144
Liste des figures et des tableaux	
Table des matières	

Introduction générale

Introduction générale

La Chine est devenue un acteur incontournable à l'échelle internationale. Les nombreux exploits dont elle est l'auteur suscitent à la fois admiration et crainte¹. En effet, la Chine à travers ses différentes pratiques séduit (croissance soutenue, forte attractivité) mais également fait peur (corruption, contrefaçon). La politique de réforme qu'elle a engagé depuis 1979 lui a permis de s'ouvrir progressivement au monde avant d'aller, à son tour, le conquérir. C'est, en partie, grâce à cette initiative que la Chine a pu rejoindre le rang des grandes puissances créant ainsi « *l'événement le plus marquant de ces trente dernières années* »². C'est, désormais, dans ce contexte que la Chine et l'Afrique continuent à renforcer leurs relations.

1-Objet de la recherche

L'insertion de la Chine dans l'économie internationale s'est accompagnée d'une multiplication des accords d'échange et des relations de coopération et de partenariat qu'elle a noué à travers le monde. Ce travail se focalise sur celles qu'elle entretient avec l'Afrique. De fait, l'ampleur que prend la relation sino-africaine dans toutes ses dimensions, qu'elle soit économique, politique ou diplomatique, ces dernières années, et les bouleversements qui en découlent nécessitent une attention particulière. En proposant un nouveau type de partenariat basé sur le respect mutuel (non-ingérence) et le *gagnant-gagnant*, la Chine vient rompre avec la tradition et devient un sérieux concurrent pour les anciens partenaires du continent dans la mesure où les gouvernements des pays africains semblent manifester un réel penchant pour la Chine. De même, si l'on tient compte du discours tenu par les responsables politiques chinois, cette relation offre une véritable opportunité de développement pour l'Afrique au moment où les autres tentatives de développement menées par les partenaires traditionnels ou biens des institutions internationales telles que la Banque Mondiale ou l'Organisation Mondiale du Commerce se sont soldées par des échecs. L'objet de cette recherche consiste à appréhender la relation sino-africaine sous ses différents aspects, notamment économique. Pour être plus précis, il s'agit d'étudier la structure et l'évolution des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique, mais aussi celles des investissements directs étrangers chinois destinés vers cette dernière. Ceci se fera en mettant l'accent sur le cas de l'Algérie.

¹ Rocca P. Une sociologie de la Chine. Paris : La Découverte, 2010.

² Jolly D. Ces entreprises qui font la Chine. Paris : EYROLLES Edition d'Organisation, 2011, p.IX.

Introduction générale

2-Problématique

Comme en témoigne l'histoire, la Chine et l'Afrique ont toujours entretenu des relations intermittentes. En effet, même si Beijing n'a pas complètement délaissé l'Afrique, elle n'a pas, non plus, réussi à fonder des relations stables avec cette dernière. Il a fallu attendre les années 1990 pour que celle-ci fasse son grand retour sur le continent après une période de relative absence durant les années 1980. Toutefois, c'est l'instauration du Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA), en octobre 2000, qui consacre la relation sino-africaine. Cette plateforme a été mise en place dans le cadre de la coopération Sud-Sud¹ et permet aux dirigeants des deux parties de se rencontrer régulièrement afin d'évaluer les accomplissements et d'œuvrer ensemble pour la consolidation de leur relation.

Cet intérêt croissant que semble manifester la Chine pour certains pays d'Afrique partage les avis et alimente la polémique quant aux conséquences que cela pourrait avoir sur le continent. De toute évidence, le renforcement de la relation sino-africaine est porteur d'opportunités mais également de nombreux défis auxquels l'Afrique doit faire face. Rien n'est encore définitif et toutes les pistes sont à explorer. Notons, tout de même, que la complexité de cette relation, vue les nombreux domaines qu'elle englobe, rendent son appréhension difficile. La concentration de l'analyse sur la dimension économique, sans pour autant négliger les autres dimensions, permettra de soustraire bon nombre d'informations qui auront pour but de mettre en exergue les biens fondés de cette relation et permettra également une meilleure lecture de la stratégie de la Chine vis-à-vis de l'Afrique. A ce propos deux questions pertinentes doivent être posées :

- Quelle est la structure et le volume des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ?
- Quelle est la nature et la répartition de l'IDE chinois destiné vers les pays d'Afrique concernés ?
- Qu'en est-il des échanges commerciaux Chine-Algérie ainsi que des IDE de la Chine en Algérie ?

Toutes aussi importantes sont les implications que pourraient avoir le rapprochement entre l'Afrique et l'Empire du milieu sur la reconfiguration des règles du jeu concurrentiel au niveau international et sur la manière avec laquelle les nations doivent coopérer. En effet,

¹Nations Unies pour l'Afrique (CEA-AN). L'Afrique du Nord et la Coopération Sud-Sud : un contexte de gouvernance régionale, 2011, p. 08, [http:// : www.uneca-an.org](http://www.uneca-an.org) , consulté 10/09/2014.

Introduction générale

dans la définition de sa relation avec l'Afrique, la Chine décide de se différencier en choisissant d'emprunter une voie qui lui est propre. Ceci a engendré une concurrence accrue entre elle et les autres pays occidentaux partenaires de l'Afrique, à leur tête la France et les Etats-Unis. Les autres pays émergents voient, eux aussi, leurs intérêts sérieusement menacés sur le continent puisqu'ils participent à ce jeu en adoptant une politique plus proche de celle des pays occidentaux plutôt que celle de la Chine¹.

L'Algérie et la Chine viennent de fêter le cinquante-cinquième anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques, en date du 20 décembre 2013. Ce fût l'occasion pour les deux pays d'exprimer leur volonté d'élargir leur domaine de coopération dans le cadre d'un *partenariat stratégique global*² qui se dit également *unique et incomparable*.³ Grâce à cette initiative, la Chine devrait privilégier les investissements directs en Algérie dans le domaine industriel hors hydrocarbures et le transfert du savoir-faire dans les sciences et technologies. Ceci représente l'occasion tant espérée de diversifier l'économie algérienne et d'aspirer à son développement en se basant sur d'autres ressources que les hydrocarbures.

Les perspectives que dessine la période actuelle laissent entrevoir le rôle imminent que joue l'Afrique dans la structuration de l'avenir des relations internationales et les nouvelles options que lui confère le domaine de la coopération économique, en particulier avec la Chine, pour faire face à ses problèmes récurrents en matière de développement. Pour cela, les Etats Africains devraient faire plus d'efforts en matière de gouvernance et mettre en œuvre des plans d'action plus efficaces en se servant des enseignements tirés des expériences passées afin d'éviter la répétition des erreurs. Il faudra également songer à accroître la compétitivité et la diversification de leurs économies et à réduire la dépendance à l'égard de l'aide, tout en renforçant les partenariats.

En résumé, la dynamique que connaît la relation sino-africaine, ces dernières années, soulève beaucoup d'interrogations auprès des acteurs ainsi que des spécialistes en relations internationales. De toute évidence, le succès que rencontre la Chine en Afrique est loin de passer inaperçu engendrant, par la même occasion, une profusion d'écrits qui traitent de ce

¹ Bokilo J. La Chine en Afrique : la chine en concurrence avec les anciens partenaires de l'Afrique et les pays Brics, Paris : L'Harmattan, 2011, p. 19.

² Maghreb Emergent et agences : l'Algérie veut plus d'investissements chinois dans l'industrie, la défense et les technologies , 22/12/2013, <http://www.maghrebemergent.com/> , consulté le 12/09/2014.

³ Idem.

Introduction générale

sujet d'actualité. En revanche, les impacts de cette percée sur le continent avec tous les défis auxquels il fait face notamment en matière de développement sont loin d'être aussi évidents.

Dès lors, la question inévitable qui se pose est : La coopération économique sino-africaine constitue-t-elle la réponse à la problématique du développement à laquelle fait face l'Afrique ?

Les hypothèses qui sous tendront ce travail et qu'il conviendra de confirmer ou non sont résumées dans ce qui suit :

- L'engagement croissant de la Chine en Afrique élargit le champ des opportunités pour la croissance sur le continent et présente de réelles possibilités de développement pour les pays africains.
- Le renforcement de la coopération sino-algérienne recèle une réelle possibilité pour diversifier l'économie algérienne.

3-Méthodologie

En raison de la dynamique et de la complexité dont elle relève, l'étude de la relation sino-africaine nécessite l'adoption d'une approche pluridisciplinaire, seule à même de rendre de cet objet l'image la plus fidèle et la plus complète possible. S'agissant de notre objet d'étude, l'approche économique occupera une place privilégiée pour la lecture du phénomène.

Dans cette perspective, une large consultation des principaux auteurs ayant déjà abordé ce thème est incontournable, avec tout de même une prépondérance pour les économistes mais également les spécialistes en relations internationales car ce travail se focalise sur l'aspect économique de la relation sino-africaine en la situant dans un contexte international. Référence a été aussi faite aux articles parus dans des revues spécialisées, la presse quotidienne ou encore les ouvrages.

Il a été également question d'analyser les banques de données mises à disposition par les différentes organisations et institutions financières internationales (Conférence des nations unies sur le commerce et le développement, la Banque mondiale ou encore l'Organisation mondiale du commerce..), le ministère du commerce de la Chine, le Centre National de l'Informatique et des statistiques et de l'Agence Nationale de Développement de l'Investissement. C'est le croisement de ces différentes sources qui aboutira à une construction d'un ensemble cohérent.

Introduction générale

4-Structure du mémoire

Ce travail est divisé en quatre chapitres. Le premier donne une vue d'ensemble sur l'économie de la Chine en mettant en exergue les traits saillants de sa croissance ainsi que les défis auxquels elle fait face sur les différents plans. Le deuxième chapitre examine la politique africaine de la Chine à travers ses principes fondateurs et ses manifestations. Une étape incontournable pour comprendre l'origine de la relation Chine-Afrique et son évolution à travers le temps. Il est, également, question d'aborder les intérêts de la Chine en Afrique. Le troisième chapitre est consacré à la coopération économique sino-africaine proprement dite. Il s'agit de ressortir les caractéristiques de cette coopération dite différente et d'étudier les échanges commerciaux entre les deux parties ainsi que les investissements directs étrangers. Dans le quatrième chapitre, en revanche, c'est la coopération économique sino-algérienne qui constitue l'objet d'étude.

Chapitre I

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

Inoduction

L'attention que le monde accorde à la Chine ne date pas d'hier. Que ce soit par la taille de sa population, son histoire mais aussi sa situation géographique, elle a toujours sù être dans le paysage international. Depuis le milieu du XIX^{ème} siècle et l'intrusion des pays occidentaux en Chine à la faveur des guerres de l'opium, ou encore de l'invasion nipponne, les dirigeants chinois n'ont eu d'autres obsessions que de rendre à leur pays la place centrale qu'il occupait dans le temps.

Après l'instauration de la République Populaire de Chine (RPC) en 1949, c'est *Mao Tsedong* qui prend les reines du pouvoir d'une Chine pillée et humiliée pendant un siècle par les différentes puissances coloniales, qui l'ont obligée à s'ouvrir au reste du monde à travers les *traités inégaux*. Cet épisode sombre de l'histoire du pays contribue à nourrir un sentiment de réticence vis-à-vis de la présence étrangère, et va largement influencer le choix de la trajectoire empruntée par *Mao* dans le but de développer le pays. Il décide, dès lors, de pratiquer l'autarcie et l'étatisme, isolant la Chine du reste du monde.

Suite à la mort de *Mao*, et après trente ans de régime communiste, son successeur *Deng Xiaoping* connu pour être *l'homme de la renaissance chinoise*, croyait en les effets bénéfiques de la mondialisation. Inspiré par le développement des dragons asiatiques, il décide d'adopter, en 1979, la politique de réforme et d'ouverture qui se caractérise par un processus de libéralisation progressive de l'économie. Une ouverture, cette fois ci délibérée et surtout pas imposée. En donnant une nouvelle orientation à la politique économique, *Deng* a misé sur l'expansion des exportations et des investissements, financés, notamment par les capitaux étrangers. C'est en grande partie à ce tournant important dans l'histoire de la Chine que l'on doit les différents progrès que connaît la RPC, en particulier sur le plan économique. D'autres facteurs sont incessamment mis en avant, en particulier le rôle de sa main-d'œuvre qui lui a procuré un avantage concurrentiel internationale, ou encore son statut d'arrivant tardif dans le développement capitaliste.

Les progrès accomplis sont impressionnants et l'expérience chinoise reste unique dans son genre. D'après *Abdelmalki (2011)* : « *Il n'existe historiquement aucun autre pays en développement qui ait amélioré aussi rapidement, et sur une période aussi longue, ses*

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

principaux agrégats économiques »¹. Ce succès ne doit, cependant, pas masquer l'ampleur des problèmes rencontrés par ce pays dont l'économie est à réorienter, la cohésion sociale en voie de fragilisation et le modèle de développement profondément déséquilibré. L'objectif de chapitre est de mettre en avant les traits saillants de la croissance économique chinoise, ainsi que les nouvelles orientations du gouvernement afin de faire face aux vulnérabilités qui constituent de véritables entraves compromettant le développement futur du pays.

Dans cette perspective, ce chapitre sera divisé en deux sections. La première permettra, grâce au recours à certains indicateurs, de ressortir les points forts de l'économie chinoise et de démontrer que c'est une économie de poids mondial. La deuxième, à son tour, survole les différents défis auxquels fait face la pays, que ce soit sur le plan social, économique ou encore environnemental. Pas seulement, puisqu'elle donne la possibilité de prendre connaissance des différentes actions entreprises par le gouvernement chinois dans le but de les surmonter.

¹ Abdelmalki L. Politique commerciale des grandes puissances : la tentation néoprotectionniste, Bruxelles : De Boeck, 2011, p. 368.

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

Section 1 : Les traits saillants de la croissance économique chinoise

Depuis qu'elle a engagé sa politique de réforme et d'ouverture à partir de 1979, la Chine ne cesse d'avancer et de s'affirmer sur le scène mondiale, en particulier, dans la sphère économique. De part son poids géographique et démographique, véritable attributs de sa performance dans ce domaine, la RPC affiche un certain nombre d'indicateurs parmi lesquels la croissance du PIB, ou encore les excédents commerciaux et les investissements directs étrangers confirment les progrès accomplis ainsi que sa position d'acteur majeur dont la zone d'influence dépasse ses propres frontières.

1-Le poids géographique et démographique

1-1-Le poids géographique

La République Populaire de la Chine, avec ses 9 596 560 km², se range en quatrième position parmi les pays les plus vastes du monde, à leur tête la Russie, suivie du Canada et, enfin, des Etats-Unis¹. Appelée *Empire du milieu*, par rapport à sa situation au centre du monde, ou encore *Pays continent* en référence à ses dimensions de l'ordre d'un continent, la Chine s'étend sur 5 500 km du Parim à la mer jaune et 5 000 km des marges sibériennes aux tropiques². Située à l'est du continent eurasiatique, elle occupe un espace aussi vaste que celui de l'Europe de l'Ouest de l'Oural³. Le littoral chinois n'a cependant qu'un linéaire long de 18 000 km contre 40 000 km en Europe- mais compte en revanche 15 Etats sur ses frontières continentales, contre deux seulement aux Etats-Unis⁴.

Pour ce qui est de l'organisation administrative du territoire, la Chine comprend 22 provinces, 4 municipalités provinciales, 5 régions autonomes et 2 régions d'administration spéciale, rattachées directement au pouvoir central dirigé par le parti unique depuis 1949, le Parti Communiste Chinois (PCC). Cet immense espace abrite de différences régionales liées non seulement aux conditions naturelles et historiques, mais aussi à la gestion territoriale par les pouvoirs publics en tant que partie intégrante de la stratégie de développement. La figure ci-dessous représente une carte générale de la Chine. Elle permet de résumer ce qui a été avancé antérieurement et rend compte de l'étendue des frontières de la Chine ainsi que de son territoire.

¹ http://www.statistiques-mondiales.com/superficie_decroissant.htm, consulté le 20/04/2015.

² Trollet P. La Chine et son économie, Paris : Armand Colin, 1981, pp.15-16.

³ Sanjuan T., Trollet P. La Chine et le monde chinois : géopolitique des territoires, Paris : Armand Colin, 2010, p.33.

⁴ Idem.

Figure 01: Carte générale de la Chine



Source: <http://www.chine-informations.com/fichiers/1138900991.gif>, consulté le 25/12/2014

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

Un pays aussi vaste que la Chine se caractérise par la variété de ses reliefs (une succession de paliers qui s'abaissent d'ouest en est, du Tibet à l'Océan Pacifique) et de son climat dont on distingue quatre zones principales : le climat mandchourien au nord, montagnard au sud-ouest, continental au nord-est, et enfin subtropical au sud-est¹. Ces attributs valent à la Chine une grande diversité faunistique et floristique.

Pour ce qui est des ressources industrielles, le sous sol chinois en est également très riche. Trollet (1981) assigne que : « *la Chine a une gamme à peu près complète, mais inégale de ressources industrielles : des réserves de charbon aussi abondantes que celles de Etats-Unis et de l'ex- URSS, des minerais précieux au premier rang de la planète, pétrole...* »². Cependant, ce qui met la Chine au devant de la scène et fait sa renommée internationale pour ce qui relève de sa richesse en ressources naturelles, ce sont évidemment les *terres rares*³. Selon un rapport de l'IAMGOLD corporation(2012) : « *Les réserves mondiales de terres rares ont été évaluées à 144 millions de tonnes en 2011, dont 48% se trouvent en Chine* »⁴. La même source révèle que : « *la Chine est de loin le plus important producteur d'éléments de terres rares, représentant 94% de la production mondiale* »⁵, ce qui est incontournable, sachant que ces dernières ont une place importante dans certains marchés ayant la croissance la plus importante du monde (l'énergie propre et la haute technologie).

1-2-Le poids démographique

De nombreux indicateurs permettent de désigner la Chine comme étant le géant démographique du monde, à commencer par la taille de sa population. En 1960, le pays comptait un peu plus de 667 millions d'habitants, et une vingtaine d'années plus tard, en 1981, leur nombre a franchi la barre d'un milliard, pour dépasser celle de 1,37 milliard en

¹ http://castellano-geographie.weebly.com/.../01_chine_synthese_geographie_ph... , consulté le 22/04/2015.

² Trollet P. La Chine et son économie, Paris : Armand Colin, 1981, pp.15-16.

³ « *Les éléments de terres rares (ETR) regroupent 17 éléments chimiques (métalliques) présents dans le tableau périodique. On les appelle terres « rares » parce qu'ils ne sont pas fréquemment trouvés en concentration commercialement rentables. En plus de la Chine, ils sont produits en quantités importantes dans d'autres pays comme le Brésil, l'Inde et la Malaisie. Les ETR sont essentiels dans certains marchés ayant la croissance la plus rapide du monde : l'énergie propre et la haute technologie* », IAMGOLD corporation. Notions de base sur les éléments de terres rares, 2012, pp.3-10, www.iamgold.com/files/presentations/REE101_April%202012-FR.pdf , consulté 25/03/2015.

⁴ Attané I. La Chine, un géant démographique aux pieds d'argile, Institut national d'études démographiques, 2015, p.1, www.ined.fr › ... › Les mémos de la démo › Notes d'analyse , consulté le 09/04/2015

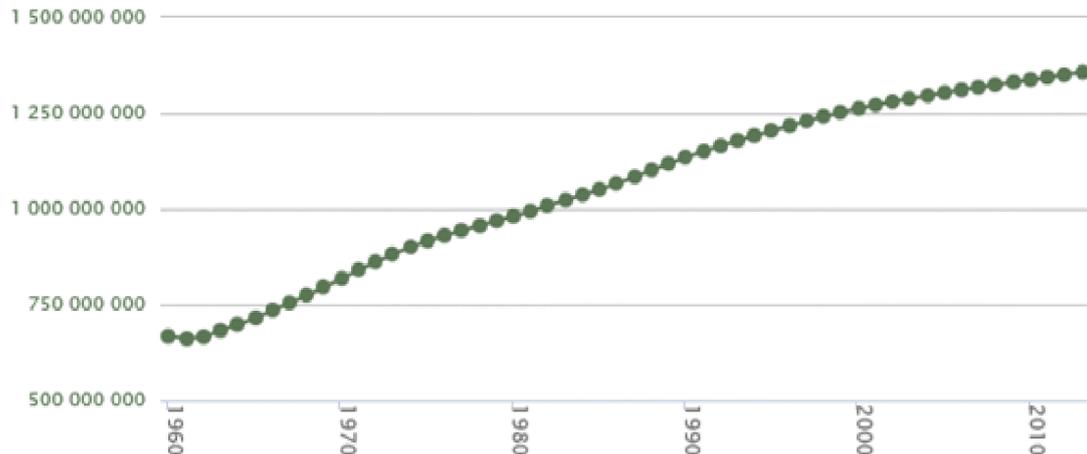
⁵ IAMGOLD corporation, Notions de base sur les éléments de terres rares, op.cit., p. 10

⁶ Idem.

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

2013 (voir figure 02). Ce nombre inégalé consacre la Chine comme étant le pays le plus peuplé de la planète. Autrement dit, 20% de la population du globe, soit un habitant de la planète sur cinq est de nationalité chinoise¹.

Figure 02 : Evolution de la population chinoise (1960-2013)



Source: La Banque Mondiale : Perspectives Monde, Université de Sherbrooke, <http://www.perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/CHN/fr/SP.POP.TOTL.html> , consulté le 09/04/2015.

D'après les projections démographiques faites par les Nations Unies en 2012, ce chiffre est appelé à augmenter pour atteindre les 1,45 milliards d'habitants d'ici 2030². Des estimations qui en disent beaucoup sur un potentiel non négligeable en termes de consommation, de disponibilité de main-d'oeuvre et d'épargne.

Au delà de sa taille, c'est la structure de sa population qui procure à la Chine un avantage considérable. En effet, 74% de la population est en âge actif (proportion de 15-64 ans), contre 64% en Amérique du Nord ou encore 64% et 62 % en Inde et au Japon³. Cela signifie qu'elle dispose d'une proportion faible en personnes économiquement dépendantes (enfants et personnes âgées). Cependant, cette richesse est menacée d'épuisement. Une situation largement imputable aux décisions prises par le gouvernement chinois dans le but de contrôler la croissance démographique du pays.

¹ Attané I. La Chine, un géant démographique aux pieds d'argile, op.cit.

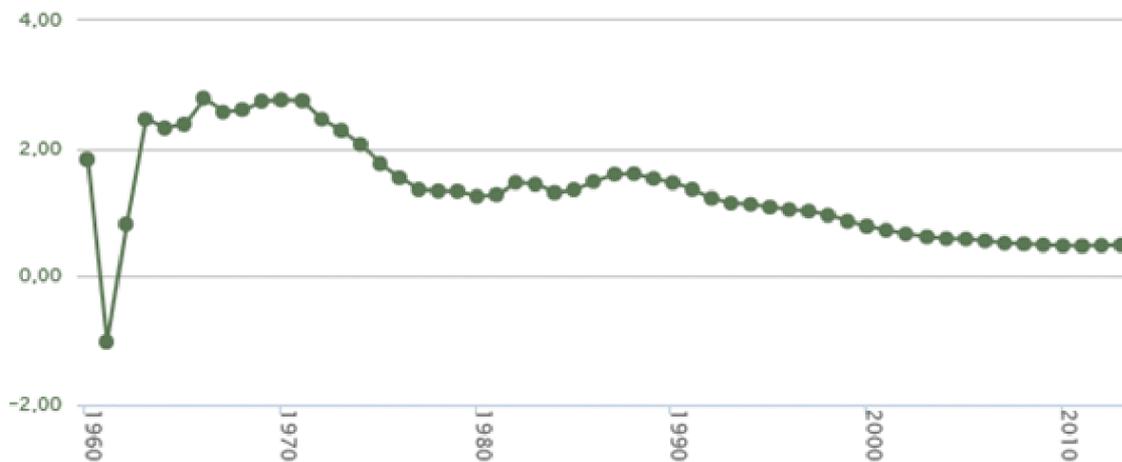
² Idem.

³ Bulletin mensuel d'information de l'Institut national d'études démographiques. *Population & Sociétés*, N° 503, septembre 2013, p.08.

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

En effet, depuis le début des années 1970, les autorités chinoises ont mis en place la politique de l'enfant unique afin de contrôler la croissance démographique en qui elles voyaient une véritable entrave au développement de la Chine. Paulet (2001) maintient qu'à cette époque, le régime en place considérait que la croissance trop rapide de la population comme un élément déterminant de l'échec de l'économie socialiste planifiée¹. Depuis, le taux de croissance a enregistré une baisse spectaculaire et avoisine les 0.5% ces dernières années, après qu'il fut de plus de 2% durant les années 1960, tel qu'illustré par la figure ci-dessous.

Figure 03 : Croissance annuelle de la population(en % de la population totale), Chine



Source: La Banque Mondiale : Perspectives Monde, Université de Sherbrooke, <http://www.perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/CHN/fr/SP.POP.TOTL.html>, consulté le 09/04/2015

La politique de l'enfant unique a, certes, débouché sur une baisse significative de la croissance démographique en Chine. Cependant, vue d'un autre angle, elle n'en demeure pas moins une source d'importants déséquilibres qui menacent l'avenir de la société chinoise et son développement économique futur. Si l'on tient compte des projections faites par les Nations unies, la part des personnes âgées de plus de 65 ans ou plus devra tripler d'ici 2050, pour atteindre 24% du total de la population, contre 7% en 2000². Mais au-delà du vieillissement de la population, c'est la carence en femmes qui est tout autant préoccupante.

¹ Paulet J.P. Population et développement en Chine, Paris : Ellipses, 2001, p.67.

² Attané I. La Chine, un géant démographique aux pieds d'argile, Institut national d'études démographiques, 2015, p.2, www.ined.fr > ... > Les mémos de la démo > Notes d'analyse, consulté le 09/04/2015

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

2-Le produit intérieur brut (PIB)

Parler de la performance économique de la Chine amène systématiquement à examiner l'évolution de son produit intérieur brut. Cet agrégat, et malgré les limites qu'on lui compte, reste l'outil incontournable pour mesurer la production du pays afin de la comparer dans le temps et dans l'espace. L'étude du PIB de la Chine permettra de suivre la conjoncture et de tirer des conclusions sur la santé économiques de ce pays.

2-1-Une croissance durable et solide du PIB

Depuis plus de trente ans, l'économie chinoise a tendance à afficher un taux de croissance à deux chiffres de son produit intérieur brut. Le tableau qui suit montre qu'il a souvent dépassé les 10%, soit quinze fois depuis les années 1980. Le taux le plus faible, depuis l'ouverture économique à nos jours, a été observé en 1990, soit 3,8 %, en conséquence des sanctions qui lui ont été infligées après la violente répression de la place Tianan'men du printemps 1989.

Tableau 01 : Variation annuelle du PIB de la Chine (en %)

1981	+5.2	1993	+13.90	2005	+10.4
1982	+9.1	1994	+13	2006	+11.6
1983	+10.9	1995	+11	2007	+13.0
1984	+15.2	1996	+9.90	2008	+9.63
1985	+13.5	1997	+9.20	2009	+9.2
1986	+8.8	1998	+7.83	2010	+10.6
1987	+11.6	1999	+7.62	2011	+9.5
1988	+11.3	2000	+8.43	2012	+7.75
1989	+4.1	2001	+8.3	2013	+7.69
1990	+3.8	2002	+9.08	2014	+7.35
1991	+9.18	2003	+10.03	2015	+7.10
1992	+14.3	2004	+10.09	2016	+6.9

Source : Base de données de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)

En 2009, et malgré la récession mondiale, la Chine a réussi à maintenir une croissance à un taux de 8,7%, soit au dessus du taux ciblé par le gouvernement, en l'occurrence 8%. Ce résultat est dû aux investissements réalisés dans le cadre du plan de relance de 4000 milliards de yuans sur deux ans (420 milliards d'euros, soit 12% du PIB) et par un rebond du marché

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

immobilier à partir d'avril 2009. La bonne tenue de la consommation des ménages a également soutenu la demande tandis que le commerce extérieur s'effondrait¹

2-2-Ralentissement de la croissance

Après une décennie de croissance supérieure à 10% par an en moyenne de 1999 à 2011, l'activité bien que toujours très dynamique, a nettement ralenti à partir de 2012 : le PIB de la Chine a ainsi progressé de 7,7 % en 2012 et en 2013, soit la croissance la plus faible enregistrée depuis 15 ans. Roucher et Xu (2014) expliquent ce ralentissement par la réunion de facteurs aussi bien conjoncturels que structurels :

« Si ce ralentissement a pu être amplifié par des facteurs conjoncturels (contrecoup des plans de relance, resserrements monétaires, crise de la zone euro), il présente avant tout un caractère structurel. En effet, les changements démographiques, les contraintes naturelles et écologiques, notamment en matière de ressources en hydrocarbures, et surtout l'essoufflement de la dynamique de rattrapage accréditent l'idée d'une croissance durablement inférieure à 10%. D'autre part, la compétitivité-coût semble s'éroder et l'investissement en biens d'équipement ralenti fortement. D'autre part, la Chine approche du PIB par tête à partir duquel les pays en rattrapage ralentissent habituellement. Les expériences d'autres pays d'Asie (notamment Singapour et la Corée de Sud) qui ont connu une période intense en rattrapage permettent de mettre en évidence des similitudes»²

Pour Angel Guerria, secrétaire général de l'OCDE, ce ralentissement de la croissance est annonciateur de la nouvelle phase de transition dans le processus du développement économique du pays qui a adopté une nouvelle normalité marquée par une croissance moins rapide mais plus durable et inclusive³.

Cela dit, en dépit du ralentissement de sa croissance, la Chine est parvenue à battre un autre record. Selon les données publiées par le Fond monétaire international (2014), la Chine est devenue la première économie en terme de PIB (valeur PPA) et détrône les Etats-Unis qui ont conservé ce titre depuis 1872, date à laquelle ils avaient succédé à la Grande Bretagne⁴

¹ Schweisguth D. Chine : vers une croissance de qualité ?, Revue de l'OFCE, N°113, avril 2010, p.220.

² Roucher D., Xu B. La Chine ralenti : quels risques pour l'économie mondiale ? Note de conjoncture, juin 2014, p. 43.

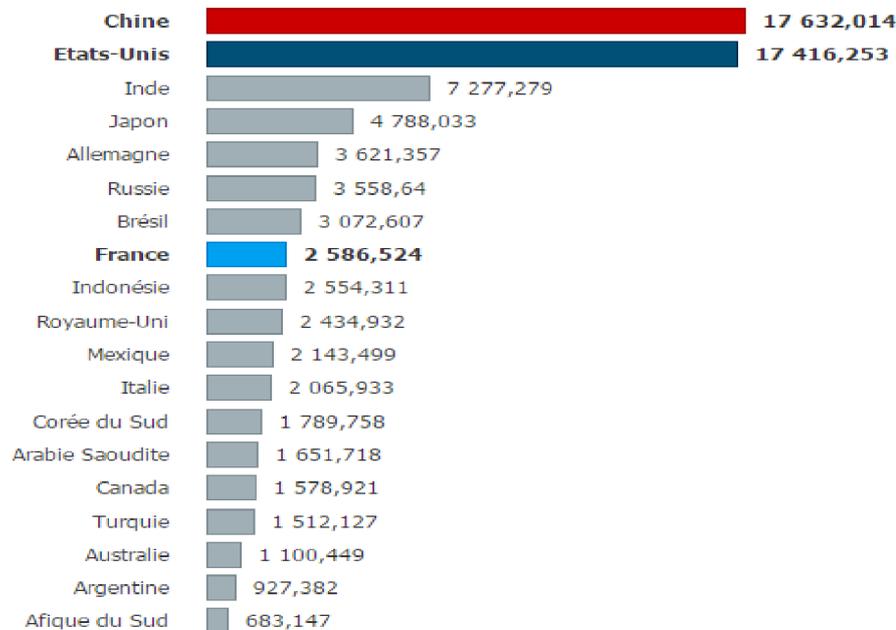
³ <http://www.oecd.org/fr/economie/des-reformes-structurelles-pourront-aider-la-chine-a-entrer-dans-une-ere-de-nouvelle-normalite.htm> , consulté le 10/03/2015

⁴ Eisele J. Interactif. La chine première puissance économique mondiale après 142 ans de règne américain, *le Parisien*, 9 décembre 2014, www.leparisien.fr/economie/economie-la-chine-1ere-puissance-mondiale... , consulté le 10/03/2015.

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

(voir figure 04). L'Empire du milieu a, enfin, retrouvé sa place d'il ya quelques deux siècles plutôt (1820), celle de première puissance économique mondiale au cours de laquelle il comptait prêt d'un tiers du PIB mondiale¹.

Figure 04 : Classement des pays du G20 en fonction de leur PIB en parité de pouvoir d'achat (en Mds\$) en 2014



Source : Fonds monétaire international, cité dans Source : Fond monétaire international cité dans Eisele J. La Chine 1^{ère} puissance économique mondiale après 142 ans de règne américain, *Le Parisien*, 9 décembre 2014, www.leparisien.fr/economie/economie-la-chine-1ere-puissance-mondiale..., consulté le 15/03/2015.

A noter, tout de même, que cette ascension de la République Populaire de Chine (RPC) ne doit surtout pas semer la confusion, telle que la considérer comme la première puissance économique du monde. Si l'on se réfère aux propos tenus par Jean-Joseph Boillot, conseiller au club du CEPPI et coprésident de l'Euro-India Group (EIEBG) : « *La notion de puissance économique est un concept qui combine la surface économique (le PIB), mais aussi la puissance technologique, la puissance financière et monétaire, celle microéconomique des entreprises, et enfin la capacité d'influence sur l'économie mondiale* »². En effet, mis à part le PIB exprimé en parité de pouvoir d'achat, la Chine est loin derrière les Etats-Unis, mais aussi l'Europe lorsqu'il est question d'aborder d'autres aspects qui déterminent la puissance économique. S'agissant, par exemple, de richesse créée (PIB nominal), les Etats-Unis

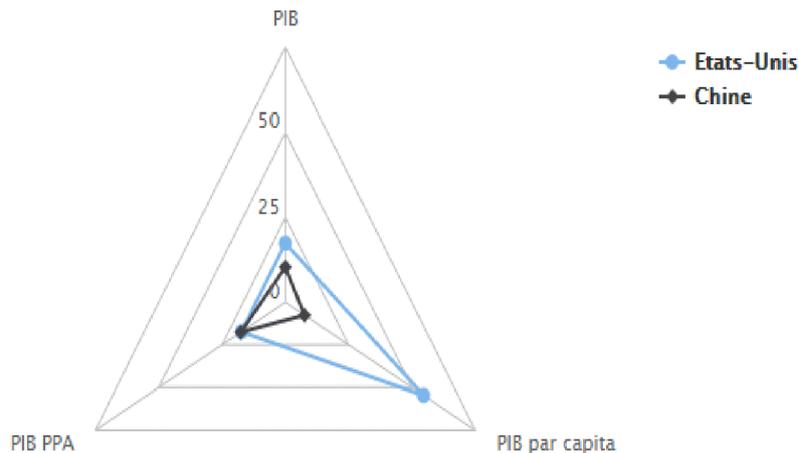
¹ Maddison A. L'économie chinoise, une perspective historique, Etudes du centre de développement, OCDE, 2007, cité dans Huffel Ch.V. Le développement de la Chine, *Région et développement*, N°28, 2008, p.05.

² www.atlantico.fr/.../chine-devient-plus-ou-moins-nouveau-numero-1-mo..., consulté le 27/02/2015

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

prennent la tête du classement avec environ 17 500 milliards de dollars en 2014, contre un peu plus de 10 000 dollars pour la Chine¹. Pas seulement, puisqu'en termes de sa répartition (PIB/capita), là encore les américains sont bien loin devant, sachant que la Chine occupe la quatre-vingt neuvième position bien loin derrière les Etats-Unis² (voir figure 05).

Figure 05: Comparaison entre le PIB de la Chine et des Etats-Unis



PIB : en milliards de dollars

PIB PPA (Parité de pouvoir d'achat) : en milliards de dollars

PIB par capita (par habitant) : en dollars

Source : Fonds monétaire international, cité dans Eisele J. La Chine 1^{ère} puissance économique mondiale après 142 ans de règne américain, *Le Parisien*, 9 décembre 2014, www.leparisien.fr/economie/economie-la-chine-1ere-puissance-mondiale... , consulté le 15/03/2015.

2-3-La part du PIB par secteur d'activité

Si la part du PIB dans le secteur secondaire était de 48,8% en 2010 est comparable à celui des années 1990, le secteur tertiaire, en revanche, a pris plus d'importance au fur et à mesure du développement du pays et de son ouverture, passant de 3% du PIB en 1990 à 27% du PIB en 2011. Parallèlement, la part de l'agriculture a décliné, passant de 21% à 7% du PIB. Cette évolution en termes de répartition de PIB/secteur d'activité va connaître un tournant

¹ Eisele J. La Chine 1^{ère} puissance économique mondiale après 142 ans de règne américain, *Le Parisien*, 9 décembre 2014, www.leparisien.fr/economie/economie-la-chine-1ere-puissance-mondiale... , consulté le 15/03/2015.

² Idem.

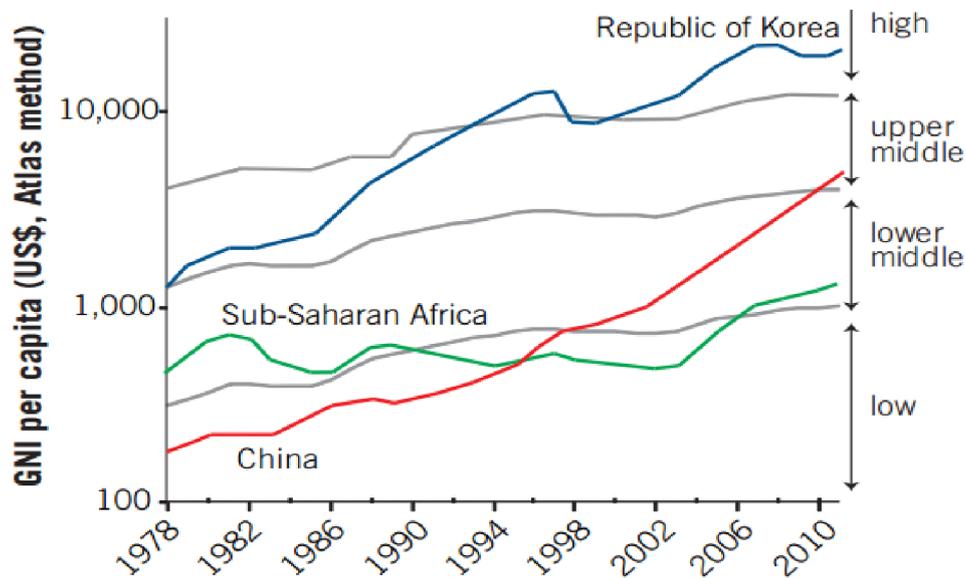
Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

sans précédent, puisque pour la première fois de son histoire, le secteur tertiaire avec ses 46,1% a dépassé le secondaire en 2013¹. Ceci dit, les choses, doivent être relativisées : si l'on ajoute aux 43,9% de l'industrie et de la construction la part des services qui leur sont associés, la Chine reste essentiellement une puissance industrielle et *l'usine du monde*, même si cette usine évolue fortement².

2-4-Le PIB par habitant

La croissance que connaît la Chine ces dernières années s'est traduite par une augmentation spectaculaire du revenu par habitant, tel qu'illustré par la figure ci-dessous.

Figure 06: La montée rapide de la Chine dans l'échelle des revenus



Source: World Development Indicators and World Bank staff calculations, cite dans Schellekens Ph. *Achanging China: implications for developing countries, poverty reduction and economic management (PREM) network*, The World Bank, N°118, mai 2013, p. 02.

Ainsi, en 1978, l'année qui a marqué le début des réformes et de l'ouverture de l'économie chinoise, le revenu par habitant était inférieure à celui de l'Afrique Sub-saharienne, aux côtés de laquelle elle se plaçait parmi les pays à revenus faibles. Trente ans plus tard, et malgré les inégalités qui subsistent, la Chine a réussi à changer de statut pour

¹ Du Shangfu J.F.D. Les 33 provinces, régions et municipalités autonomes de Chine, situation et évolution économique, *Business Atlas Chine : DCA Chine-Analyse*, 2014, p.07, www.franceculture.fr/emission-les-enjeux-internationaux-chine-les-dispa..., consulté le 15/04/2015.

² Idem.

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

devenir un pays à revenu intermédiaire supérieur. L'ambition du gouvernement chinois et sa quête incessante de développement du pays devrait certainement conduire vers une augmentation tendancielle du PIB/habitant pendant les prochaines années.

3- Les échanges commerciaux

L'ascension fulgurante de la Chine sur la scène économique mondiale trouve, également, son expression à travers sa contribution au commerce international et son entrée à l'OMC en 2001 fait, désormais, d'elle un partenaire incontournable. En 2013, la RPC va s'accaparer du titre de premier importateur et exportateur mondial de marchandises¹, et ses échanges extérieurs qui n'ont eu de cesse de progresser depuis quelques années ainsi que son excédent commercial structurel l'identifie comme une *nation commerçante* de premier rang.

3-1- Les principaux partenaires commerciaux de la Chine

En 2013, l'Union européenne a maintenu sa position de premier partenaire commercial de la Chine, représentant 13,4% de la totalité de ses échanges, suivie des Etats-Unis 12,4%, puis du Japon (7,5%)². Cela dit, malgré leurs positions, la Chine continue à échanger avant tout avec ses voisins d'Asie. Ces derniers, hors l'Inde, représentent 43% du commerce extérieur de la Chine la même année, tout en enregistrant une progression de 12,2% entre 2012 et 2013 (voir figure 07)³. En effet, parmi les dix premiers partenaires commerciaux de la Chine figurent cinq pays asiatiques, en l'occurrence Hong Kong, le Japon, la Corée du Sud, Taïwan et la Malaisie⁴.

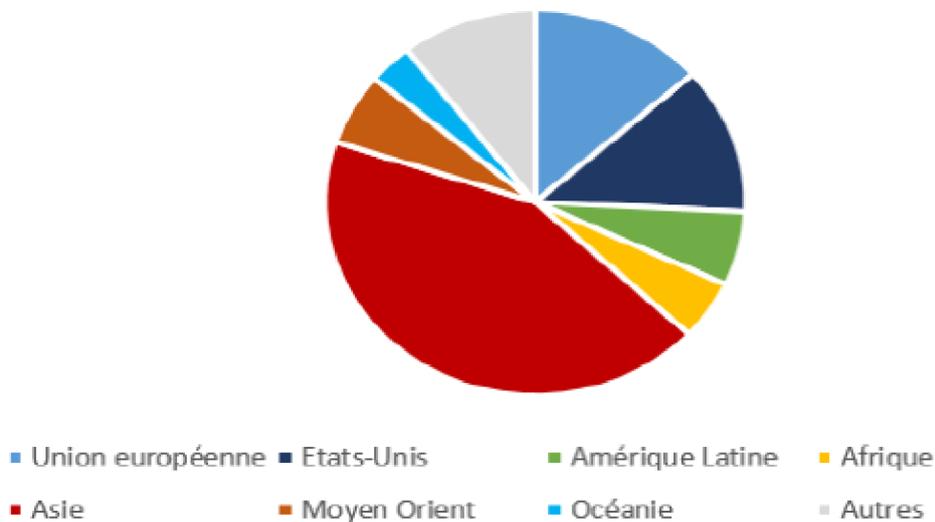
¹ « D'après les dernières statistiques de l'OMC sur le commerce mondiale (2014), le montant des échanges de marchandises de la Chine s'élève à 4 159 milliards de dollars EU, suivie des Etats-Unis, de l'Allemagne et le Japon », Rapport sur le commerce mondiale OMC 2014.

² Jacques E. Le commerce extérieur de la Chine en 2013, Ambassade de France en Chine : Service économique et Régional de Pékin, 30 avril 2014, p.1.

³ Idem.

⁴ Voir annexe 1

Figure 07 : Le commerce extérieur de la Chine en 2013



Source : Douanes chinoises, cité dans Jacques E. Le commerce extérieur de la Chine en 2013, Ambassade de France en Chine : Service économique et Régional de Pékin, 30 avril 2014, p.1.

3-2-Structure des échanges

3-2-1-Les exportations

En 1983, les exportations chinoises ne représentaient que 1,2% de la valeur des exportations mondiales de marchandises, contre 11,2% pour les Etats-Unis, leader à l'époque, suivi de la République Fédérale d'Allemagne avec 9,2%¹. Depuis, les exportations de la RPC n'ont cessé d'augmenter et son rang mondial de s'améliorer, au point de dépasser les Etats-Unis en 2008, en s'appropriant 9,1% des exportations mondiales, se hissant ainsi à la deuxième place juste derrière l'Allemagne (9,3%), premier exportateur mondial, alors². En 2011, elle est parvenue à décrocher le titre de premier exportateur mondial, une place occupée, au paravent, par l'Allemagne³.

¹ Marchiori L. La Chine s'éveille, l'Europe tremble, Institut de Recherche Economique et Sociale (IRES), juin 2011, p.4.

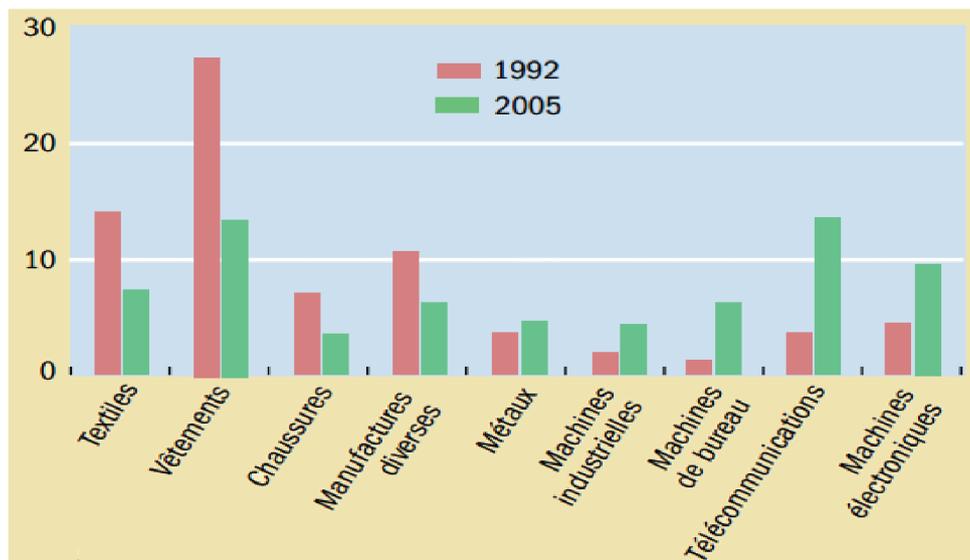
² Idem.

³ Ministère des Affaires étrangères et du Développement international - 2015 http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/chine_567/presentation-chine_950/presentation_3008.html, consulté le 27/04/2015.

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

Le contenu des exportations a également connu certains changements. Au cours des années 1980, le pays a percé sur les marchés mondiaux grâce à ses industries traditionnelles : textiles-habillement et les articles manufacturés divers, comme les jouets. Ces dernières années, en revanche, ses exportations ont connu une importante mutation (voir figure 08). Elles ont progressé dans tout les domaines, en particulier dans des secteurs où elle était encore peu présente comme les machines électroniques, le matériel électronique, les machines de bureau ou encore les télécommunications, mais cela ne signifie pas pour autant qu'elles se sont diversifiées. A ce propos, Amiti & Freud (2007) maintiennent que : « *la structure globale des exportations est devenue plus spécialisée, mais pas plus diversifiée* »¹.

Figure 08: Vers l'exportation de produits électroniques



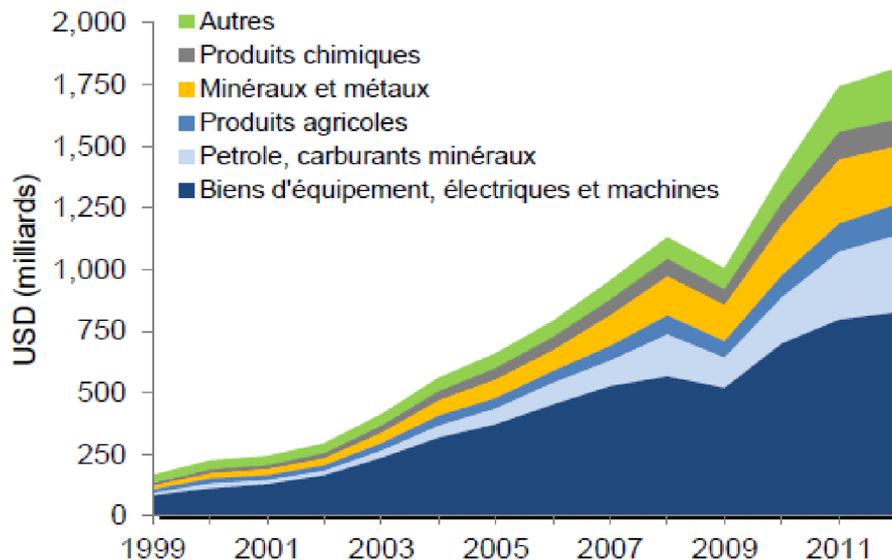
Source : Douanes chinoises, Beijing, cité dans Amiti M., Freud C. Essor des exportations en Chine, *Finance & Développement*, septembre 2007, p.39.

¹ Amiti M., Freud C. Essor des exportations en Chine, *Finance & Développement*, septembre 2007, p.39.

3-2-2-Les importations

Les importations de la Chine ont, de leur côté, connu une importante progression tel que le montre par la figure ci-dessous.

Figure09: Importations chinoises par catégorie



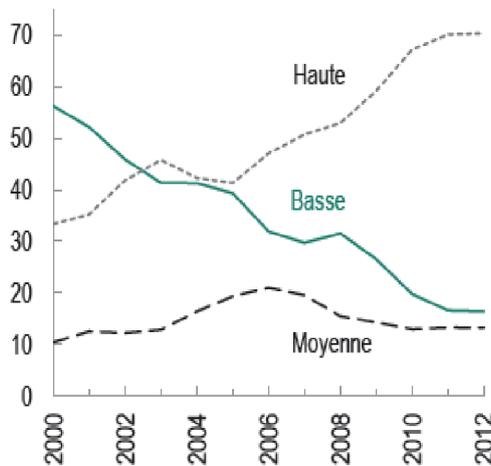
Source : La Banque mondiale 2013.

On s'aperçoit, qu'il y'a une hausse dans toutes les catégories des produits importés par la Chine, notamment : les produits agricoles et les biens de consommation, dont la part devient relativement plus importante. Cette tendance s'explique par la croissance du marché intérieur (pouvoir d'achat en augmentation de la classe moyenne émergente chinoise) ainsi que la spécialisation de la Chine dans l'exportations des biens manufacturés. En effet, la Chine est devenue l'un des plus gros pays importateurs de matières premières à partir des années 1990. Huchet (2013) atteste que : « *Sur les métaux non ferreux, le blé, les métaux précieux, le caoutchouc, les vieux papiers, la Chine se place dans le peloton de tête des importateurs mondiaux* »¹.

L'autre point qu'il convient de relever en parlant des exportations chinoises est la montée en gamme des produits importés. En 2012, 70% des biens de consommation importés par la Chine sont de haut de gamme, contre moins de 40% en 2006 (voir figure10).

¹ Huchet J.F. « China Inc. » Forces et limites de l'influence économique de la Chine, *Hérodote*, 2013/4 n° 151, p.171.

Figure 10: Evolution de la structure des importations de biens de consommation par gammes de valeurs unitaires



Source : CEPII, base de données WTFC (World Trade Flows Characterization), cité dans Lemoine F., Ünal D. Mutations du commerce extérieur chinois, La lettre du CEPII, N° 352, mars 2015, p. 4.

Lemoine & Ünal (2015) expliquent ce phénomène par la distribution inégale des revenus mais aussi l'ampleur des dépenses ostentatoires¹. Les deux auteurs expliquent également cette tendance par le fait que la Chine est un grand pourvoyeur de produit de consommation à bas prix sur le plan mondial, ce qui fait que ses importations se portent naturellement sur les autres gammes².

4- Les investissements directs étrangers (IDE)

Ces dernières décennies ont été marquées par une forte progression de flux des IDE à travers le monde. Ce phénomène résulte de l'accélération du mouvement d'internationalisation et de la libéralisation des marchés. La contribution des différents pays à ce mouvement reste de loin hétérogène. En effet, cela dépend largement de l'attractivité exercée par les territoires *pull factors*. Selon Havrylchyk & Poncet (2006) : « Les économistes s'accordent sur le fait que les IDE affluent vers les pays caractérisés par un environnement macroéconomique stable, un engagement dans des réformes économiques et des conditions favorables comme une productivité élevée, des coûts de main-d'œuvre faible,

¹Lemoine F., Ünal D. Mutations du commerce extérieur chinois, La lettre du CEPII, N° 352, mars 2015, pp. 3-4.

² Idem, p. 04.

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

des infrastructures de qualité »¹. De même, ce sont les conditions du pays source *push factors*, qui, à leur tour, y jouent un rôle déterminant.

De toute évidence la Chine n'en n'est pas un cas isolé. Celle-ci continue à être un important récipient des IDE. Cependant, ce qui retient l'attention, récemment, ce sont les IDE en provenance de la Chine destinés au reste du monde, qui tendent à augmenter.

4-1- Les IDE entrants

Depuis qu'elle a engagé sa politique de réforme et d'ouverture économiques en 1979, la Chine a su créer un environnement propice à l'afflux des IDE, elle en a même fait un des principaux leviers de son développement économique, en témoigne la création des zones économiques spéciales. Cependant, c'est le voyage de Deng Xiaoping dans le Sud, au printemps 1992, durant lequel il a tenu un discours destiné à rassurer les investisseurs étrangers, qui a donné une véritable impulsion aux IDE². La stabilité politique, la disponibilité des infrastructures et de la main-d'œuvre conjuguées aux efforts de réforme et d'ouverture ont constitué d'importants stimulants pour les IDE.

En vertu des avantages qui leurs sont attribués, les économistes soulignent le rôle important des IDE dans le décollage de la Chine³. Depuis plusieurs années, la Chine est devenue l'une des principales destinations des IDE à l'échelle mondiale. La Chine reçoit beaucoup de capitaux sous forme d'investissements directs étrangers au sein de joint venture, ce qui la fait bénéficier de transferts de technologies et de la formation de travailleurs très qualifiés, grâce à la présence, sur le terrain, d'ingénieurs et de techniciens étrangers⁴.

Selon le rapport sur l'investissement dans le monde de la CNUCED (2014), la Chine a attiré 124 milliards de dollars en 2013, contre 11 milliards de dollars en 1992. Elle occupe, ainsi, la première position parmi les pays en développement et la seconde derrière les Etats-Unis, tel qu'illustré par la figure qui suit.

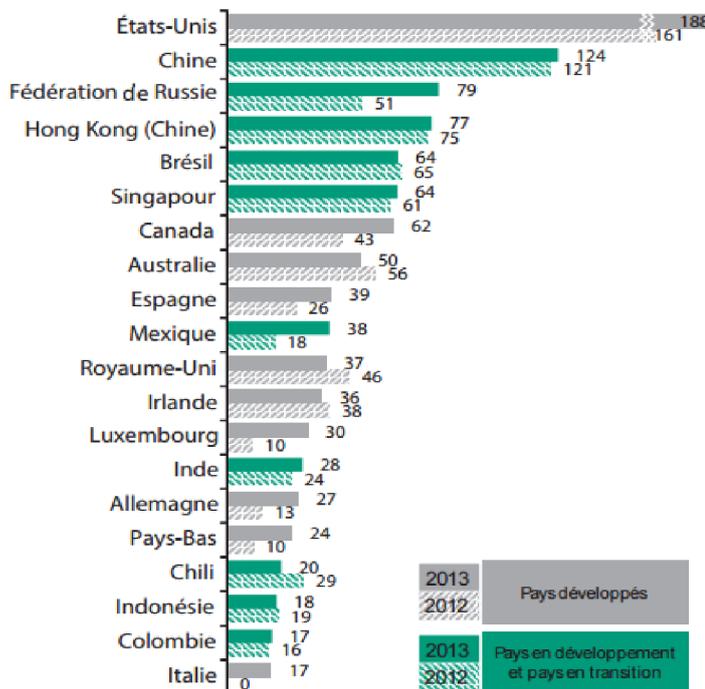
¹ Havry O., Poncet S. Foreign direct investment in China: Reward or remedy? CEPII, Working Paper, No 2006 – 14, p.06.

² Pairault Th. Le rôle des investissements directs entrants et sortants en Chine : une appréciation, *Région et développement*, N°31, 2010, p. 120.

³ Abdelmalki L. Politique commerciale des grandes puissances : la tentation néoprotectionniste, Bruxelles : De Boeck, 2011, p. 347.

⁴ Brunet E. La visée hégémonique de la Chine : l'impérialisme économique, Paris : L'Harmattan, 2011, p. 89.

Figure 11: Entrée d'IDE : les vingt premiers pays d'accueil, 2012 et 2013 (en milliards de dollars)



Source: Conférence des nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED). world investment report (2014)

Mise à part l'importance du volume des IDE perçus par la Chine, ce qui interpelle, également, est leur répartition sectorielle : « Alors que la tendance générale de l'IDE, tant dans les pays en développement que dans les pays développés est de promouvoir le secteur tertiaire, en Chine l'orientation est inverse puisque trois quarts des IDE s'engouffrent dans le secteur secondaire »¹. Et c'est le manque d'ouverture du secteur qui explique cette différence d'orientation². Quant à leur provenance, c'est l'Asie qui en concentre près de deux tiers³.

4-2- Les IDE sortants

La Chine ne figure pas seulement parmi les destinations les plus prisées des investisseurs étrangers. Elle, aussi, à son tour, et depuis quelques années, a commencé à encourager les IDE à destination du reste du monde. Marqués par les différentes politiques

¹ Pairault Th., 2010. Le rôle des investissements directs entrants et sortants en Chine : une appréciation, op.cit, p. 123.

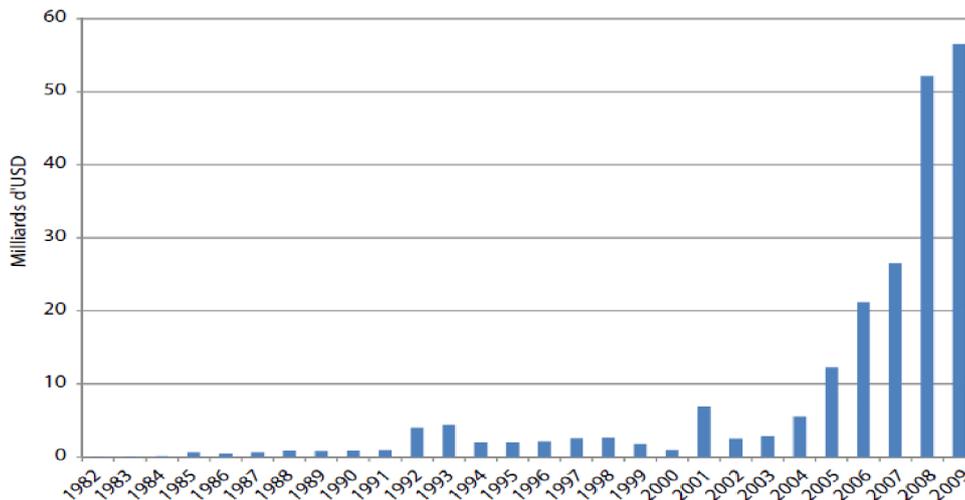
² Idem.

³ Ibidem.

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

économiques suivies par le gouvernement chinois, les flux des IDE de la RPC ont connu différents stades d'évolution comme le montre la figure 12.

Figure 12: Flux d'investissements de la Chine à l'étranger, 1982-2009 (en milliards d'USD)



Source: Wenbin H., Wilkes A. Analyse des politiques d'investissement de la Chine à l'étranger, Centre de recherche forestière internationale, document de travail N°126, 2013, p. 1.

Après une phase de développement instable, voir timide, durant les années 1980 et 1990, les investissements chinois à l'étranger ont évolué rapidement à partir des années 2000. Cette date correspond à l'adoption, par le gouvernement chinois, de la stratégie d'internationalisation (*Going out ou go global*)¹. Véritable stimulateur, les flux d'IDE de la Chine n'ont cessé d'augmenter, depuis.

Les données publiées par le MOFCOM (ministère du commerce chinois) démontrent qu'en l'espace de cinq ans, la Chine est passé du dix-huitième rang en tant qu'investisseur mondial à celui de cinquième, entre 2005 et 2010². En 2013, les sorties d'IDE de la Chine ont progressé plus rapidement que les entrées, elles ont augmenté de 15 % pour atteindre 101 milliards de dollars, selon les estimations. Durant cette période, les entreprises chinoises ont, de fait, conclu un certain nombre de mégatransactions, comme l'acquisition de Nexen par

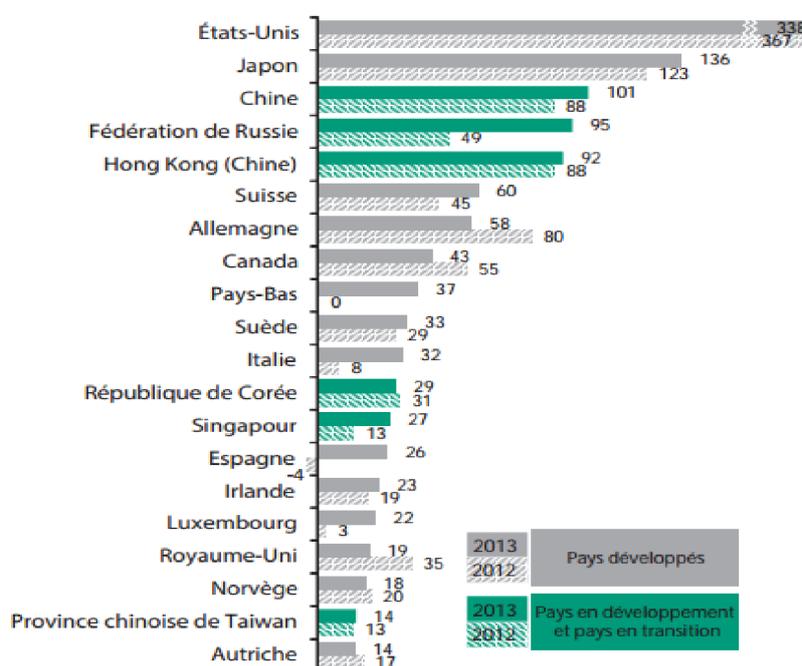
¹ « On notera par exemple, en Europe, les rachats des constructeurs automobiles Volvo, par Geely à hauteur de 1,3 milliards € en 2011 ou de l'entreprise chimique hongroise Borsodchem par le groupe industriel Wanhua (1,2 milliards € en 2011) ou les opérations de rachat de participation au travers du fonds souverain étatique Chine Investment Corporation (reprise de 9% du capital de la société de distribution d'eau britannique Thames water de 30% de la filière d'exploration et production de GDF Suez en 2011) », Lisbonne-de Vergeron K. Forces et faiblesses de la Chine, FONDATION ROBERT SCHUMAN, Question d'Europe, N°235, 02 avril 2012, p.02.

²Société Générale. Chine : Investissements directs à l'étranger : beaucoup de bruit pour rien, *Econote*, N°07, 2012, p. 2.

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

CNOOC au Canada pour 15 milliards de dollars et celle de Smithfield par Shuanghui aux États-Unis pour 5 milliards de dollars – il s'agit des deux plus grosses acquisitions d'entreprises étrangères par des entreprises chinoises dans le secteur du pétrole et du gaz et dans l'industrie alimentaire, respectivement¹. La Chine se classe, désormais, en premier investisseur parmi les pays en développement et troisième dans le monde, derrière les États-Unis en tête et le Japon en deuxième position (voir figure 13).

Figure 13 : Sortie d'IDE : les vingt premiers pays d'origine, 2012 et 2013 (en milliards de dollars)

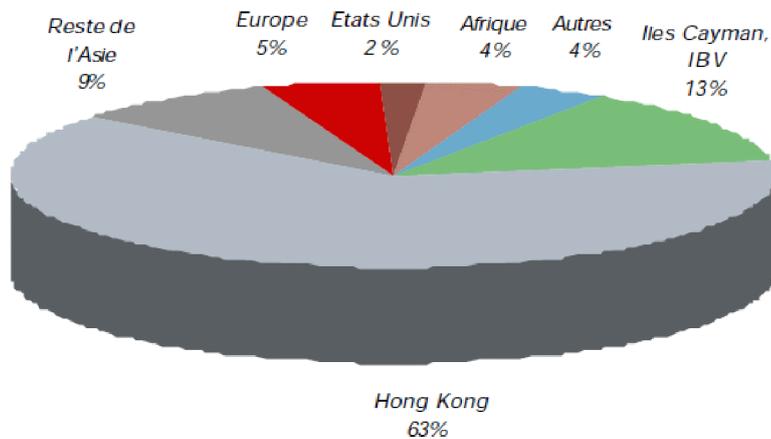


Source: Conférence des nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED). world investment report (2014)

S'agissant de leur répartition géographique, 75% des IDE de la Chine ont eu pour destination Hong Kong, les Îles Vierges Britanniques et les Îles de Caïmans (voir figure 14)

¹ <http://unctad.org/fr/Pages/PressRelease.aspx?OriginalVersionID=181>, consulté 25/04/2015

Figure 14 : Stock d'IDE chinois par région, en 2010



Source : MOFCOM, SG, cité dans Société Générale. Chine : Investissements directs à l'étranger : beaucoup de bruit pour rien, *Econote*, N°07, 2012, p. 2.

Cette situation révèle d'un phénomène qu'il est convenu de désigner sous le terme anglo-saxon de round-tripping. Ce genre d'aller et retour correspond à la sortie de capitaux nationaux ou au non rapatriement de gains qu'une entreprise fait à travers une juridiction accommodante afin qu'à leur retour ces capitaux et gains puissent s'investir conformément au traitement préférentiel réservé aux investissements étrangers. Une grande partie des IDE chinois à Hong Kong fait l'objet d'allers et retours, au cours desquels les entreprises chinoises conservent une large part de leurs actifs à Hong Kong pour les transférer soit vers d'autres pays tiers soit vers la Chine sous la forme d'un nouvel IDE. Plus de 40 % des IDE chinois à Hong Kong reviennent ainsi en Chine. Les Îles Vierges Britanniques et les Îles Caïmans jouent principalement le rôle de paradis fiscaux.

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

Section 2 : Les grands défis de l'économie chinoise

Les différentes transformations qu'a connues la Chine suite aux politiques de réforme et d'ouverture, ces dernières années, ont été accompagnées d'une croissance économique remarquable faisant d'elle un acteur incontournable sur la scène internationale. Mais, en dépit des réussites, le projet de construction d'une société moderne et harmonieuse, telle que promue par le PCC, est loin d'être concrétisé. Pour un pays où tout prend des proportions gigantesques, que ce soit par sa dimension géographique ou encore la taille de sa population, la mission s'annonce, d'emblée, compliquée. Selon le « *principe de multiplication et de division* » énoncé par le théoricien du Parti communiste chinois Zeng Bijan en 2004 : « *Tout les problèmes sont multipliés par 1,3 milliard et tout les succès sont divisés par le même nombre* »¹. A présent, la Chine doit faire face à de nombreux défis avant de quitter définitivement son statut de pays émergent et de rejoindre celui des pays développés.

1-Le défi social

La Chine, le pays le plus peuplé de la planète, se trouve à un tournant démographique majeur. Les avantages tirés de la croissance de celle-ci, d'il y'a quelques années, à savoir une main-d'œuvre abondante et bon marché avec un taux d'épargne exceptionnel, sont amenées à épuisement dans un futur proche, et ce avec toutes les conséquences que cela devrait avoir sur l'économie du pays.

Si cette richesse se trouve, aujourd'hui, sérieusement menacée, c'est qu'elle est confrontée à un problème majeur à savoir le vieillissement accéléré de la population. La Société RichesFlores Research, spécialisée dans l'élaboration des diagnostics économiques et financiers (2013) atteste que: « *S'il est un défi économique auquel la Chine sera inévitablement confrontée dans toutes les prochaines années, c'est bien devant tout les autres, à celui du vieillissement accéléré de sa population* »². De plus la population croît peu et la population active est entrée dors et déjà dans une phase de décroissance tel qu'illustré par le tableau 2.

¹ Claude Meyer M. L'envers d'une Chine conquérante, *Politique internationale*, printemps 2010, cité dans Benadon D et al. La Chine à l'horizon 2030, Rapport du Conseil général de l'environnement et du développement durable, N°008369-01, octobre 2013, p.18.

²Société RichesFlores Research. La Chine face à son déclin démographique, 11 novembre 2013, p. 01.

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

Tableau 02: Les principales tendances démographiques de la Chine, 1950-2050

	1950	1990	2010	2030	2050
Population totale en millions	551	1 145	1 360	1 454	1 385
• Moins de 15 ans	186	341	247	231	204
• 15 – 65 ans	333	757	1 000	988	849
• - dont 15-44 ans	243	589	681	571	469
• - 45-65 ans	90	168	319	417	380
• Plus de 65 ans	32	47	113	235	331
Taux de mortalité infantile, ‰	82,7 ⁽²⁾	42,2	13,7		
Taux de mortalité brut, ‰	25,4 ⁽¹⁾	6,67	7,11		
Taux de fertilité (enfants/femme)	5,8 ⁽¹⁾	2,5	1,7		
Espérance de vie à la naissance	43,5 ⁽¹⁾	69,5	74,9		

Source: RichesFlores Research, Nations-Unies, Macrobond, (1) 1960, (2) 1969

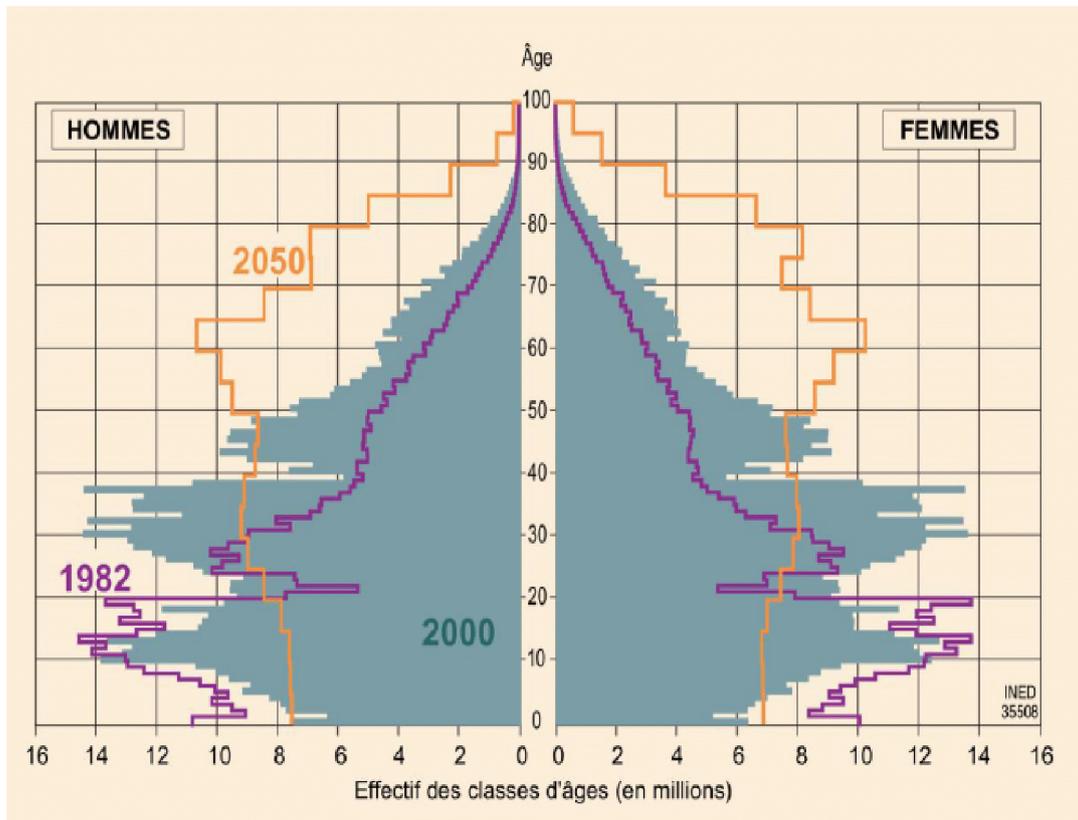
Ce phénomène est d'autant inquiétant puisqu'il survient au moment où la Chine est en passe de devenir un pays au revenu moyen tout en présentant le profil démographique d'un pays développé : « quand le Japon Taiwan et la Corée du Sud ont atteint ce niveau de revenu par tête respectivement en 1955, 1975 et 1980-leur population « âgée » (plus de 65 ans) représentait entre 4 et 5% de leur population totale. Or, aujourd'hui celle-ci représente 9,4% en Chine. Il en est de même pour la fécondité »¹.

L'autre élément préoccupant, en plus du vieillissement, et qui retient l'attention lorsqu'il s'agit d'évoquer la population chinoise est, de toute évidence, celui du déséquilibre hommes-femmes (voir figure 15). La Chine est en effet le deuxième pays le plus masculinisé au monde derrière l'Inde qui prend la tête du classement. Cette situation s'explique par différents facteurs notamment l'héritage du confucianisme qui prône une société patriarcale ainsi que par l'instauration de la politique de l'enfant unique. Soumises à des pressions sociales et politiques, beaucoup de femmes ont recours à l'avortement sélectif au détriment des filles. Bon nombre d'entre elles ne sont même pas déclarées aux autorités ou meurent durant la petite enfance à cause de négligence et de mauvais traitement².

¹ Kratz A., Cang C. La Chine après le dividende démographique, *Asia Centre*, N°48, 2014, pp. 7-8.

²Attané I. La Chine, un géant démographique aux pieds d'argile, Institut national d'études démographiques, 2015, p.2.

Figure 15 : La pyramide des âges en Chine (hommes/femmes) en 1982, 2000 et 2050



Source : recensement de 1982 et 2000, projection des Nations unies 2050

Conscient de la situation et des enjeux en question, le gouvernement chinois a pris un certain nombre de mesures essayant d'anticiper les choses afin d'en limiter les retombées négatives. La Chine a interdit l'avortement sexo-sélectif en 1995 et a lancé en 2000 une campagne pilote de sensibilisation à l'importance des filles, baptisée *Chérir les filles* en anglais *Care for Girls* afin d'assurer un environnement propice à la survie et au développement des filles. Il a également revu sa politique de l'enfant unique, récemment. Le 16 novembre 2013, l'agence Xinhua annonçait que la décision avait été prise, lors du III^e Congrès du PCC, d'assouplir la politique de l'enfant unique mise en place à la fin des années 1970. Auparavant plusieurs aménagements apportés à cette politique avaient déjà permis aux ruraux parents d'un premier enfant de sexe féminin, ainsi qu'aux couples dont les deux membres sont enfants uniques, d'avoir deux enfants¹. Cependant reste à en juger si ces actions n'interviennent pas tardivement et si c'est vraiment la solution idoine pour contenir ce genre

¹ Boullenois C. L'assouplissement de la politique de l'enfant unique, *Asia Centre*, N°48, avril 2014, p. 10.

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

de problèmes dans le cas de la Chine. C'est une réponse que seul l'avenir est capable de donner.

L'autre défi auquel doit faire face la Chine sur le plan social consiste à construire une société harmonieuse où la classe moyenne constituerait la majorité de la population¹. Cet objectif sera difficile à atteindre tant que les disparités persistent. Qu'elles résultent des conditions historiques, naturelles, voir même des différentes politiques de développement et de gestion de l'espace adoptées par le gouvernement chinois, elles constituent une véritable entrave au développement de la société chinoise du fait des inégalités qui en résultent.

Entre le milieu urbain et le milieu rural la répartition des richesses reste inégale et ce malgré les différents efforts fournis par le gouvernement dans le but de les réduire. La multiplication des mouvements de protestation démontre, ainsi, la colère des ouvriers et leur exigence de meilleures conditions de travail². Les habitants des villes ont un revenu en moyenne trois fois supérieur à celui des ruraux³, avec toutes les implications que cela peut avoir sur les conditions de vie. A titre d'exemple : « *Entre 2002 et 2009, le pouvoir d'achat a ainsi crû de 11%, contre 7% au milieu rural* »⁴. Ce sont autant de facteurs qui, au côté de la disponibilité de certains services tels que l'éducation et la santé, encouragent le mouvement d'émigration de la population rurale vers les villes en quête de meilleures conditions de vie. Malheureusement pour eux, une fois sur place, ils sont une fois de plus victimes de discrimination dans le sens où ils ne perçoivent pas les mêmes traitements que les citoyens. Parce qu'ils se retrouvent dans l'illégalité, à cause du système du *hukou*⁵, ils sont de fait contraints d'accepter des salaires moindres dans des conditions de travail déplorables, sans aucune protection sociale car ils ne sont pas déclarés par leurs employeurs. Le 1^{er} mars 2010,

¹ Rocca J.L. Une sociologie de la Chine, Paris : La Découverte, 2010, p. 115.

² « *La vague de suicides à Foxconn au printemps 2010, ou encore l'extraordinaire grève des étudiants stagiaires envoyés par leurs écoles dans les usines de montage automobile Honda à Foshan mettent en avant une mobilisation plus forte et une volonté accrue de changement conduisant vers une meilleure situation sociale* ».

³ Lemoine F. Quel nouveau modèle de croissance ? *Connexion*, N°64, hiver 2012, p. 23.

⁴ Fiche Chine – DGCIS – CREDOC, www.entreprises.gouv.fr/files/files/directions_services/.../fiche-chine.pdf, consulté le 08/04/2015.

⁵ « *Le hukou est un système d'enregistrement et de contrôle de la population instauré à l'époque maoïste pour servir le projet de développement socialiste. Interdisant à l'origine toute mobilité sociale et spatiale, séparant strictement ruraux et urbains en conférant à ces derniers des privilèges déniés aux premiers, il a instauré une société de statuts s'opposant à l'égalité des citoyens devant la loi, pourtant stipulée par la Constitution chinoise. Bien qu'assoupli par la réintroduction de l'économie de marché il y a un quart de siècle et par les réformes dont il a fait l'objet depuis plus de vingt ans, il reste aujourd'hui une institution fondamentale du régime de la République populaire de Chine* », Froissart Ch. Le système du hukou : pilier de croissance chinoise et du maintien du PCC au pouvoir, Les Etudes du CERI N°149, septembre 2008, p. 03.

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

à la veille de la réunion annuelle de l'Assemblée consultative du Parti Communiste, un éditorial commun est paru dans 13 quotidiens chinois de diverses provinces, demandant une accélération de la réforme du *hukou* :

« La Chine a souffert depuis longtemps sous le système du hukou. La première génération de paysans ouvriers a payé le développement des villes par son travail, mais leurs enfants n'ont toujours pas les moyens de résoudre leur problème d'identité. Ils supportent toujours les difficultés que connaissent leurs parents, les villes dans lesquelles ils vivent ne les intègrent toujours pas. Nous posons la question : pendant combien de générations cette séparation sera-t-elle encore maintenue ? Nous pensons que les citoyens sont nés libres et que les gens doivent disposer du droit de se déplacer en toute liberté. Nous demandons aux délégués de faire tout leur possible pour annoncer un calendrier de réforme du hukou»¹

A ce propos, le processus accéléré de l'urbanisation du pays, actuellement en marche, est sensé palier à ce problème, à condition de sa bonne maîtrise.

Les disparités ne se manifestent pas seulement entre le milieu rural et le milieu urbain. Elles sont également perceptibles sur le plan régional. En privilégiant les régions du littoral, lors du lancement de la politique de réforme et d'ouverture (voir annexe II), la Chine a laissé naître, au-delà du développement économique enregistré, des différences notables entre ces régions, celles du centre ainsi que de l'Ouest. Leur part de richesse ainsi que leur contribution à l'activité économique du pays est nettement moins importante que celle des régions côtières comme l'illustre les figures 16 et 17.

¹Boquet Y. Le hukou , *Espace populations sociétés*, 2009/3 | 2009, p. 374.

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

Figure 16 : PIB par habitant des provinces en 2011(en milliers de yuans courant)

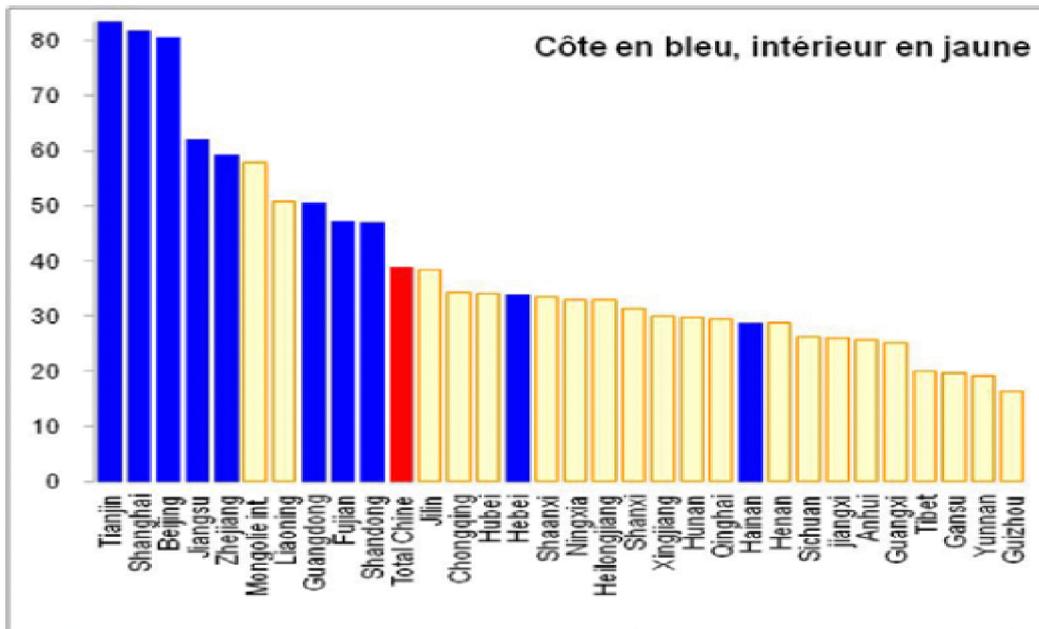
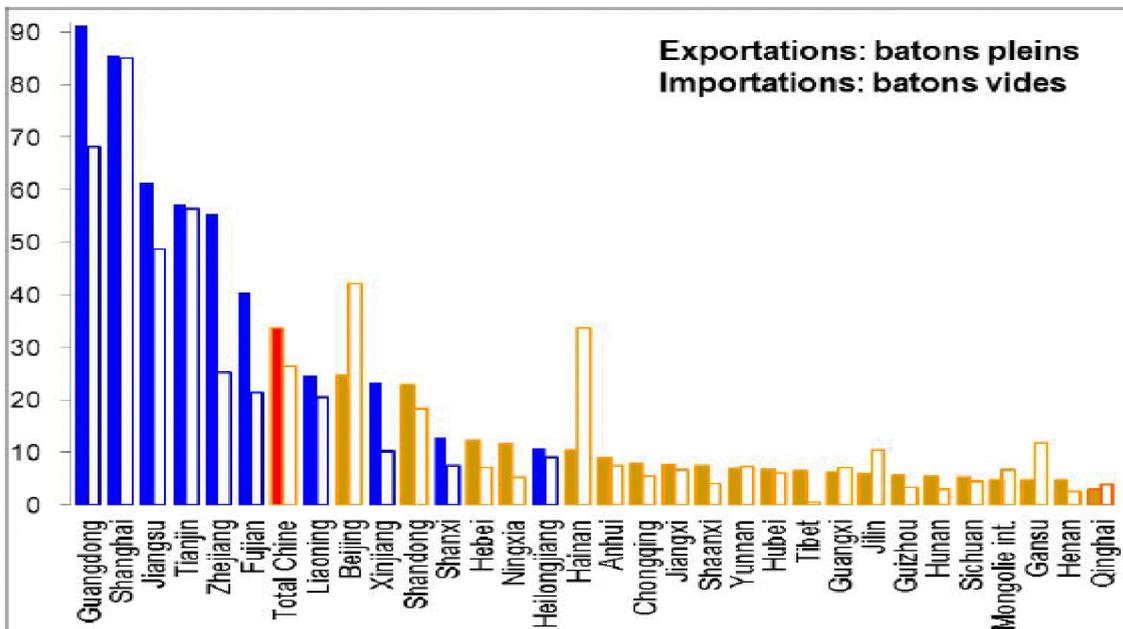


Figure 17: Commerce extérieur des provinces en 2007 en % de leur PIB



Source : Bureau National des Statistiques (BNS), de la République Populaire de Chine (PRC), Annuaire statistique, cité dans Lemoine F., Poncet S., ÜNAL D. Chine bleue, Chine jaune : dynamiques spatiales et convergence ; CPII ? N°2014-A-02 mars, p. 03.

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

Ainsi dans les zones côtières, huit provinces sur dix, ont un PIB supérieur à la moyenne par habitant ce qui est le cas de deux provinces intérieures, seulement. La majorité des provinces côtières est également beaucoup plus tournée vers l'extérieur que les provinces de l'intérieur.

D'après Florian Muzard chargée de la mission de la DATAR, Equipe prospective, études, veille et publications scientifique : « *Cette situation n'échappe pas au gouvernement central de Beijing qui a lancé plusieurs initiatives politiques dont la politique de « Go West » de 1999 déclinée dans l'ensemble des plans quinquennaux qui ont suivi* »¹. Par conséquent, il a investi massivement dans les infrastructures, en particulier dans la construction de réseaux routiers. En l'espace de cinq ans (2008-2013), 19 700 km de nouvelles voies ferrées dont 9000 km de lignes de TGV, 24 000 km d'autoroutes supplémentaires et 30 aéroports ont été construits². Le but étant non seulement de limiter les mouvements d'émigration et les inégalités sociales, mais également de profiter des avantages qu'offrent les provinces de l'intérieur, notamment, en termes de coût de main d'œuvre. Cette politique a, par ailleurs, commencé à porter ses fruits. Lemoine, Poncet et Ünal (2014) constatent que depuis le début de la modernisation du pays, le centre de gravité de l'économie chinoise s'est situé alternativement dans les zones côtières (Chine bleu) et les régions de l'intérieur (Chine jaune) : grâce à un rattrapage industriel d'un rythme inédit, les régions de l'intérieur sont entrain de prendre le relais de la façade maritime qui fût le moteur du décollage économique des trente dernières années³. Le rééquilibrage correspond au nouveau régime de croissance qui s'appuie progressivement sur l'expansion du marché intérieur.

¹ Muzard F. Les défis aménagistes et territoriaux : clé de la croissance future de la Chine, fiche thématique N°2, Centre d'analyse stratégique, 2011, p.2.

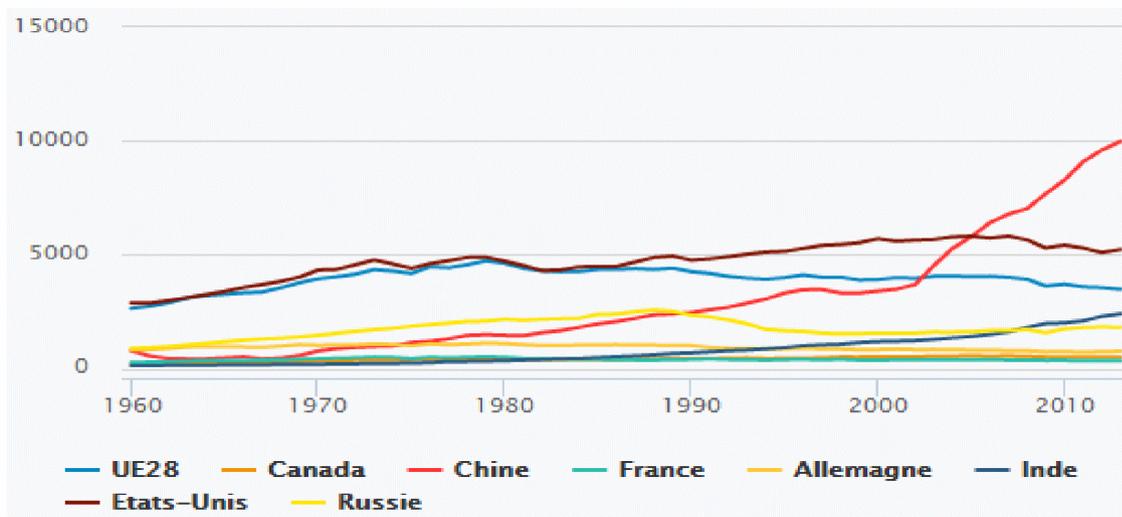
² <http://www.rts.ch/play/tv/geopolitis/video/chine-quels-defis-pour-les-20-ans-a-venir?id=5260266> , consulté le 18/05/2015

³ Lemoine F., Poncet S., Ünal D. Chine bleu, Chine jaune : dynamiques spatiales et convergence, CPII, N°2014-A-02 mars, p. 03.

2- La pollution de l'environnement

La pollution, sous toutes ses formes, constitue l'un des problèmes majeurs auxquels doit faire face la Chine en tant que plus gros émetteur de gaz à effet de serre devant les Etats-Unis¹ (figure 18). Une suite logique pour le plus gros consommateur d'énergie (essentiellement le charbon) ainsi que marché automobile du monde.

Figure 18: La Chine, premier émetteur de CO₂ au monde (en millions de tonnes de CO₂ émises par an)



Source : Global Carbon Project, cité dans Pouchard A. Emissions de CO₂ : ce que pèsent les Etats-Unis et la Chine, *Le Monde.fr*, 27/11/2014, www.lemonde.fr/.../emissions-de-co2-ce-que-pesent-les-etats-unis-et-la-c..., consulté le 04/06/2015.

Si la Chine se trouve aujourd'hui confrontée à des problèmes majeurs en termes de pollution et de dégradation de l'environnement, c'est, principalement, à cause de l'adoption d'une stratégie de développement qui se base principalement sur une croissance quantitative tout en reléguant au second plan l'aspect qualitatif. Sous l'effet de l'accumulation, ce phénomène a pris une telle ampleur qu'il suscite de vives réactions de la part de la communauté internationale qui en appelle la Chine à s'engager davantage dans la lutte contre la pollution ainsi que la protection de l'environnement.

Aucun élément ne semble être épargné : l'air, les eaux et les terres sont contaminés. Loin des graves conséquences que cela a sur les changements climatiques, les pertes humaines liées aux problèmes de pollution sont conséquentes. Verdamer (2006) maintient que : « 16 des 20 villes les plus polluées du monde sont chinoises, tandis que la pollution

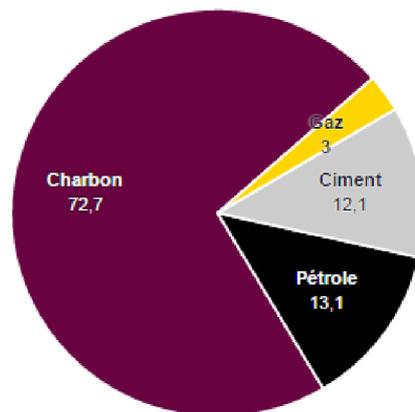
¹ Yunnan Green Environment Development Foundation, 13/09/2013, p. 06

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

atmosphérique serait, selon la Banque mondiale, la cause de 300 000 décès par an »¹. Récemment, en 2015, une journaliste chinoise, du nom de Chai Jing a produit un documentaire intitulé « Sous le dôme » qui a défié toutes les chroniques. Ce dernier traite du fameux smog (mélange toxique de polluants atmosphériques que l'on peut observer sous forme de brume diffuse dans l'air)² qui recouvre tout le nord de la Chine. Il dénonce ses effets néfastes sur la santé, l'impuissance du ministère de l'environnement et incite par la même occasion les citoyens à agir³.

Cette dégradation de l'environnement résulte de la combinaison de plusieurs facteurs à savoir : la forte consommation d'énergie, l'industrialisation, l'urbanisation, le recours à l'agriculture intensive et les changements du mode de vie. Le charbon, énergie fossile connue pour sa forte pollution, représente plus de 70% de ressources énergétiques du pays, notamment de l'électricité (voir figure 19). La situation des usines à proximité des villes, qui à leur tour ne cesse de s'agrandir en conséquence de l'urbanisation, accentue le problème de pollution à cause de la mauvaise gestion des déchets et des eaux usées.

Figure 19: Le charbon, principal responsable des émissions de CO₂ chinoises



Source : Global Carbon Project, cité dans Pouchard A. Emissions de CO₂ : ce que pèsent les Etats-Unis et la Chine, *Le Monde.fr*, 27/11/2014, www.lemonde.fr/.../emissions-de-co2-ce-que-pesent-les-etats-unis-et-la-c..., consulté le 04/06/2015.

¹ Verdamer B. La Chine face à la crise écologique, *Etudes* 2006/3, Tome 404, p.310, cité dans Laetitia Tran Ngoc. La crise environnementale chinoise : menace pour la stabilité du régime ?, Commission Justice et Paix, 2013, p.1.

² www.dictionnaire-environnement.com/smog_photochimique_ID787.html, consulté le 14/05/2015.

³ Vally Ch. « Sous le dôme », le film sur la pollution qui secoue la Chine, *Libération Monde*, 3 mars 2015, http://www.liberation.fr/monde/2015/03/03/sous-le-dome-le-film-sur-la-pollution-qui-secoue-la-chine_1213269, consulté le 14/05/2015

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

Sous peine de répondre au défi de la sécurité alimentaire engendré par un déphasage entre la demande de consommation croissante et variée des produits alimentaires et les ressources nationales limitées, les agriculteurs ont recours à des pratiques nuisibles à l'environnement. Ils ont, ainsi, tendance à utiliser toutes sortes de pesticides, d'engrais chimiques, et pratiquent l'élevage intensif dans le souci de répondre aux besoins alimentaires de plus d'un milliard de consommateurs. D'après le premier recensement des sources de pollution conduite pendant deux ans et dont les résultats ont été diffusés en février 2010 : « *L'agriculture chinoise représente la moitié des sources de pollution totales et utiliserait 40 % d'intrants de plus que les doses habituellement nécessaires* »¹. A en croire les propos de Benjamin Guinot, chercheur au CNRS et spécialiste de la pollution de l'air en Chine, la prise de conscience est récente et inégale : « *récent grâce aux différents événements qui se sont tenus en Chine, comme les Jeux Olympiques, ou l'exposition universelle et qui ont sensibilisé la population grâce à internet. Et inégale car elle dépend des régions et de l'éducation de la population. Plus encore les chinois n'ont pas pu prendre conscience car ils n'ont jamais vu de ciel bleu de leur vie.* »²

En dépit des reproches qui lui sont faites, et la tendance à croire en l'inertie totale du gouvernement chinois lorsqu'il s'agit de la question environnementale, vue sa situation alarmante, les différentes lois et législations qu'il a passé, à partir du début des années soixante-dix, font preuve du contraire. Selon He (2007) : « *La promulgation de la loi sur l'environnement lors de la 11e Assemblée populaire nationale (APN) en 1979 est, dans cette optique, un jalon important dans la construction d'un système légal de protection de l'environnement* »³. Bien d'autres efforts ont été consentis dans ce sens, mais à en juger les résultats, leur efficacité n'est pas de mise.

Conscient du rôle stratégique de l'environnement et de ses enjeux sociaux, le gouvernement chinois a décidé de renforcer sa lutte contre la pollution. Ainsi un pas important a été franchi en 2014. « *C'est un avertissement de la nature face à un modèle de*

¹ Rivoal C. Opération « eau propre » en Chine, Centre d'étude et de prospective, N°35, avril 2010, p.2.

² Cheffrey A. Under the dome ? Pour quoi un documentaire sur la pollution affole la Chine, *Pris Match*, 16 avril 2015, [www.parismatch.com › Actu › Environnement et sciences](http://www.parismatch.com/Actu/Environnement-et-sciences), consulté 12/05/2015

³ He J. Croissance et environnement en Chine : un arbitrage difficile, *La Jaune et la Rouge*, N°627, septembre 2007, www.lajauneetlarouge.com/.../croissance-et-environnement-en-chine-un-..., consulté le 12/05/2015.

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

développement aveugle et inefficace »¹, a déclaré le premier ministre Li Keqiang lors l'Assemblée nationale populaire du 15 février 2014, « *Nous devons résolument déclarer la guerre à la pollution, comme nous avons lutté contre la pauvreté* »². Cette rencontre s'est soldée par l'adoption d'une nouvelle loi assurant la protection de l'environnement grâce la délimitation d'une ligne rouge écologique au lieu du système d'amande maximale, mais également en donnant la possibilité aux ONG d'attaquer en justice les pollueurs³. Lors de la Conférence idées pour le développement de novembre 2014, le directeur général adjoint du département de la Prévision économique au Centre d'information de la Commission nationale pour la réforme et le développement (CNRD), Yaxiong Zhang a réitéré la volonté du gouvernement chinois de poursuivre ses efforts pour une transition énergétique en déclarant ceci :

*« Nous pensons que les politiques et stratégies énergétiques de la Chine sont désormais prises en compte dans les décisions du gouvernement. Notre président a annoncé que notre objectif post-2020 est d'atteindre un pic d'émissions de CO2 en 2030 et que les énergies renouvelables représenteront alors 20 % de notre consommation d'énergie primaire. Il a affirmé notre engagement dans une véritable révolution du secteur énergétique dans toutes ses composantes : consommation, alimentation, technologie et système administratif. Nos objectifs pour 2020 sont nombreux. »*⁴

Ces annonces sont positives pour l'avancée des négociations internationales sur le climat. Néanmoins, cela sous-entend la mise en œuvre de la transition énergétique au niveau du pays. A la même occasion, il fait part de la volonté du gouvernement de substituer le gaz au charbon, d'autant que la Chine dispose des réserves les plus riches au monde et est très désireux de développer cette filière⁵.

¹ Malovic D. La Chine lance « la guerre à la pollution », *la Croix*, 06/03/2014, www.la-croix.com/.../La-Chine-lance-la-guerre-a-la-pollution-2014-03-06-1116439 , consulté le 13/05/2015.
<http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/La-Chine-lance-la-guerre-a-la-pollution-2014-03-06-1116439> , consulté le 14/05/2015.

² idem

³ Malovic D. La Chine inscrit la protection de l'environnement dans la loi, *La Croix*, 15/04/2014, <http://www.la-croix.com/Ethique/Environnement/La-Chine-inscrit-la-protection-de-l-environnement-dans-la-loi-2014-04-15-1136725> , consulté le 13/05/2015

⁴ Conférence idées pour le développement. Chine une transition énergétique sobre en charbon ?, Agence Française de Développement, 13/11/2014, p. 05, <http://ideas4development.org/medias/2015/04/Id4d-transition-energetique-chine1.pdf> , consulté le 27/04/2015

⁵ Idem, p.03

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

La Chine semble faire preuve de volontarisme dans la recherche d'un nouveau modèle de croissance moins prédateur de l'environnement : le défi est colossal tant le bilan écologique des trente années de croissance effrénée est sombre. Le combat mené contre la pollution va demander beaucoup de temps et de moyens financiers, et d'efforts pour sensibiliser la population et convaincre les entreprises d'adopter des normes plus respectueuses de l'environnement. L'engagement dans une voie plus écologique s'inscrit dans un enjeu plus vaste, de dimensions économique et social. La dégradation de l'environnement, associée au développement économique, constitue un facteur majeur dans d'instabilité interne. Pour ce qui est de l'enjeu global, Pierre Cannet, responsable du Programme climat, énergie et infrastructures durables au WWF France, atteste que la Chine entant qu'acteur majeur des relations internationales souhaiterait élargir sa diplomatie en se positionnant en tant que leader sur ces questions de développement durable¹. Autrement dit, la Chine se doit de fournir des efforts pour soigner sa réputation et faire valoir une image d'acteur responsable soucieux de ce qui se passe en dehors de ses propres frontières.

3- La consommation d'énergie et de ressources naturelles

Le modèle de développement économique mis en place par la Chine est connu pour sa forte consommation d'énergie et de ressources naturelles. Sa part dans la consommation mondiale d'énergie est passée de 8% en 1973 à plus de 17% en 2009², et c'est d'ailleurs en ce moment même qu'elle dépasse les Etats-Unis dans ce domaine, pour devenir le premier consommateur mondial³. La Chine aura certainement besoin de beaucoup plus de ressources dans les prochaines années pour faire face à une demande croissante émanant, notamment, de la population urbaine qui selon les prévisions compterait pour plus de 70% de la population totale d'ici 2030. Ce qui est préoccupant, est que cette augmentation n'est pas prête de s'arrêter, d'autant que les contraintes sont multiples.

Dans un contexte marqué par la diminution des ressources propres du pays, la voracité de la République Populaire de Chine, s'agissant des matières premières, se traduit par une dépendance accrue vis-à-vis du marché extérieur. Le charbon qui est, entre autres, la

¹ Conférence idées pour le développement. Chine une transition énergétique sobre en charbon ? op.cit, p.02.

²Schwoob M.H., Caussat P. Politique énergétique comparées de l'Inde et de la Chine : contexte et approche régionale, *Cahiers de la sécurité* (Revue de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice), N°21, octobre 2012, p. 71.

³ Institut des Hautes Etudes pour la Science et la Technologie (IHEST). L'énergie en Chine en deux mots, 30 janvier 2014, p. 2, http://www.ihest.fr/IMG/article_PDF/article_a966.pdf, consulté le 06/05/2015

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

principale source d'énergie du pays est amenée à épuisement. D'après Karine Lisbonne-de Vergeron (2012), chercheuse auprès du Global Policy Institute de Londres : « *Les réserves chinoises de charbon pourraient être épuisées d'ici 35ans si la consommation se maintient au rythme de 2010, et ce alors que le charbon compte pour plus de 65% des besoins énergétiques* »¹. Autant d'appréhensions peuvent être soulevées en évoquant les terres rares : « *Les réserves chinoises, estimées à 40% des réserves mondiales il y a encore trois ou quatre ans, n'en représentent plus que 23%* »². Depuis 2009, le gouvernement chinois a, d'ailleurs, décidé de restreindre ses exportations et a même lancé, récemment en 2013, un programme d'achat de terres rares à travers le monde pour protéger ses réserves stratégiques³. S'agissant du gaz et du pétrole, la situation n'en n'est pas moins contraignante : « *sa production de gaz conventionnel ne répond qu'à 30% de l'accroissement futur de la demande. Sa dépendance pétrolière a augmenté de 26% au début du siècle à 57% en 2011* »⁴.

Au-delà des limites internes, c'est l'épuisement annoncé des énergies fossiles et l'instabilité politique des principales zones de production comme le Moyen-Orient qui menacent la sécurité énergétique de la Chine, surtout depuis qu'elle est devenue premier importateur de pétrole. Sur le plan financier, La Chine s'auto pénalise dans le sens où sa forte demande domestique, la conduit parallèlement à l'augmentation des prix sur le marché mondiale.

Autre conséquence de cette course effrénée aux énergies traditionnelles est le coût environnemental. A force de construire des centrales nucléaires avide en eau ou des barrages hydro-électriques⁵ pour lesquels les cours d'eau ont dû être déroutés, la Chine se vide de ses précieuses hydrauliques sous-terraines. Selon Sylvie Cornot-Gandolphe (2013), Policy Officer à la Commission Européenne et chercheuse associée d'ITOPIA : « *Chaque année*

¹Lisbonne-de Vergeron K. Forces et faiblesses de la Chine, FONDATION ROBERT SCHUMAN/QUESTION D'EUROPE, N°235, avril 2012, p. 04.

²De Joncaire N. Le retournement imprévu du verrouillage géopolitique : Terres rares. La Chine passera dans un proche avenir de pur exportateur à importateur. *Mutation de poids, Marché & Produits (l'AGEFI)*, novembre 2013, p.12.

³ Idem.

⁴ Cornot-Gandolphe S. Transition énergétique à la chinoise : le nouveau plan quinquennal énergétique, *IFRI*, 01/01/2013, p. 02.

⁵ « La Chine a mis 17 ans (1992-2009) pour construire le plus grand barrage du monde nommée « barrage des trois gorge ». Cette réalisation, qui répond, de toute évidence à un besoin de prestige a de lourdes conséquences sur l'environnement ».

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

environ 2 millions de terres arables sont délaissées par les fermiers chinois puisque devenues trop arides pour y cultiver quoi que ce soit »¹.

Devant ce constat, le gouvernement chinois a renforcé ses engagements dans le domaine des énergies renouvelables. En 2010, par exemple, il y consacre 54,5 milliards de dollars soit cinq fois plus qu'en nucléaire². Aujourd'hui, la réputation de la Chine en la matière n'est plus à défendre, d'autant que les efforts fournis sont remarquables. D'après Alexandra Sombsthay (2012) :

« la Chine se place désormais dans le peloton mondial de tête pour la production d'éoliennes et de cellules photovoltaïques. Sa capacité à équiper ses villes en énergies renouvelables est également saisissante : aidées par le soutien de la Banque Chinoise au Développement, les entreprises chinoises du secteur solaire ont bénéficié (au cours des 5 dernières années) d'un coup de pouce de 30 milliards de dollars sous forme de prêt à taux réduits, permettant ainsi une diminution notable des coûts de production et une diffusion large de ces technologies sur le territoire domestique, notamment [...] d'ici 2015, la Chine entend se doter de 500.000 véhicules électriques ou hybrides, puis atteindre 5 millions d'ici 2020 ! »³

La Chine est, désormais, leader dans le domaine des énergies renouvelables. Elle a produit 25% de l'énergie renouvelable mondiale en 2013 et entend atteindre les 27% d'ici 2020⁴. Cela confirme, une fois de plus, que la Chine n'est pas en reste et entend bien exploiter les avantages que lui procure le domaine des énergies renouvelables pour faire face au manque de ressources internes, réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur, préserver les ressources disponibles et du même coup limiter la dégradation de l'environnement.

¹ Sombsthay A. La Chine face au défi du changement climatique et énergétique, *ETOPIA*, 2011, p.43.

² Tran Ngoc L. La crise environnementale chinoise : menace pour la stabilité du régime ?, Commission Justice et Paix, Analyses 2013, p. 02.

³ Sombsthay A. La Chine face aux défis du changement climatique et énergétique, op.cit., pp.43-44

⁴ Pouchard A. Emission de CO₂ : ce que pèsent les Etats-Unis et la Chine, *le monde.fr*, 27/11/2014, www.lemonde.fr/.../emissions-de-co2-ce-que-pesent-les-etats-unis-et-la-c... , consulté le 29/04/2015.

4- Le développement technologique et l'innovation

Longtemps basé sur l'importation des matières premières et de composants destinés à être assemblés puis exportés grâce à une main-d'œuvre bon marché, le modèle de développement économique de la Chine, a récemment démontré ses limites. Depuis le milieu des années 2000, les salaires des ouvriers progressent plus vite que la productivité du travail et la Chine n'est plus le pays où les coûts salariaux sont les plus bas. De plus les problèmes de pollution engendrés par son industrie et sa forte consommation d'énergie, sans oublier sa dépendance du marché extérieur, rendent le maintien de son mode de développement insoutenable. En plus de l'encouragement de la consommation intérieure, l'innovation et le développement technologique constituent une des principales recommandations émises par les spécialistes afin de donner une base plus solide au modèle de développement de la Chine.

Devant ces constats, le Conseil des affaires de l'État a adopté en 2006 un Plan national à moyen et à long terme pour le développement de la science et de la technologie 2006-2020 (Plan de S&T). Ce plan vise à accélérer les efforts entrepris au début des années 1980 pour accroître l'innovation et acquérir des technologies étrangères¹. Parmi les objectifs du nouveau Plan de S&T, on retrouve : accroître l'intensité des investissements en R&D à 2% du PIB en 2010 et 2,5% en 2020; faire en sorte que 60% de la croissance découle de la R&D; réduire la dépendance aux technologies étrangères à 30% et positionner la Chine au 5e rang mondial pour l'obtention de brevets et la citation de publications scientifiques². Les orientations de ce plan de science et technologie ont été réitérées dans le cadre du 12e Plan quinquennal (2011-2015). Ce dernier stipule que la Chine côtière passera d'usine mondiale à une plaque tournante de la R&D, de la fabrication haut de gamme et des services³.

¹ « Le virage de la Chine vers un développement basé sur la haute technologie n'est pas récent. Les principaux programmes de soutien à l'innovation ont été lancés dans les années 1980, notamment par la création, à l'époque, des *Economic and Technological Development Zones* et des *High-Tech Industrial Development Zones* », Institut des hautes études pour la science et la technologie. Chine, innovation et société. La politique industrielle et l'innovation, lundi 25 novembre 2013, p. 02.

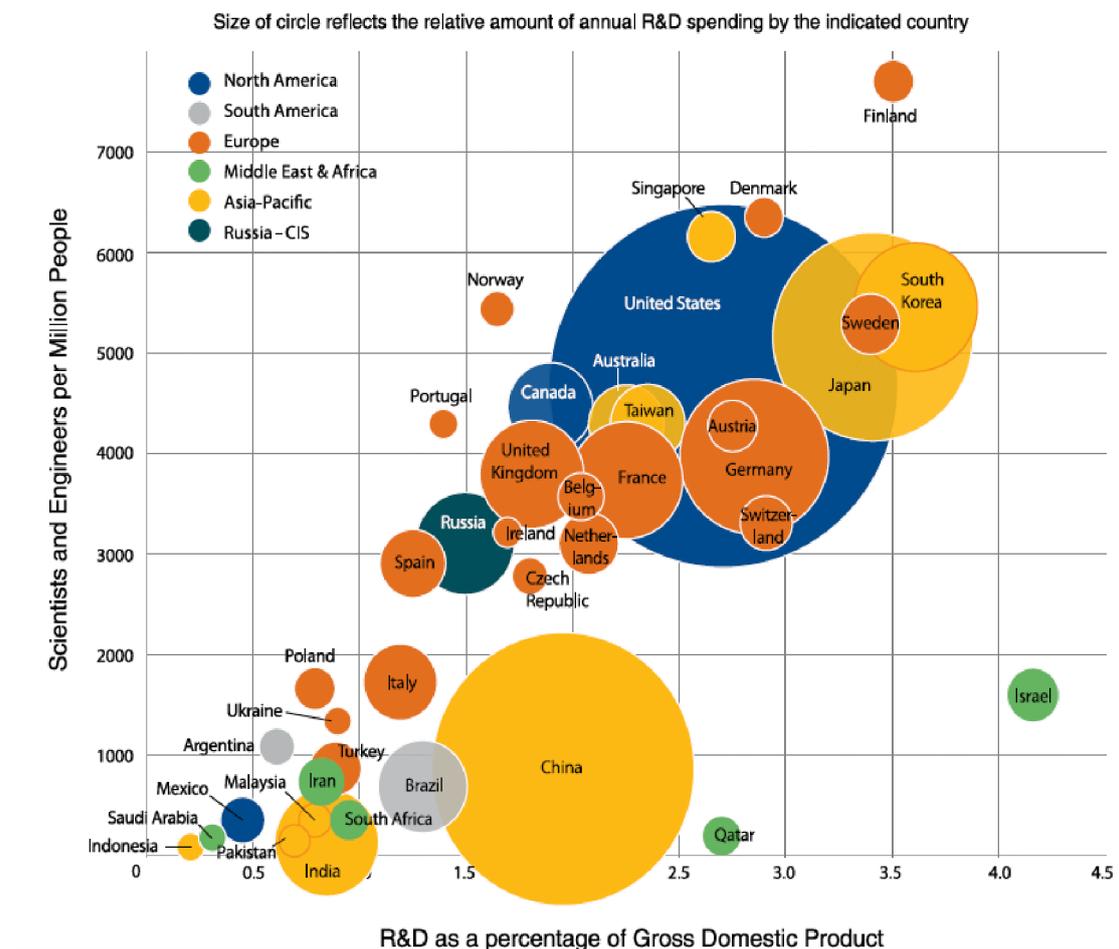
² Guilhem F., Grumbach S. *The World upside down, China's R&D and innovation strategy*, Fondation maison des sciences de l'homme, Working Papers Series, N°7, 2012, http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/68/63/89/PDF/FMSH-WP-2012-07_Fabre-Grumbach.pdf , consulté le 06/05/2015.

³ Yanrui W. *Trends and prospects in China's R&D sector*, Business School –University of Western Australia, Discussion Paper 12.16, 2012, http://www.business.uwa.edu.au/data/assets/pdf_file/0008/2191742/12-16-Trendsand-Prospects-in-Chinas-R-and-D-Sector.pdf, consulté le 01/05/2015.

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

La R&D ainsi que l'innovation sont, désormais, perçues comme des vecteurs de transformation et de croissance à long terme pour l'économie chinoise. Les progrès accomplis, à nos jours, dans le domaine sont remarquables. Ceci se manifeste à travers l'amélioration de plusieurs variables, telles que la part du PIB allouée à la R&D ainsi que le nombre de scientifiques et d'ingénieurs /millier d'habitants, ou encore le nombre de brevets déposés (patent applications) et des publications scientifiques (voir figure 20 et 21).

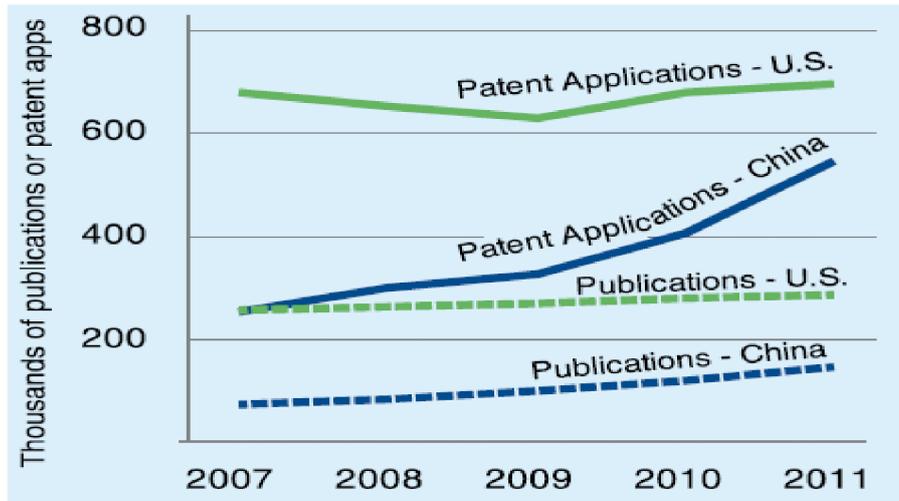
Figure 20: Monde de la R&D 2013



Source: Battelle, R&D Magazine, International Monetary Fund, World Bank, CIA Fact Book, OECD

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

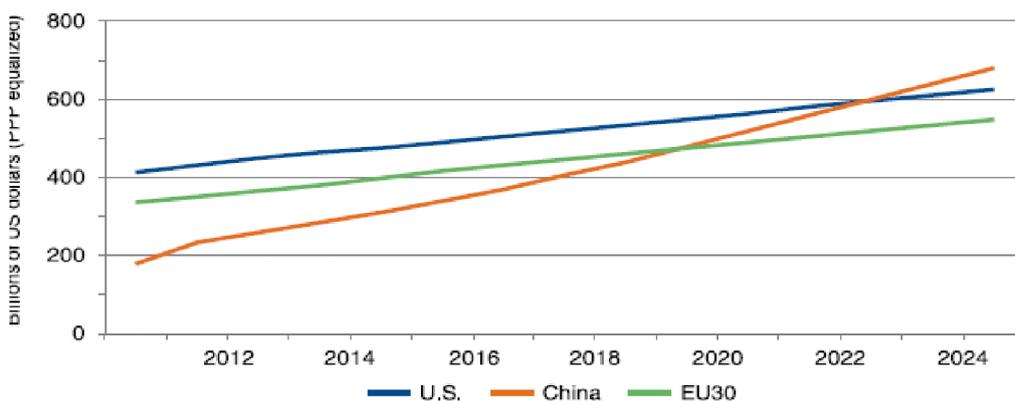
Figure 21 : progression du nombre de brevets et de publications scientifiques de la Chine



Source : WIPO; Nature Publishing Index, cité dans Battelle, R&D Magazine, International Monetary Fund, World Bank, CIA Fact Book, OECD.

Sachant qu'il n'y a pas moins de quarante ans la R&D dans le monde était dominée par l'Europe, les Etats-Unis et le Japon. Ce dernier fût, en 2011, dépassé par la Chine dont la montée en puissance en la matière va se poursuivre pour les prochaines années. D'après les prévisions de Global R&D funding forecast (2014), la Chine va dépasser 30 pays européens d'ici 2018. Actuellement elle se place derrière les USA en termes de dépenses en R&D. Mais, là encore, elle est supposée les dépasser en 2020, comme le démontre la figure qui suit.

Figure 22: Perspectives de dépenses en R&D, sur le long terme



Source: Battelle and R&D Magazine, <http://www.hec.unil.ch/crea/PIB%20romand%20-%20Rapport%202015.pdf>, consulté le 14/06/2015.

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

Cette ascension de la RPC dans le domaine de la R&D et l'innovation est favorisée par la réunion de nombreuses conditions. Tremblay (2013) renvoie ce progrès à : « *l'adoption d'orientations gouvernementales claires, la présence d'un énorme bassin de scientifiques et d'ingénieurs qualifiés et l'attrait de son marché intérieur* »¹.

Afin de consolider sa place parmi les leaders de la recherche et développement dans le monde, la Chine compte bien tirer profit des avantages que lui procure la collaboration internationale. Par conséquent, elle s'est engagée dans beaucoup de programmes de recherche et développement incluant la collaboration avec des organismes de recherche d'Europe et/ou les Etats-Unis. Selon Battelle / R&D Magazine Global Research : « *prêt d'un tiers des programmes de R&D sont menés en collaboration avec des organismes de recherche des Etats-Unis et prêt d'un quart avec des organismes de recherche européens* »².

5-La lutte contre la corruption

La corruption est devenue un des centres de préoccupation du gouvernement chinois, en particulier, suite à l'éclatement de scandales impliquant des hauts fonctionnaires d'Etat dans des affaires de corruption. L'exaspération et l'inquiétude des citoyens chinois n'échappent pas à l'œil des responsables politiques, qui savent parfaitement que la stabilité sociale est une condition *sine qua non* à la pérennité du pouvoir en place. La lutte contre la corruption endémique devient, donc, un enjeu central quitte à sacrifier des éléments de son propre camp afin de gagner la confiance de la population.

Il y a fort longtemps que la corruption s'est diffusée dans la société chinoise. Aujourd'hui, elle est bien ancrée tout en manifestant sa présence à tous les niveaux. Cependant, la plupart des sources conviennent que les problèmes de corruption sont concentrés dans les secteurs à forte implication de l'Etat, tels que la construction, l'utilisation des terres, les infrastructures, le développement immobilier et la banque³.

¹ Tremblay M. Du fabriqué en Chine au conçu en Chine : vers un nouveau leader en R&D ? Québec, Laboratoire d'étude sur les politiques publiques et la mondialisation, ENAP, (Rapport. Analyse des impacts de la mondialisation sur l'économie au Québec; Rapport 13), 2013, p. 7.

² 2014 GLOBAL R&D FUNDING FORECAST, décembre 2013, http://www.battelle.org/docs/tpp/2014_global_rd_funding_forecast.pdf, consulté le 14/06/2015.

³ US Congressional-Executive Commission on China 2012, *Annual Report*, 10 October, p.132.

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

Eradiquer la corruption en Chine ne sera pas une mince à faire, mais la volonté est là et les actions menées par le gouvernement chinois récemment reflètent sa détermination à y faire face. En effet, il y'a deux ans que la Chine mène sa campagne anti-corruption baptisée la « *La chasse aux renards* », et nombreux sont les responsables de l'administration ou encore d'entreprises placés sous enquête pour corruption. C'est dans ce contexte que le comité de discipline du Parti communiste a lancé, le 2 septembre 2013, un site Internet à partir duquel les citoyens chinois pourront dénoncer des cas de corruption et de façon anonyme¹. Selon les chiffres de la commission chargée de cette campagne, pas moins de 71 748 responsables chinois ont été arrêtés, dont l'ex-haut responsable du régime chinois Bo Xilai².

La lutte contre une corruption dans un pays qui, selon l'indice de corruption publié par *Transparency international* occuperait le 100^{ème} rang parmi les 175 pays classés, en 2014,³ aura de lourdes conséquences notamment sur le plan économique à causes des perturbations que cela entraîne. A ce propos, une société de Hongkong spécialisée dans la gestion de crise déclare en évoquant la lutte contre la corruption qu'elle « *n'est pas qu'une curiosité politique* »⁴ et comporte des risques réels, y compris « *aux investisseurs étrangers* »⁵. Celle-ci rappelle, notamment, le cas du groupe pharmaceutique GSK qui a payé une amende de 500 millions de dollars pour avoir versé des pots -de- vins afin de développer ses affaire en Chine⁶.

En 2014, l'actuel président de la République Populaire de Chine Xi Jinping a réitéré devant l'assemblée de la Commission de discipline sa détermination à continuer sa lutte contre la corruption en déclarant ceci: « *Notre courage de nous débarrasser de ce poison qui range nos os ne fléchira jamais* »⁷. Tout laisse prétendre à une véritable opportunité qui

¹ Lebac C. Xi Jinping lance l'opération mains propres, *L'Opinion*, 03/09/2013, www.lopinion.fr/3.../xi-jinping-lance-l-operation-mains-propres-3593, consulté le 07/06/2015.

² Lelièvre F. Chine. Les réelles motivations de lutte anti-corruption par le pouvoir, *LE TEMPS*, 2015, ([www.letemps.ch/.../Chine.Les réelles motivations de la lutte anti-cor...](http://www.letemps.ch/.../Chine.Les_réelles_motivations_de_la_lutte_anti-cor...)), consulté le 06/06/2015

³ <http://www.transparency.org/cpi2014/results>, consulté le 07/05/2015

⁴ Lelièvre F. La croissance chinoise, nettoyée de la corruption, « sera plus viable », *LE TEMPS*, 25/03/2015, ([www.letemps.ch/.../La croissance chinoise nettoyée de la corruption...](http://www.letemps.ch/.../La_croissance_chinoise_nettoyée_de_la_corruption...)), consulté le 04/06/2015

⁵ Idem.

⁶ Ibidem.

⁷ RFI. Lutte contre la corruption en Chine : le président Xi Jinping persiste et signe, *ASIE-PACIFIQUE*, 14/01/2015, 14/01/2015, www.rfi.fr/asie-pacifique/20150114-lutte-corruption-chine-president-xi-j.. .. consulté le 06/06/2015

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

se présente pour la Chine afin de lutter contre corruption, même si certains y voient une mise en scène qui a pour but de se servir du peuple, mais en réalité cache des motivations purement politiques. En s'engageant à mener un combat sans merci contre la corruption aspirant à instaurer la loyauté du Parti, Xi Jinping espère, en réalité, en faire d'une pierre deux coups : gagner la reconnaissance du peuple lacé des fonctionnaires corrompus et éliminer ses adversaires.

Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise

Conclusion

Résumée en quelques mots, la Chine est un grand pays au sens propre du terme. Un pays en profonde mutation depuis l'engagement de la politique de réforme et d'ouverture, il y'a plus de trente ans. C'est, également, un pays confronté à des défis de taille et dont les motivations et les actions ne peuvent être assimilées sans la prise en considération de son histoire.

Deuxième économie mondiale en termes de PIB, premier importateur et exportateur mondial de marchandises en 2013, premier détenteur de réserves de change en 2007, deuxième destination des IDE et première parmi les pays en développement, la machine à succès de la Chine n'est pas prête de s'arrêter. Actuellement la RPC ne peut plus cacher sa puissance qu'elle assume en tenant tête aux Etats-Unis, en particulier sur le plan régional. Ses ambitions ne sont pas seulement affichées dans les discours. Elles ont déjà reçu de très concrets commencements de mise en œuvre appuyés par la puissance financière.

Cependant, tous ces accomplissements ne doivent pas éclipser les nombreuses failles qui fragilisent la Chine. Des failles que la crise financière de 2008 a mises en lumière, démontrant, ainsi, l'urgence pour les autorités chinoises de s'orienter vers une croissance de qualité plutôt que de privilégier la quantité. Cela passe par un rééquilibrage en faveur de la consommation¹ plutôt que de l'investissement et une réduction des inégalités de revenu, en particulier, entre zones urbaines et rurales. Du point de vue de la production, il s'agit de développer des activités innovantes et de mettre l'accent sur la compétitivité « hors-prix » des exportations. De nombreux efforts ont déjà été entrepris dans ce sens à travers le XII plan quinquennal 2011-2015.

Cela dit, la Chine ne peut faire face aux nombreux défis en se contentant de ses propres ressources. En effet, les ambitions de l'Empire du milieu sont de taille et les obstacles à surmonter, également. Il fallait, donc, aller chercher des solutions à l'étranger. Cette nouvelle orientation stratégique se manifeste à travers la multiplication des accords de partenariats et de coopération noués avec le reste du monde, dont l'Afrique. C'est, en l'occurrence, ce qui constituera le sujet de nos prochains chapitres.

¹ « Actuellement, celle-ci ne présente que 35% environ du PIB contre 58% en France ou 72% aux Etats-Unis ainsi que sur le développement des services », Benadon D et al. La Chine à l'horizon 2030. Etude prospective : Quelle place pour les entreprises française dans les secteurs du MEDDE et du METL ? Conseil général du développement durable, Rapport N°008369-01, octobre 2013, p.14.

Chapitre II

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

Introduction

L'engouement que suscite le renforcement de la relation sino-africaine lui insuffle un air de nouveauté qui peut laisser croire que ce phénomène est tout à fait récent. Or, la présence de plus en plus marquée de la Chine en Afrique, ces dernières années, ne vient que consolider des relations qui remontent bien loin dans le temps. La trajectoire qu'ont prises ces dernières dépend largement des différents événements qui ont marqué les deux parties, respectivement, ainsi que le reste du monde.

La politique africaine de la Chine, dont l'origine remonte à la conférence de Bandung, se caractérise par la mise en avant de la coopération comme principal levier, à l'opposé du modèle colonial qui a structuré les relations de l'Afrique avec d'autres pays, jusque-là. En conséquence, Pékin s'appuie inlassablement sur la légitimité historique, entre autres le partage d'une expérience commune en matière de lutte contre l'impérialisme et le colonialisme quand il s'agit de justifier et de mettre en valeur sa relation avec le continent.

Aujourd'hui, la politique africaine de la Chine est conduite à un haut niveau, elle s'est complexifiée et englobe une multitude de dimensions. L'objectif de ce chapitre consiste à passer en revue la politique africaine de la Chine afin de comprendre son évolution à travers le temps et surtout de lever le voile sur la réalité de cette ruée de la Chine vers l'Afrique.

Relever les spécificités de la politique africaine de la Chine revoie, dans un premier temps, vers l'analyse de ses principes fondateurs ainsi que de ses manifestations. Cette étape est indispensable car elle permettra, d'une part, un retour aux origines de cette relation afin de suivre son évolution à travers le temps, et de mettre en avant les différents moyens déployés par la Chine pour renforcer sa relation avec l'Afrique, d'autre part. Ceci fera l'objet de la première section. La deuxième quant à elle aura pour finalité de ressortir les différents intérêts que tire la Chine de sa relation avec l'Afrique sur tous les plans (politique, économique, sécuritaire ou encore idéologique).

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

Section 1 : Fondements et manifestations de la politique africaine de la Chine

Toute relation établie entre deux ou plusieurs parties se base sur des principes autour desquels elle s'organise, et celle qu'entretient la Chine avec l'Afrique ne déroge pas à la règle. Le partage d'une histoire commune vient former le cadre légitime qui révèle l'existence d'une relation qui remonte loin dans le temps et dont la lutte pour l'indépendance et le rejet de l'impérialisme constituent la principale composante. La neutralité et la non-ingérence ainsi que la proposition d'un nouveau cadre de partenariat sont d'autres principes qui viennent se joindre au premier pour compléter la structure de cette relation qui se dit différente de celle prônée par les partenaires traditionnels du continent.

1-Les principes fondateurs de la politique africaine de la Chine

1-1-La légitimité historique

La relation de l'Empire du milieu avec l'Afrique ne date pas d'aujourd'hui. En effet, le contact entre la Chine et l'Afrique remonte au X^e siècle avant Jésus-Christ¹. Mais c'est l'action de Zheng He, amiral de la dynastie des Ming qui symbolise la première rencontre entre les deux parties (1416-1423). Son objectif n'étant pas de conquérir de nouveaux territoires et commença même à commercer avec les populations locales. Cette relation va ensuite s'éteindre durant la dynastie des Qing. Il faudra attendre l'établissement de la République Populaire de Chine en 1949 pour que celle-ci reprenne de nouveau. Cependant, c'est la conférence de Bandung en 1955 qui annonce l'entrée dans une nouvelle ère de la relation sino-africaine en la structurant autour du non-alignement et la solidarité Sud-Sud².

1-1-1-La conférence de Bandung

La première rencontre officielle entre la Chine et l'Afrique a eu lieu en 1955, lors de la conférence de Bandung en Indonésie. Cette dernière a réuni 29 délégations d'origine africaine et asiatique pour leur donner une occasion de s'exprimer et de proclamer haut et fort leur anticolonialisme, leur volonté d'émancipation et leur refus d'être les instruments de la rivalité des grandes puissances :« *Les hommes du monde qui étaient muets viennent de trouver*

¹ Vibe Christensen B. China in Africa : a Macroeconomic Perspective. Center for Global Development, N°230, November 2010, p.08.

²Hou L., Ionesco V., Régimbeau P. Introduction aux relations sino-africaines, China Institute, février 2010, p.02.

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

la parole »¹, a déclaré le président indonésien Soekarno. La conférence a également mis l'accent sur la nécessité de développer la coopération sur la base des dix principes suivants² :

- Le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté ;
- La non-agression ;
- La non-ingérence dans les affaires intérieures ;
- L'égalité et les avantages mutuels ;
- La coexistence pacifique ;
- Le respect des droits fondamentaux de l'homme ;
- La reconnaissance de l'égalité des races ;
- Le droit de chaque nation de se défendre conformément à la Charte de l'ONU ;
- Le refus du recours à des arrangements destinés à servir les intérêts des grandes puissances quelles qu'elles soient ;
- Le respect de la justice et des obligations internationales.

La Chine a saisi cette occasion de main tendue de l'Asie à l'Afrique pour se rapprocher du continent noir en s'appuyant sur une expérience commune, celle de l'oppression coloniale et de lutte pour l'indépendance. Le soutien qu'apporte la Chine pour ces pays, en ce moment là, va être déterminant puisqu'il va jeter les premières bases sur lesquelles sera bâtie la relation sino-africaine. Le discours prononcé par le Premier ministre Zhou Enlai à la fin cette conférence résume parfaitement la position de la Chine envers l'Afrique :

*« La conférence a eu pour effet de marquer le début ou les premières réalisations de la compréhension entre les pays d'Asie et d'Afrique, et de réaliser des accords sur certaines questions essentielles. Ces réalisations nous seront d'une grande aide dans notre entreprise commune de lutte contre le colonialisme, de sauvegarde de la paix mondiale et d'encouragement de notre coopération amicale. »*³

Il ajoute :

« Je désire déclarer une fois encore que le peuple chinois apporte toute sa sympathie et son appui à la lutte des peuples d'Algérie, du Maroc et de Tunisie pour leur autodétermination et leur indépendance, à la lutte du

¹Péres R. Chronologie de la Chine au XX^e siècle : histoire des faits économiques, politiques et sociaux. Paris : Vuibert, 2001, p. 68.

² Idem.

³Déclaration de M. Tchou en Lai [Zhou Enlai], faite à l'issue de la conférence de Bandung, 24 avril 1955, source : New York Herald Tribune du 25 avril 1955, traduite et citée dans Présidence du Conseil, ministère des Affaires étrangères, Articles et Documents, n° 0.201, 30 avril 1955, Paris. ©La Documentation Française. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/information/lettres/dp/pdf/8093-doublepage.pdf?xtor=EPR-862.>, consulté le 20/10/2014

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

*peuple arabe de Palestine pour les droits humains, à la lutte du peuple indonésien pour le rétablissement de la souveraineté indonésienne sur l'ouest d'Irian1, et à la juste lutte pour l'indépendance nationale et la liberté des peuples que livrent tous les peuples d'Asie et d'Afrique pour secouer le joug du colonialisme ».*¹

1-1-2-L'appartenance à la même sphère idéologique

Au début des années 1950, dans un monde bipolaire, en pleine guerre froide, la Chine décide de pencher d'un seul côté, celui de l'Union Soviétique qui lui fournit, alors, des prêts et met à sa disposition ses experts afin de lui permettre de bénéficier de son savoir-faire en matière de production et d'industrialisation. Un traité d'amitié a même été signé avec Moscou le 14 février 1950. Mais les premiers signes de fracture ne vont pas tarder à apparaître pour, qu'enfin, soit mis un terme à l'alliance sino-soviétique.

En effet, la Chine avait commencé à restaurer sa puissance régionale grâce, notamment, à la récupération de certains territoires (Tibet en 1955, quelques petites îles reprises à Taiwan, et Port- Arthur et Dairen rendus par l'URSS), et plus important encore, la démonstration de force face aux Etats-Unis lors de la guerre de Corée lui a permis de s'affirmer et de remettre en question sa relation avec l'Union Soviétique qu'elle juge « *profondément dissymétrique*² ». En 1955, la Chine pourtant proche de l'URSS participe à la conférence de Bandung qui rassemble les partisans de non-alignement. Par la suite, elle rejette l'idée d'une coexistence pacifique annoncée par Khrouchtchev en 1956. La réunion de toutes ces conditions ont fait que la Chine se soit éloignée progressivement de l'URSS et rompt officiellement avec elle en 1962.

De toute évidence, la République Populaire de Chine cherchait à promouvoir son propre modèle en confirmant son indépendance de l'Union Soviétique. Elle choisit de jouer la carte de la différence en se distinguant de ce qu'elle perçoit comme étant les deux forces hégémoniques de l'époque, à savoir, les Etats-Unis et l'URSS qu'elle considère la plus dangereuse des deux. Afin de ne pas se retrouver toute seule à affronter ses ennemis, la Chine va chercher de nouveaux alliés et développe la théorie des « *Trois Mondes* » qui, dans sa vision,

¹Déclaration de M. Tchou en Lai [Zhou Enlai], faite à l'issue de la conférence de Bandung, op.cit.

²Ginoux N. Les relations sino-soviétiques dans les années 1950. Bulletin n° 23, printemps 2006, <http://www.univ-paris1.fr/cn/autres-structures-de-recherche/ipr/les-revues/bulletin/tous-les-bulletins/bulletin-n-23-chantiers-2006/nelly-ginoux-les-relations-sino-sovietiques-dans-les-annees-1950/>, consulté le 03/11/2014.

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

régiraient l'ordre géopolitique mondial. Mao Tse-Toung disait à M. Houari Boumediene : « *Les Etats-Unis et l'U.R.S.S. constituent le premier-monde. Les forces intermédiaires telles que la Canada, le Japon et l'Europe forment le second-monde. Quant à nous, nous sommes le tiers-monde* »¹. La Chine désormais appartient au tiers monde, lequel pour Mao, formait la force principale de lutte contre l'impérialisme et l'hégémonisme. Le potentiel de résistance le plus vaste se trouvait là, puisque la majeure partie de la population du globe y est concentrée. Selon Jiang (2006), ce regroupement de la Chine et de l'Afrique sous l'appellation « *Tiers Monde* » avait pour principale objectif « *de former une troisième voie pour contrebalancer les forces d'abord américaines puis soviétiques sur des objectifs idéologiques* »².

Dès les années 1960, la Chine met en avant son soutien indéfectible aux mouvements indépendantistes, en témoigne sa solidarité avec l'Afrique. Lors de sa tournée africaine en 1964, le premier ministre et ministre des affaires étrangères chinois Zhou Enlai s'était réjoui de trouver une situation révolutionnaire sur le continent. D'ailleurs, l'armement des mouvements de libération était une des principales préoccupations de Pékin. Le président de la Chine, Mao, disait à ce sujet :

*« Nous ne devons pas nous contenter d'être le centre de la révolution mondiale, nous devons en devenir aussi le centre militairement et technologiquement. Nous devons armer les autres avec les armes chinoises, où sera gravé notre nom. Nous devons devenir l'arsenal de la révolution mondiale »*³.

Hors le fait qu'elle n'ait pas mené d'actions militaires directes sur le continent, la Chine n'a cependant pas manqué d'apporter son soutien financier et logistique à l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA) et au Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola (MPLA). Elle a également offert son appui au Front de Libération du Mozambique (FRELIMO), la Zimbabwe African Nations Unity (ZANU), l'African National Congress (ANC), etc. La Chine a été le premier pays non arabe à reconnaître le gouvernement provisoire d'Algérie, créé en 1958. Elle a par ailleurs manifesté sa solidarité à

¹Daubier J. Une conception stratégique héritée de Mao : La théorie des trois mondes, fondement de la diplomatie, *Le monde diplomatique*, mars 1978, p.18.

²Jiang Ch.L. Les relations de la Chine avec l'Afrique : fondements, réalités et perspectives. *Monde Chinois*, N°8, Été-automne 2006, p. 07.

³Bouzanda D.K. La Chine en Afrique : quel soutien aux mouvements de libération nationale ? *La revue géopolitique*, lundi 16 juillet 2012, p.05.

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

l'Egypte nassérienne durant son bras de fer avec la coalition franco-britannique dans la crise du canal de Suez.

Même si les orientations de la politique extérieure de la Chine ont changé pour s'adapter aux différentes mutations qu'ont connues son environnement interne et international, les hommes politiques chinois continuent à maintenir le même refrain quand il s'agit de parler de la relation sino-africaine. En effet, malgré le développement économique que connaît la Chine, celle-ci tient toujours à rappeler son appartenance aux côtés de l'Afrique à un même groupe qui est celui des pays en développement. Le discours tenu par le président chinois Hu Jintao lors du quatrième Forum sur la Coopération Sino-africaine (2009) stipulait que :« *La Chine est le plus grand pays en développement du monde, tandis que l'Afrique est le continent regroupant le plus grand nombre des pays en développement* ». ¹Cette situation, selon le gouvernement chinois, justifie la nécessité d'œuvrer en commun pour aspirer à leur développement.

1-2-La neutralité et la non-ingérence

Ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des Etats est, au jour d'aujourd'hui, resté une formule constante dans la politique étrangère de la République Populaire de Chine. Le premier ministre chinois Zhou Enlai avait déjà énoncé, pour la première fois en 1953, les cinq principes fondamentaux sous lesquels la politique étrangère de la Chine sera régit, à savoir² :

- Le respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale ;
- La non-agression mutuelle ;
- La non-ingérence dans les affaires intérieures ;
- L'égalité et bénéfice réciproque ;
- La coexistence pacifique.

Le gouvernement chinois est un fervent défenseur des notions de souveraineté et d'égalité entre les nations. Victime elle-même de violation et d'ingérence dans ses affaires internes par les grandes puissances, telles que la Grande Bretagne, les Etats-Unis ou encore

¹T.Klare M. La Chine est-elle impérialiste ? *Le Monde diplomatique*, septembre 2012, p.01.

²Derek J.M. China and the developing world, Centre for Strategic and International Studies, 2007, p. 109.

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

le Japon, la Chine témoigne à travers sa politique étrangère et ses prises de position, qui vont souvent à l'encontre de l'opinion internationale, sa détermination à respecter le principe de non-ingérence. Ce dernier a permis à la RPC de sauvegarder sa propre souveraineté, d'une part, mais également de gagner la confiance des Etats africains, de l'autre.

Aux yeux de l'Occident « *les droits de l'homme sont historiquement nés du besoin des citoyens de se protéger contre les abus de l'Etat, ce qui peut suggérer que tous les Etats ont pour devoir d'intervenir pour protéger les gens où qu'ils soient* »¹. Les pays en développement y compris la Chine et la majorité des pays africains ne partagent pas cet avis et maintiennent que « *la souveraineté de l'Etat est primordiale, pas moins que le régime de protection des droits de l'homme est du ressort de l'Etat* »². Le principe de non-ingérence stipule que la violation des droits de l'homme ne doit en aucun cas légitimer l'ingérence dans les affaires interne des Etats.

La neutralité et la non-ingérence laisse les pays avec lesquels la Chine entretient des relations économiques ou diplomatiques, dont ceux de l'Afrique, indépendants quant à la gestion de leurs affaires intérieures. Ceci s'inscrit dans une logique de respect. La Chine promet aux pays du Sud qu'elle ne reproduira pas les comportements des anciennes puissances coloniales et n'essaie pas d'imposer son propre modèle.

N'empêche que le comportement de la RPC, ces dernières années, permet de recenser un certain nombre de dépassements qui démontrent son non respect de ce principe. Il faut dire que pour protéger ses intérêts, la Chine est prête à en oublier les règles. Kakdeu (2015) cite l'exemple de la Zambie et du soudan et maintient :

*« En Zambie lors des élections en 2006, l'ambassadeur chinois Li Bandung avait menacé de retirer tous les capitaux chinois du pays si le candidat Michael Sata en sortait vainqueur. Au Soudan, la Chine a fourni des armes et un soutien diplomatique au régime isolé d'Omar Al-Bachir en vue de protéger les investissements colossaux de la China National Petroleum Corporation (CNPC) »*³

¹ Anshan L. China and Africa: Policy and Challenges, World security institute, vol 3, N°3, summer 2007, p. 75,

² Idem.

³ Kakdeu L.M. Chinafrique: un partenariat gagnant-gagnant? *Libre Afrique*, 09 mars 2015, <http://www.librefrique.org>, consulté 19/12/2014

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

1-3-Un nouveau cadre de partenariat

La Chine propose aux pays africains avec lesquels elle est en relation un nouveau cadre de partenariat. Une nouveauté qui réside dans le fait qu'il se fonde sur des principes qui diffèrent de ceux avec quoi ils ont l'habitude de traiter avec les autres partenaires.

Ce constat ne laisse pas indifférents les bailleurs de fonds traditionnels de l'Afrique ainsi que les autres pays émergents en relation avec le continent qui voient leurs intérêts sérieusement menacés par la Chine qui, elle, gagne du terrain. De fait, le volume des échanges, de l'aide et des investissements chinois dans les différents secteurs rendent compte de cette situation et témoignent d'une tendance au renforcement de la relation sino-africaine. Ce point sera traité dans le prochain chapitre où la coopération économique entre la Chine et l'Afrique constitue notre principal objet d'étude.

2-Les manifestations de la politique africaine de la Chine

La politique africaine de la Chine se manifeste à travers les différentes actions menées par le gouvernement de Pékin dans le but de renforcer la relation sino-africaine. Pour ceux qui s'intéressent à l'étude de cette dernière, la prise en considération des manifestations de la politique africaine de la Chine est indispensable afin d'aspirer à une meilleure compréhension de la stratégie chinoise s'agissant de continent noir. De fait, chacune d'entre elles révèle une partie de la voie empruntée par la RPC dans le but de se rapprocher de plus en plus de l'Afrique, tout en se différenciant de ses autres partenaires. Parmi ces manifestations figure, en premier lieu, le Forum sur la coopération sino-africaine, emblème de la consolidation de la relation Chine-Afrique. Viennent ensuite les visites d'Etat et, enfin, le recours à la puissance douce en l'occurrence le *soft power* comme aspect remarquable de la politique étrangère de la Chine, notamment en Afrique.

2-1-Le Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA)

Parmi les priorités de la politique étrangère de Pékin figure celle de faire de la Chine « *un grand au-dessus des grands* »¹, autrement dit « *la seule puissance à pouvoir faire*

¹ André P. L'évolution de la politique étrangère de la Chine. Chine d'un totalitarisme à l'autre, *Histoire & Liberté*, N°41, avril 2010, p .44.

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

contreponds aux Etats-Unis »¹ grâce à l'élargissement de sa sphère d'influence au niveau international. Le recours aux forums multilatéraux, tout particulièrement quand il s'agit des relations qu'elle entretient avec les pays en développement ou bien émergents, constitue une des armes diplomatiques déployées par la RPC pour atteindre cet objectif². Par exemple, dans le cadre du G20, elle cherche à augmenter la représentativité des économies émergentes en particulier dans les institutions financières internationales, et l'initiation des forums à titre régional lui servent à assurer l'essor de son profil en Afrique, en Asie et enfin en Amérique Latine³. Le Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) représente un des aspects de la politique étrangère de la Chine à travers laquelle se manifeste cette ambition.

De fait, le FCSA ressemble aux institutions telles que le Sommet franco-africain, la conférence du Commonwealth ou la Conférence Internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (CITDA)⁴. On peut donc supposer un esprit de compétition du côté de la Chine envers les puissances occidentales lors de l'établissement du forum – cela a poussé des puissances émergentes telles que l'Inde et la Turquie à organiser, elles aussi, des réunions de haut-niveau avec les représentants africains.

Le développement de la relation entre la Chine et l'Afrique a fait naître la nécessité d'instaurer un cadre formel autour duquel s'organiser. Et c'est finalement en 2000 que le premier pas sera franchi dans ce sens, à travers la tenue du le premier Forum sur la coopération sino-africaine en Chine, à l'initiative des deux parties. Il a pour objectif d' « *engager les consultations sur un pied d'égalité, approfondir la connaissance mutuelle, élargir les consensus, renforcer l'amitié et promouvoir la coopération* »⁵. Cette plate-forme de consultation et de dialogue, en l'occurrence le Forum sur la Coopération Sino-africaine, qui a lieu chaque trois ans alternativement en Chine ou en Afrique, est régit par un mécanisme qui repose principalement sur trois niveaux: la Conférence ministérielle, la Réunion de hauts

¹ André P. L'évolution de la politique étrangère de la Chine. Chine d'un totalitarisme à l'autre, op.cit.

² Heilmann S., Rudolf M. Huotari M., Buckow J. China's Shadow Foreign Policy : Parallel Structures Challenge the Established International Order. Mercator Institute for China Studies, N° 18, 28 octobre 2014, p.0 8.

³ Idem.

⁴ Grimm S. Le forum sur la coopération sino-africaine (FCSA)- Décisions politiques et fonctionnement. CENTRE FOR CHINESE STUDIES, STELLENBOSCH-SOUTH AFRICA, may 2012, p.01.

⁵ Ambassade de la République Populaire de Chine en République du Cameroun, <http://cm.chineseembassy.org/fra/zfhz/t1194453.htm> , consulté le 13/12/2014

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

fonctionnaires étant convoquée en réunion de suivi un an avant la Conférence ministérielle, et une réunion préparatoire de la Conférence ministérielle juste quelques jours avant celle-ci¹.

C'est à Pékin que sera inauguré le forum en accueillant la première Conférence ministérielle, du 10 au 12 octobre 2000. Celle-ci s'est concentré sur deux sujets clés, à savoir: « *comment promouvoir et établir un nouvel ordre international qui soit juste et équitable, comment renforcer d'avantage la coopération entre la Chine et l'Afrique pour le développement économique et social* »². La rencontre s'est, finalement, soldée par l'adoption de la *Déclaration de Beijing* et du *Programme de coopération sino-africain sur le développement économique et social* ainsi que l'établissement « *d'un partenariat nouveau, aussi durable que stable, basé sur l'égalité et l'avantage réciproque* ». ³Quant à la deuxième Conférence ministérielle, qui elle a été tenue en terre africaine, plus précisément dans la capitale éthiopienne Addis-Ababa, du 15 au 16 décembre 2003, a porté sur la coopération pragmatique et les actions à prendre⁴.

La troisième Conférence ministérielle de Pékin, et sans doute la plus remarquable de toutes, a réussi à rassembler 48 pays africains dont 35 chefs d'État. Elle a coïncidé avec l'organisation du Sommet de Beijing en 2006 célébrant le cinquantenaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et l'Afrique. Cette année a été sacrée « *Année de l'Afrique en Chine* » et a également vu la publication d'un Livre blanc intitulé *La politique de la Chine à l'égard de l'Afrique*⁵. Durant cette manifestation les rues de Pékin, dont la célèbre place de Tiananmen ont été ornées d'affiches portant des slogans du genre: « *Félicitation pour le Sommet de Beijing* » ou encore « *Amitié, Paix, Coopération et Développement* » lui-même principal thème de ce Sommet historique. Ce dernier fût conclu en adoptant *Le Plan d'Action de Beijing (2007-2009)* du FCSA et de la *Déclaration du Sommet de Beijing du*

¹Forum sur la Coopération sino-africaine-Déclaration de Beijing 2000, 05/11/200, <http://www.focac.org/fra/ltda/dyjbzjhy/D2009/t168987.htm> , consulté le 05/01/2014.

¹Forum sur la Coopération sino-africaine, 18/07/04, <http://www.focac.org/fra/dwjbzjhss/t952506.htm> ,consulté le 05/01/2014.

²Enuka Ch. The Forum on China-Africa Cooperation (FOCAC): A Framework for China's Re Engagement with Africa in the 21st Century. *Pakistan Journal of Social Sciences (PJSS)*, Vol 30, N° 2, décembre 2010, p.212.

³ Forum sur la Coopération sino-africaine-Déclaration de Beijing 2000, 05/11/200, <http://www.focac.org/fra/ltda/dyjbzjhy/D2009/t168987.htm> , consulté le 05/01/2014.

⁴FORUM SUR LA COOPERATION SINO-AFRICAINE 18/07/04, <http://www.focac.org/fra/dwjbzjhss/t952506.htm> ,consulté le 05/01/2014.

⁵Gazibo M., Mbatia O. La politique africaine de la Chine montante à l'ère de la nouvelle ruée vers l'Afrique. *Etudes internationales*, Vol.41, n°4, 2010, p. 533, <http://id.erudit.org/iderudit/045561ar> , consulté le 04/02/2015

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

FCSA à travers laquelle le Président chinois Hu Jintao a proclamé « *l'établissement entre la Chine et l'Afrique d'un partenariat stratégique de type nouveau, caractérisé par l'égalité et la confiance réciproque sur le plan politique, la coopération gagnant-gagnant sur le plan économique ainsi que les échanges bénéfiques sur le plan culturel* »¹ C'est lors de la quatrième Conférence ministérielle qui s'est tenue à Charm el-Cheikh en Égypte, du 08 au 09 novembre 2009, que seront prises de nouvelles mesures dans le but d'« *approfondir le nouveaux partenariat stratégique sino-africain, en vue du développement durable* ».² Le thème de la cinquième conférence (Beijing 2012) et toujours dans cet esprit de renforcement de la coopération, était axé sur la consolidation des acquis et la possibilité d'ouverture de nouvelles perspectives pour le nouveau partenariat stratégique sino-africain³.

Les travaux du deuxième sommet du Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) ont eu lieu à Johannesburg (Afrique du Sud) en décembre 2015 sous le thème « *l'Afrique et la Chine avancent ensemble : Coopération gagnant-gagnant pour le développement commun* ». Lors de ce dernier, le président chinois Xi Jinping a exprimé sa volonté à partager l'expérience d'industrialisation de son pays avec les pays africains et aider le continent à progresser dans son industrialisation en lui fournissant un appui financier et technologique et en soutenant la formation d'une main-d'œuvre qualifiée.

Vitrine de la nouvelle tournure qu'ont prises les relations entre la Chine et l'Afrique, le FCSA représente l'instrument grâce auquel « *les formulations à huis clos de l'appareil de décision politique chinois ont trouvé une expression institutionnelle* »⁴. Au-delà de la complexité et l'ambiguïté qui semblent, à priori, caractériser la politique étrangère de la Chine, y compris quand il s'agit de l'Afrique, le Forum sur la Coopération sino-africaine permet de dégager quelques caractéristiques de celle-ci. En effet, et comme le stipule la *Déclaration du Sommet de Beijing* (2006), la relation Chine-Afrique est nourrie par cette volonté du « *renforcement de la coopération Sud-Sud* »⁵, mais également du développement des relations amicales basées sur « *les Cinq Principes de la Coexistence Pacifique ainsi*

¹ Déclaration du Sommet de Beijing du Forum sur la Coopération sino-africaine, 04/11/2006, <http://www.fmprc.gov.cn/fra/zxxx/t279402.htm>, consulté le 03/02/2015.

² Ambassade de la République Populaire de Chine en République du Cameroun, <http://cm.chineseembassy.org/fra/zfhz/t1194453.htm>, consulté le 03/02/2014.

³ Idem.

⁴ Executive Research Associates (Pty) Ltd. China in Africa: a strategic overview, October 2009, p. 12.

⁵ Déclaration du Sommet de Beijing du Forum sur la Coopération sino-africaine, 04/11/2006, <http://www.fmprc.gov.cn/fra/zxxx/t279402.htm>, consulté le 04/02/2014.

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

qu'avec tous les principes internationaux qui favorisent le multilatéralisme et la démocratie dans les relations internationales»¹.

L'importance qu'accorde la Chine au FCSA ainsi qu'au respect de ses engagements est perceptible à travers la création d'un Comité de suivi chinois du forum en 2000. Cette initiative permet à Pékin de renforcer la confiance qu'ont les pays africains en elle, mais aussi, et surtout de soigner son image au niveau international. Selon Grimm(2012) : « *la Chine a obtenu de tenir ses promesses faites pendant le FCSA* »². Cette plateforme a permis un plus grand rapprochement entre les dirigeants africains et chinois³ et le renforcer leurs relation dans le cadre d'une coopération gagnant-gagnant aspirant à un développement commun. D'importantes décisions ont été également prises notamment en ce qui concerne l'annulation de la dette des pays africains, l'octroi des prêts et d'aide au développement, la facilitation de l'accès aux marchés etc.⁴

2-2-Le soft power

Dans le but de contenir l'idée de la menace chinoise et d'éviter son renforcement, le gouvernement de Pékin s'efforce, tant bien que mal, de soigner l'image de la Chine et de rassurer le reste du monde sur ses bonnes intentions et son aspiration à un développement pacifique. Le discours prononcé par le président Hu Jintao devant le XVII congrès du Parti communiste en 2007 confirme la volonté de construire un monde harmonieux où la paix et la coopération seraient les principaux fondements des relations internationales, et c'est dans cette perspective qu'il déclare:

« Quels que soient les changements de la situation internationale, le gouvernement et le peuple chinois hisseront toujours bien haut l'étendard de la paix, du développement et de la coopération. Ils poursuivront une politique extérieure d'indépendance et de paix, et sauvegarderont la souveraineté, la sécurité et les intérêts du développement de leur pays, tout

¹Déclaration du Sommet de Beijing du Forum sur la Coopération sino-africaine, op.cit.

² Grimm S. Le forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) : Décisions politiques et fonctionnement, Centre for Chinese Studies, Stellenbosch University (South Africa), may 2012, p.02.

³ Johnson J. The Forum on China-Africa Cooperation (FOCAC), Centre for Chinese Studies, University of Stellenbosch(South Africa), august 2009, p.03.

⁴Evaluation des engagements de la Chine en Afrique et cartographie des perspectives d'avenir, rapport du Centre d'étude chinoise, préparé par la Fondation Rockefeller, janvier 2010, p.05.

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

en restant fidèles au but de leur politique étrangère qui est de sauvegarder la paix mondiale et de favoriser un essor commun»¹

C'est d'ailleurs en cette même occasion que le *soft power* fut, à l'initiative du ministère de la culture, adopté comme principe politique². Cette nouvelle orientation stratégique est loin de faire l'unanimité et partage les avis quant aux éléments à y inclure, en revanche elle met tout le monde d'accord sur la place prépondérante que doit occuper la langue et la culture traditionnelle³.

En effet, les points de vue divergent s'agissant du *soft power*. Entre ses promoteurs, aux yeux de qui il représente l'instrument idéal pour alimenter l'attractivité et élargir l'influence du pays, et ses détracteurs qui considèrent, en se basant sur l'expérience de l'histoire, que c'est au *hard power*, et lui seul, que revient la détermination de la carte géopolitique du monde, le *soft power* n'est rien d'autre qu'un leurre mis en place par l'occident⁴.

Le concept de *soft power* tel qu'introduit par E.H. Carr, Joseph Nye professeur à l'université de Harvard, en 1990 dépend de : « *la capacité à façonner les préférences des autres(...) c'est la capacité d'un acteur à obtenir ce qu'il veut grâce à l'attraction plutôt qu'à la coercition ou le paiement. Il découle de l'attractivité de la culture d'un pays, de ses idéaux ainsi que de ses politiques* »⁵. La définition chinoise du *soft power*, quant à elle, est plus large en comparaison avec celle de Nye. Gazeau (2010) considère que la devise du célèbre général chinois Sun Tzu « *vaincre sans combattre* » est celle qui incarne au mieux la version chinoise du *soft power*⁶. Selon Bassan (2012), les chercheurs chinois considèrent : « *la puissance douce comme toute forme de pouvoir au-delà des domaines militaires et de sécurité, ce qui inclut aussi de moyens que Nye considère coercitifs, par exemple l'aide, les investissements, et la participation aux organisations multilatérales* »⁷. Celle-ci n'est pas la seule différence à noter,

¹BaazizKh et al. Le soft power chinois : Quand la Chine mixe propagande extérieure et stratégie culturelle, Réseau d'experts en Intelligence Economique(AEGE), 15/07/2011, p. 14.

²Pozzar M.H. Le soft power chinois en Asie du Sud- Est: l'exemple de la Thaïlande, *MONDE CHINOIS. nouvelle Asie*, N°25, printemps 2011, p.43.

³Cabestan J.P. La Chine entre intégration et affirmation de sa puissance, *MONDE CHINOIS nouvelle Asie*, n°25, printemps 2011, p. 09.

⁴ Yan Ch. Les paradoxes du soft power chinois. *ETOPIA*, aout 2012, pp.99-110.

⁵Dumbaugh K. China's Foreign Policy: What Does it Mean for U.S. Global Interest? CongressResearchService, 18 July 2008, p.05.

⁶Gazeau-Secret A. Pour un « soft power » à la française : du rayonnement culturel à la diplomatie d'influence, Nouveaux enjeux géopolitique, *L'ena hors les murs*, n°399, mars 2010, p.10.

⁷Bassan M. Le soft power chinois en Afrique, Fiche de l'irsem, N°01, janvier2012, pp.02-03.

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

sachant que le *soft power* dans sa conception originelle avait uniquement pour fin d'améliorer la réputation des Etats-Unis au niveau international suite à son abus de l'usage du *hard power*, et ce contrairement au régime chinois qui s'en sert pour renforcer sa légitimité aussi bien au nationale qu'internationale¹.

L'Empire du milieu s'est donné les moyens pour mettre en œuvre sa stratégie de séduction en utilisant une multitude d'atouts que lui confèrent son nouveau statut international et surtout sa culture et sa civilisation ancestrale. Pour Courmont(2009), la stratégie du *soft power* chinois découle d' : « *une histoire plurimillénaire, une culture brillante et raffinée, un patrimoine architectural d'une grande richesse, un cinéma d'une grande vitalité* »² mais également d « *une capacité à organiser des événements de portée planétaire (Jeux olympiques de 2008, exposition universelle en 2010)* »³. Cependant, le plus remarquable des outils déployés par Pékin est incontestablement les Instituts Confucius⁴. Ces dernières sont gérées par le ministère de l'éducation par l'entremise du Hanban, et ont pour mission de promouvoir l'apprentissage de la langue et de la culture chinoise. D'après les dernières statistiques fournies par le Hanban, il y aurait 476 Instituts Confucius et 851 classes Confucius d'établis dans 120 pays et régions, fin 2014⁵. L'objectif de la Chine est de passer à 500 Institut Confucius et 1000 classes dans le cadre du prochain plan de développement⁶.

Depuis l'inauguration du premier Institut Confucius à Séoul en 2004, leur nombre n'a pas cessé d'augmenter et leur localisation géographique de se diversifier, avec tout de même une certaine prépondérance pour certaines régions comme les Etats-Unis ou encore l'Europe (voir annexe III).

¹ Glazer B., Murphy M. *Soft Power with Chinese Characteristics: The Ongoing Debate* Chinese Soft Power and Its Implications for the United States, Centre for Strategic and International Studie, mars 2009, p.20.

²Courmont B. *Chine, la grande séduction : Essai sur le soft power chinois*, Paris :Choiseul, 2009, p.199.

³Ibid.

⁴Courmont B. *Les outils du softpower chinois*, Diplomatiepublique, soft power...et influence d'Etat, Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), 05 juillet 2011, p. 10.

⁵Xinhua(China News Service) : *La fermeture des Instituts Confucius en Suède n'aura pas d'effet d'entraînement*, <http://french.people.com.cn/culture/n/2015/0114/c31358-8835993.html>, consulté le 14/01/2015.

⁶ Les brèves de Campus France. *Le rêve chinois, mot d'ordre de la stratégie d'influence internationale de la Chine*, N°1, octobre 2014, www.campusfrance.org, consulté le 18/02/2015.

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

Le déploiement de la stratégie du *soft power* chinois dans les pays du Sud, en particulier en Afrique, selon une étude menée par Courmont (2009) s'appuie « essentiellement sur le couple partenariat économique-commercial et échanges culturels »¹. Et c'est dans cette perspective que Pékin n'hésite pas à offrir une part importante d'aide aux pays africains pour les soutenir leur développement, et ceci, sous des conditions qui défient toute concurrence.

D'autre part, les échanges culturels qui se présentent principalement sous forme d'octroi de bourses d'études, la disposition de programmes de formation et la construction d'Instituts Confucius sont en plein essor. Le nombre de ces derniers a atteint les 38 instituts et 10 classes Confucius réparties dans 31 pays africains, depuis l'ouverture du premier en 2005, à l'Université de Nairobi au Kenya². Ce chiffre reste faible en comparaison avec d'autres pays tel que les Etats-Unis qui à elle seule comptait 97 instituts à son actif en 2013³. Cependant, ce qui est important à noter est que malgré leur nombre restreint, près de la moitié de ses instituts ont été construits au cours des trois dernières années, en l'occurrence 2012 et 2014⁴. L'implantation des médias chinois (Xinhua, CRI, CCTV) a été, elle aussi, considérablement renforcée dans la décennie 2000. En 2006, la coopération médiatique entre la Chine et l'Afrique est officiellement introduite⁵. Ces derniers proposent une vision alternative à celle des médias occidentaux sur l'Afrique et la coopération sino-africaine cherchant ainsi à entretenir l'image de la Chine.⁶ La figure qui suit représente les outils utilisés par la Chine dans le cadre de sa stratégie du *soft power* dans les pays africains ciblés.

¹Courmont B. Chine, la grande séduction : Essai sur le soft power chinois, Paris : Choiseul, 2009, p.74, cité dans Geraghty C. Chine, la grande séduction : Essai sur le soft power chinois, 22/10/2010, <http://www.diploweb.com/spip.php?article556>, consulté le 09/02/2015

²BEIJING (Xinhua). Institut Confucius : Une plate-forme d'échanges culturels entre les peuples, en plein essor en Afrique, Dimanche 11 mai 2014, cité dans *Afriquinfos : l'actualité africaine à la minute*, <http://www.afriquinfos.com/articles/2012/6/7/continental.asp?id=1&page...>, consulté le 25/02/2015.

³Hanban/Siège de l'Institut Confucius, 14/05/2014, http://french.hanban.org/article/201405/15/14/content_536142.htm, consulté le 18/02/2015.

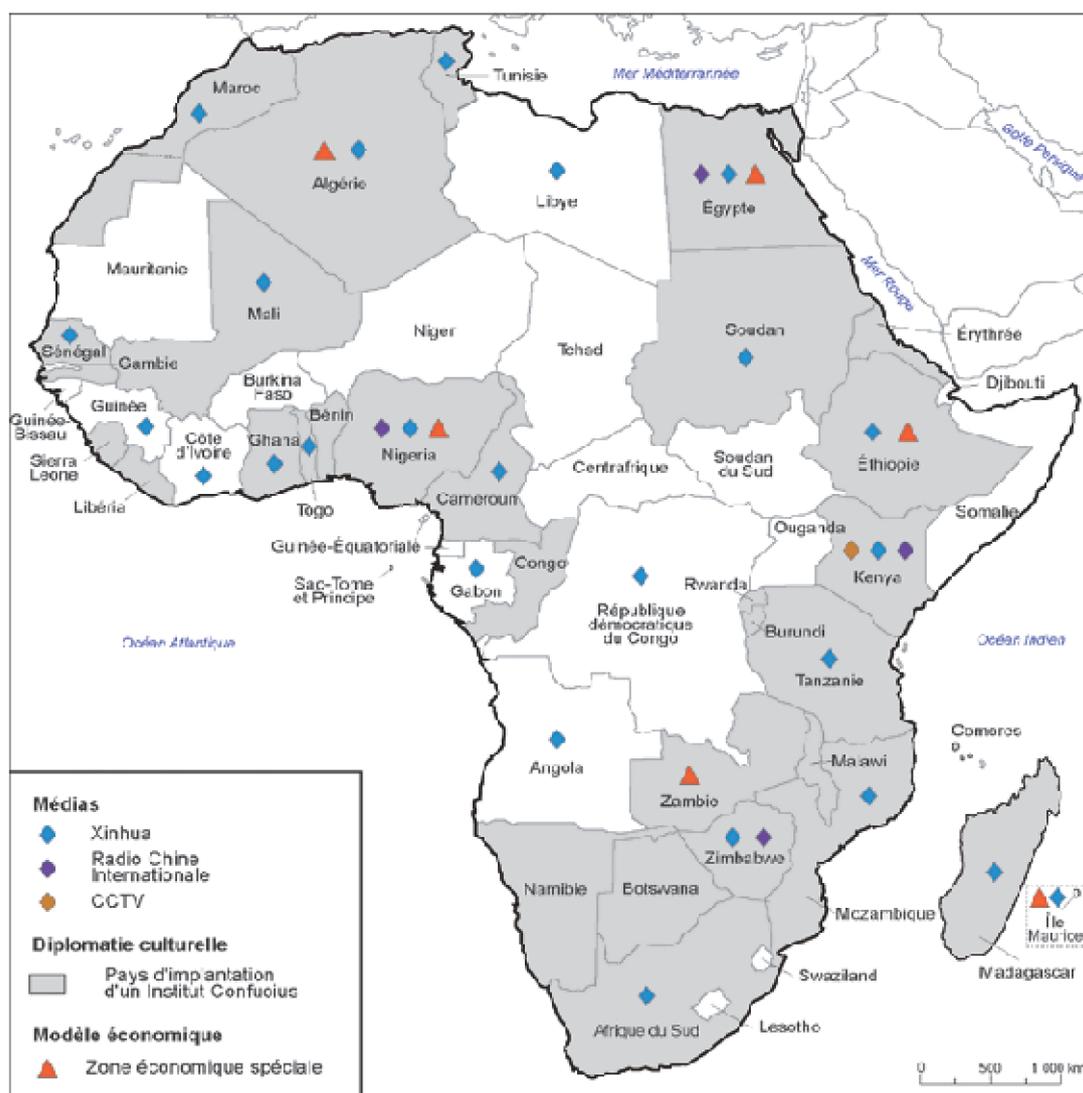
⁴BEIJING (Xinhua). Institut Confucius : Une plate-forme d'échanges culturels entre les peuples, en plein essor en Afrique, Dimanche 11 mai 2014, cité dans *Afriquinfos : l'actualité africaine à la minute*, <http://www.afriquinfos.com/articles/2012/6/7/continental.asp?id=1&page...>, consulté le 25/02/2015

⁵Benzéraf D. Soft power chinois en Afrique : Renforcer les intérêts de la Chine en Afrique au nom de l'amitié sino-africaine, *CentreAsies IFR171*, septembre 2014, p. 18.

⁶Idem.

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

Figure23: La diversité des outils du soft power chinois en Afrique



Source http://www.chinesecio.com/m/cio_wci/, consulté le 02/04/2014

On peut ainsi déduire que la majorité des pays africains sont ciblés par la stratégie du *soft power* chinois. La diversité des moyens qui y sont consacrés, entre autres économiques et culturels, témoignent de l'intérêt qu'accorde la Chine à sa relation avec l'Afrique et sa détermination à soigner son image au niveau national et international. D'autant que les intérêts de la PRC sur le continent sont multiples, ce processus de séduction ne s'arrêtera pas d'aussitôt.

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

2-3-Les visites d'Etat

L'autre aspect, tout aussi percutant, rendant compte de la politique africaine de la Chine est illustré à travers les nombreuses visites d'Etat effectuées par les deux parties, dans les deux sens. Selon les spécialistes des relations internationales, ces dernières, représentent un acte d'une très grande signification puisqu'il symbolise le renouveau diplomatique et fait office de témoin de l'importance qu'accordent la Chine et l'Afrique à leur relation ainsi que leur volonté à œuvrer à leur consolidation.

La comparaison entre le nombre de visites d'Etat effectuées par les dirigeants chinois en Afrique à partir des années 1980 avec celles effectuées antérieurement confirme une tendance à la hausse à partir de cette décennie (voir tableau 03-04).

Tableau 03 : Principales visites d'Etat des dirigeants chinois en Afrique, 1949-1989

Année	Personnalité et titre officiel	Pays visités
1963-1964	Zhou Enlai, premier ministre	Egypte, Algérie, Maroc, Tunisie, Ghana, Mali, guinée, Soudan, Ethiopie, Somalie.
1982-1983	Zhao Ziyang, ministre des affaires étrangères	Egypte, Algérie, Maroc, Guinée, Gabon, Zaïre, Congo, Zambie, Zimbabwe, Tanzanie
1986	Li Xiannian, Président de la République	Somalie, Madagascar, Egypte
1987	Wu Xueqian, ministre des affaires étrangères	Kenya, Zambie, Zimbabwe, Mozambique, Tanzanie, Algérie, Côte d'Ivoire

Source : Gazibo M., Mbabia O. La politique africaine de la Chine montante à l'ère de la nouvelle ruée vers l'Afrique. *Etudes internationales*, Vol.41, N°4, 2010, p. 533.

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

Tableau 04: Principales visites d'Etat des dirigeants chinois en Afrique, 1989-1999

Année	Personnalité et titre officiel	Pays visités
1989	Qian Qichen, ministre des Affaires étrangères	Botswana, Lesotho, Zimbabwe, Angola, Zambie, Mozambique
1991	Qian Qichen, ministre des Affaires étrangères	Ethiopie, Ouganda, Kenya, Tanzanie
1992	Qian Qichen, ministre des Affaires étrangères	Mali, Guinée, Sénégal, Côte d'Ivoire, Ghana, Namibie, Afrique du Sud
1992	Yang Shangkun, Président de la République	Tunisie, Maroc, Côte d'Ivoire
1991-1995	Li Peng, premier ministre	Egypte et Maroc
1996	Jiang Zeming, Président de la République	Kenya, Egypte, Ethiopie, Mali, Namibie, Zimbabwe
1997	Li Peng, premier ministre	Zambie, Mozambique, Gabon, Cameroun, Nigeria, Tanzanie, Seychelles
1997	Qian Qichen, ministre des affaires étrangères	Afrique du Sud
1999	Jiang Zemin, président de la République	Maroc et Algérie
1999	Hu Jintao, vice-président de la République	Afrique du Sud
1999	Tang Jiaxuan, ministre des affaires étrangères	Nigeria, Namibie, Zimbabwe, Mozambique, Seychelles, Zambie

Source : Gazibo M., Mbabia O. La politique africaine de la Chine montante à l'ère de la nouvelle ruée vers l'Afrique. *Etudes internationales*, Vol.41, n°4, 2010, p. 533.

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

Deux principales raisons, entre autres, sont à même d'expliquer l'origine de l'intensification de ce mouvement. D'une part, se trouvent les répressions de la place de *Tian'anmen* au printemps 1989 qui ont conduit à l'isolement international de la Chine qui s'est retrouvée, alors, contrainte de chercher le soutien auprès de ses nouveaux alliés que sont les pays africains. Ces derniers lui ont tendu la main en dépit de toutes les critiques qui lui étaient destinées. Reconnaisant de ce geste précieux, le gouvernement chinois a, depuis, adopté pour coutume de consacrer sa première visite officielle, au début de chaque année, à un pays africain, symbole de l'amitié profonde qui lie les deux parties. En 2013, par exemple, trois des quatre premiers pays visités par le président chinois nouvellement élu sont africains, à savoir: la Tanzanie, l'Afrique du sud et la République du Congo. L'autre raison explicative de ses visites renvoie au développement économique de la Chine et sa quête incessante de matières premières pour alimenter sa croissance.

L'intensification de ce mouvement est aussi visible dans l'autre sens. Après avoir enregistré 33 visites des Etats africains pour la Chine durant les années 1970, elles atteignent le nombre de 51 visites pendant les années 1980¹. De 1990 à 1998, 53 chefs d'Etat africains, 15 premiers ministres ainsi que de nombreux hauts responsables politiques ont visité la Chine².

Cette augmentation est certes liée aux raisons citées ci-dessus, mais elles renvoient également à la nature de la politique de la Chine s'agissant de l'Afrique. Malgré l'existence d'un espace de dialogue multilatéral d'une grande envergure, que constitue le FCFA, le gouvernement de Pékin considère les relations bilatérales comme plus importantes, du coup la relation de la Chine avec les pays africains est essentiellement bilatérale (*state-centric*)³. Ceci justifie en grande partie les nombreuses visites d'Etat qui ont permis de conclure d'importants accords de coopération avec plusieurs Etats africains individuellement, en dehors du FCFA.

En 2007, le président chinois, Hu Jintao, a amorcé une tournée de 12 jours qui l'a amené à visiter huit pays africains (Libéria, Soudan, Zambie, Afrique du Sud, Mozambique, Sénégal, Seychelles). Lors de cette tournée Hu a annoncé que son pays allait effacer les dettes

¹GongyuanCh et al. *China-Africa Relation and the quest of African Issues*, Beijing: Chinese Association of African Studies, 2009, p.132, cite dans Anshan L et al. *The Forum on China-Africa Cooperation: From Sustainable Perspective*, Centre for African Studies, Peking University, 2012, p.07.

² Idem.

³SAFE WORLD report .*China's growing role in african peace and security*, , January 2011, p.11.

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

de 33 pays africains, doubler l'aide et les prêt sans intérêts à ces pays, bâtir 100 écoles primaires de 300 élèves chacune et des hôpitaux de 100 à 150 lits, et déployer 300 coopérants sur trois ans. En contrepartie, les huit pays visités se sont engagés à satisfaire ses demandes en ressources énergétiques. Durant le périple de Hu au Sénégal, cinq accords de coopération ont été signés, dont un protocole de prêt pour le renouvellement des autobus d'un montant de 11,8 milliards de F.CFA, en engagement de la Chine à acheter 10000 tonnes d'huile d'arachide à la principale huilerie sénégalaise, et l construction d'un grand théâtre national d'une capacité de 1800 places, etc.¹

¹ D'AlayerChet al. Le monde courtise l'Afrique: Chine. USA. Russie..., *NewAfrican*, n°11, 2009, p.05.

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

Section2 : Les intérêts de la Chine en Afrique

Le renforcement des liens entre la Chine et l'Afrique, ces dernières années, n'est sans doute pas le fruit du hasard mais plutôt celui d'une stratégie élaborée qui s'est construite en fonction des enjeux en questions. Selon Jiang (2006): « *le continent noir est d'un intérêt particulier pour la Chine* »¹. Cet intérêt englobe au moins quatre dimensions, à savoir : politique, économique, sécuritaire et enfin idéologique.

1-L'intérêt politique

Depuis l'établissement de la République Populaire de Chine en 1949, l'intérêt politique a toujours constitué la pierre angulaire de la relation sino-africaine. Durant la guerre froide, la Chine a puisé ses forces en Afrique dont le soutien était indispensable pour contrebalancer les deux forces hégémoniques de l'époque (l'Union soviétique et les Etats-Unis), en formant une troisième voie, celle du *Tiers mode*. Cet intérêt a certainement changé en termes d'objets, mais il continue à animer la relation sino-africaine puisque Pékin compte beaucoup sur l'Afrique dans son agenda politique et lors des forums internationaux.

Durant les années 1960, la Chine n'a pas hésité à épauler les pays africains, notamment, par le biais de l'aide, malgré les difficultés auxquelles elle faisait face en interne². Mais les efforts qui ont été déployés vont enfin finir par être récompensés. En effet, en 1971, et grâce au soutien massif des pays africains, la RPC réussit à obtenir un siège permanent au sein du conseil de sécurité des Nations unies. Le vote de ces derniers représentait plus d'un tiers des pays qui ont, alors, soutenu la Chine. Suite aux événements de la place Tiananmen 1989, Pékin était confrontée à de sérieuses difficultés liées à son isolement international et aux sanctions affligées par les démocraties occidentales³. Là encore, ce sont six pays africains (Botswana, Lesotho, Zimbabwe, Angola, Zambie et Mozambique) qui ont pris l'initiative

¹Jiang Ch.L. Les relations de la Chine avec l'Afrique : fondements, réalités et perspectives, op.cit., p.13.

²Information Office of the State Council, China-Africa Economic and Trade Cooperation: III: Attaching Importance to Infrastructure Construction, 2010, http://english.gov.cn/official/2010-12/23/content_1771603_5.htm accessed 2012/04/10, consulté 21/12/2014

³ Joyaux F. La politique étrangère de la Chine, *Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques*, N°81, p. 73.

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

d'inviter le premier ministre chinois Qian Qichen, en 1989¹. Cette main tendue de l'Afrique est ainsi venue reconforter Pékin au moment où le monde lui tournait le dos.

La Chine compte, également, beaucoup sur le soutien des 54 pays africains qui représentent plus d'un quart des pays membres des Nations unies pour faire passer de nouvelles résolutions au sein de celle-ci. En 2008, avant les jeux Olympiques de Pékin, la question du Tibet a suscité des controverses au sein du Conseil des droits de l'homme des Nations unies. La Chine aurait demandé aux pays africains de garder le silence ou de se prononcer en faveur de sa politique vis-à-vis du Tibet². Cependant, la question du vote au sein de la commission des droits de l'homme a vu son importance baisser depuis que les grandes puissances ont renoncé à présenter des résolutions antichinoises³. D'autres questions de nouvel ordre sont soulevées, tels que: « *la réforme de l'ONU, l'entrée du Japon au conseil de sécurité, la définition des zones économiques exclusives en mer de Chine qui l'oppose à Tokyo* »⁴ et pour lesquels le vote africain peut être déterminant.

L'autre intérêt politique qu'entend la Chine tirer de sa relation avec l'Afrique consiste à mettre fin à la présence diplomatique de Taiwan sur le continent et promouvoir l'adoption de la politique d'une *seule Chine*. C'est d'ailleurs la seule et unique condition, non négociable, que pose Pékin pour avoir des relations diplomatiques avec elle⁵. De fait, la RPC considère Taiwan comme une province chinoise et s'oppose fermement à ce que celle-ci soit reconnue en tant qu'Etat indépendant ou qu'elle soit admise à l'ONU. La Chine a, actuellement, des relations avec 50 pays africains parmi les 54 qu'en compte le continent, et dont le dernier en date est le Sud Soudan⁶. Mais elle ne compte pas en rester là, puisque son objectif est de faire perdre l'un après l'autre les pays africains qui demeurent alliés de Taiwan, et d'œuvrer pour l'affaiblissement de sa cause, en l'occurrence la reconnaissance de Taïpeh au lieu de Pékin comme capitale légale de la Chine.

¹ Sun Y. Africa in China's Foreign Policy. John L. Thornton China Center and Africa Growth Initiative, Washington: BROOKING, 2014, p. 4.

² Shinn David H. China's Growing Role in Africa: Implications for U.S. Policy, Testimony before Subcommittee on African Affairs, Committee on Foreign Relations, U.S. Senate, November 2011, pp.5-6.

³ Niquet V. La stratégie africaine de Chine. *Politique étrangère*, 2^e semestre 2006, www.diplomatie.gouv.fr/.../0805_LastrategieafricainedelaChinedeValerieNiquet.pdf, consulté le 02/10/2014

⁴ Ibid.

⁵ Chan Ch. China in Africa- spreading the Wealth. *Canada Asia Commentary*, N°44, March 2007, p. 1.

⁶ Shinn David h. china's growing role in Africa: Implications for U.S. Policy. Op.cit., p.2

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

2-Les intérêts économiques

Longtemps laissée pour compte, l'Afrique suscite ces dernières années beaucoup de convoitise. Ce constat nous amène à nous poser des questions sur la validité même de l'appellation *chasse gardée* des puissances occidentales qui lui a toujours été attribuée. En effet, l'émergence de nouveaux acteurs au niveau international, notamment des BRICS, et la croissance de la demande des matières premières sont fortement contribué à atténuer la marginalisation du continent noir.

Même si l'Afrique ne dispose que de « 10% des réserves mondiales prouvées de pétrole brut et de 8% des gisements de gaz naturel, les experts estiment que de grandes quantités ne sont pas encore découvertes »¹. Le continent regorge également d'autres richesses autres les ressources énergétiques à savoir « 60% des gisements de diamants, 40% de gisements de phosphate et 30% des gisements de cobalt »². L'attractivité de l'Afrique est d'autant renforcée par la taille de son marché et les perspectives de croissance de sa population. Selon un rapport soumis au ministère de l'économie et des finances français en 2013: « la population africaine doublera d'ici 2050 pour atteindre quasiment 2 milliards d'individus ce qui en fera l'un des plus grands marchés au monde »³.

De son côté, le développement économique que connaît la Chine, la croissance de son industrie et tout particulièrement depuis qu'elle est devenue l'atelier du monde, s'est systématiquement accompagné d'une augmentation de sa demande de matières premières, notamment énergétique. Cette situation l'a contrainte à faire face à un double défi en l'occurrence la nécessité de garantir et au même temps de diversifier ses sources d'approvisionnement. Cet impératif a pris de telles proportions qu'il devient une partie intégrante de la politique étrangère de Pékin⁴. De toute évidence, la Chine a fort besoin du reste du monde, notamment de l'Afrique, pour satisfaire sa demande croissante en matières premières et énergétique, mais également de débouchés pour écouler ses produits.

Cela dit, parmi toutes les richesses naturelles dont regorge le continent africain et qui sont tant convoitées par de la République Populaire de Chine, l'or noir occupe une place

¹Center for Security Studies (CSS): Politique de sécurité. Importance stratégique croissante de l'Afrique, N° 38 • juillet 2008, p. 2.

²Idem.

³Védrine H et al. Un partenariat pour l'avenir : 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France, Rapport au ministère de l'économie et des finances, décembre 2013, p. 2.

⁴Valade N. Les besoins pétrolier de la Chine : enjeux géostratégiques et économiques. Centre d'Etudes des politiques étrangères et de sécurité (CEPES), 12 avril 2006, p.02.

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

privilegiée. A ce propos, Valade (2006) maintient que l'Afrique est « *une source pétrolière de Choix pour la Chine* »¹. D'un point de vue technique, le pétrole fourni par l'Afrique est facile à raffiner. De plus, le recours à cette autre source pétrolière en plus de celles exploitées au Moyen-Orient réputé pour sa forte instabilité et sur laquelle l'influence de Pékin est relativement limitée, va lui permettre de réduire sa dépendance vis-à-vis de cette région². Pour cela la Chine a lourdement investi en Afrique dans ce domaine. Renard (2006) maintient que : « *Nul n'ignore que la dépendance énergétique croissante de la Chine l'a conduite à investir dans les pays riches en ressources naturelles, notamment dans le secteur du pétrole et du gaz* »³

Au cours du mois de septembre 2013, la Chine parvient à détrôner les Etats-Unis et devient le premier importateur mondial de pétrole⁴. Ce nouveau record qui j'ajoute à son palmarès reflète l'image d'un pays continent en plein essors économique et dont la problématique de la dépendance énergétique est loin d'être résolue.

Selon un rapport de l'Agence Internationale de l'Energie (2014) : 26% de la production chinoise de pétrole à l'étranger provient de l'Afrique, contre 24% au Moyen-Orient⁵. Toutefois, ce dernier reste le premier fournisseur de la Chine, soit 52% de ses importations en pétrole brut en 2013, contre 23% en provenance de l'Afrique et dont l'Angola à elle seule compte 14%⁶ comme l'illustre la figure ci-dessous.

¹Valade N. Les besoins pétrolier de la Chine : enjeux géostratégiques et économiques, op.cit.

²Chung-lian Jiang. La Chine, le pétrole et l'Afrique, 2004, p.01.

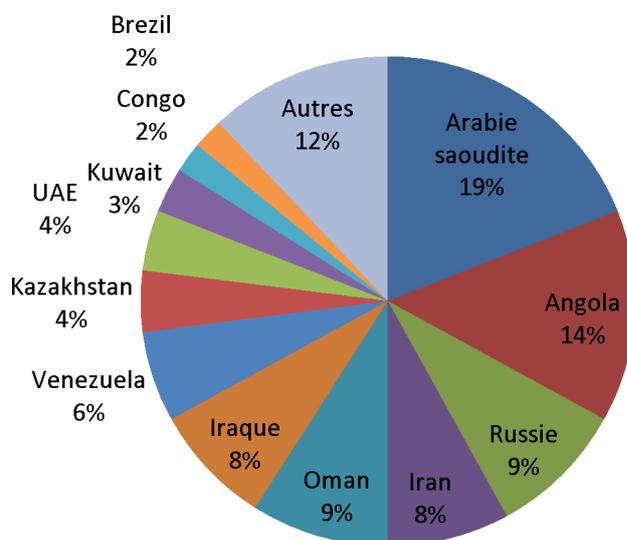
³ Renard M.F. Chine-Afrique : Qui gagne, qui per ? *TENDANCES DE L'ECONOMIE CHINOISE*. Bulletin de l'Institut de Recherche sur l'Economie Chinoise, N°29, 2006, p. 02.

⁴Ambassade de France aux Etats-Unis : service économique et régional. Le commerce extérieur des États-Unis en 2013, Juin 2014, p. 1-2, <http://www.tresor.economie.gouv.fr/9430-le-commerce-exterieur-des-etats-unis-en-2013>. , consulté le 16/12/2014

⁵ Jiang J., Ding Ch. Update on Overseas Investments by China's National Oil Companies: Achievements and Challenges since 2011. International Energy Agency, 2014, p.14.

⁶U. s. Energy Information Administration. *Independent Statistics & Analysis*, February 2014, <http://www.eia.gov/countries/cab.cfm?fips=CH> , consulté le 21/12/2014

Figure24: Les importations de pétrole brut par la Chine en 2013



Source:U. s. Energy Information Administration. *Independent Statistics&Analysis*, February 2014, <http://www.eia.gov/countries/cab.cfm?fips=CH> , consulté le 21/12/2014.

Après les hydrocarbures, les matières premières agricoles constituent l'autre priorité de la consommation intérieure chinoise. Se devant de nourrir 20% de la population mondiale avec seulement 9% de la surface agricole utilisée et 7% des réserves en eau, en plus des problèmes de pollution, la Chine se trouve, de fait, confrontée à un sérieux défi¹. La solution qui se présente à elle, afin de combler ses manques, consiste à acquérir des terres arables à l'étranger notamment en Afrique (voir annexe IV).

Ces dernières années, la Chine a lancé plusieurs programmes dans le but d'acquérir les terres arables en Afrique au profit des entreprises publiques chinoises et par la même occasion exporter leur surplus de main-d'œuvre agricole. D'après le rapport de Grain (2008), la stratégie d'accaparement des terres est une approche de prudence dans le sens où le gouvernement chinois répartit les risques et optimise ses options pour assurer l'approvisionnement alimentaire du pays à long terme². Ce même rapport indique que :

¹Cadilhon J., Laisney C., Rivoal C. L'essor de la Chine dans le commerce international agricole et ses impacts sur le système agroalimentaire français, Centre d'étude et de prospective, N°04, janvier 2012, p.08.

² Rapport de Grain. Main basse sur les terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière, octobre 2008, p. 03.

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

« Grâce à la nouvelle diplomatie géopolitique de la Chine et à la stratégie agressive d'investissement à l'étranger du gouvernement, quelque 30 accords de coopération agricole ont été conclus au cours de ces dernières années pour offrir aux entreprises chinoises un accès aux terres agricoles des « pays amis » en échange de technologies, de formation et de fonds de développement d'infrastructures chinois »¹

En Tanzanie, par exemple, une entreprise de semences chinoise, la *Chongqing Seed Corp*, s'est implantée sur 300 hectares, pour cultiver une variété de riz qu'elle a elle-même mise au point et qui sera en moins en partie, vendue en Chine. Ce projet s'inscrit dans un vaste programme, décidé entre la Chine et des pays africains lors du Sommet de novembre 2006. Il est également possible de citer le cas du Zimbabwe où la société publique *China International Water and Electric* a acquis le droit d'exploiter plus de 100000 hectares de maïs dans le Sud du pays et qu'en République Démocratique du Congo, le géant chinois des télécommunications chinois *ZTE International* a acquis 2,8 millions d'hectares de forêt pour y planter des palmiers à huile.

3-L'intérêt sécuritaire

L'Afrique est certes un continent qui dispose d'innombrables richesses tant convoitées. Cependant, La multiplicité des problèmes auxquels il fait face, dont celui de l'insécurité, rendent leur exploitation difficile. Les étrangers qui y sont présents et leurs investissements encourent ainsi de sérieux risques.

La Chine qui a vu ses activités économiques et la présence de ses citoyens augmenter significativement en Afrique est plus que jamais concernée par le problème d'insécurité auquel fait face la continent : *« Vol, kidnapping, attaques pour motif politique suite à des représailles entre l'entreprise chinoise et les gouvernements locaux et/ou l'exploitation des ressources locales, attaque des projets chinois pour cause de conflits au travail et des activités illégales des compagnies chinoises ou encore attaque des navires chinois par les pirates de Somali »²* sont autant de problèmes auxquels doivent faire face, au quotidien, les chinois présents en Afrique.

¹ Rapport de Grain. Main basse sur les terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière, op.cit.

² Sun Y. Africa in China's Foreign Policy, op. cit., pp. 9-10.

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

Le véritable défi, aujourd'hui, d'une Chine réputée pour ses investissements dans des zones risquées à travers le monde, notamment en Afrique, consiste à contribuer au maintien de la paix et de la sécurité sur cette dernière, sans pour autant remettre en question ses idéaux politiques que sont la neutralité et la non-ingérence. De fait, il est indéniable, et ses responsables politiques l'ont très bien compris, que le développement de la Chine passe par le maintien d'un environnement stable, aussi bien en interne qu'en externe. Pour ainsi dire, l'échec de cette mission compromet l'exploitation de toutes les ressources que lui confèrent les pays africains et dont elle a besoin pour alimenter sa croissance économique garante de sa propre stabilité.

Le Parti communiste chinois mise beaucoup sur la prospérité de la population et le développement économique pour compenser le manque gagner en matière de démocratisation du pays. Assurer ses sources d'approvisionnement présentes sur le continent et l'acheminement des matières premières, en particulier des hydrocarbures, est l'une des priorités du gouvernement de Pékin. Jiang (2004) maintient que:

« L'Afrique a toujours joué un rôle déterminant dans la sécurité de la Chine pour contrecarrer la pression soviétique durant la guerre froide et pour soulager le joug énergétique aujourd'hui. Le continent noir est d'ores et déjà un partenaire, non seulement politique, économique et commercial, mais aussi sécuritaire pour l'Empire du milieu. L'enjeu est suffisamment considérable pour la Chine »¹.

La RPC qui avait toujours refusé l'idée de participer aux opérations de maintien de la paix depuis son entrée à l'ONU, considérant ceci comme un moyen utilisé par les américains afin de justifier leur intervention dans les affaires intérieures des petits Etats. A partir des années 1980, des changements progressifs dans sa politique étrangère vont apparaître. Ils sont la conséquence de la détérioration de l'image de la Chine suite aux répercussions de la place *Tian'anmen* en 1989 et sa peur d'une intervention sous mandat onusien sur son propre territoire². Il fallait soigner sa réputation et faire bonne figure en se plaçant en tant qu'Etat responsable préoccupé par les affaires internationales dont celle de la sécurité. Pour ce qui est de l'Afrique, le gouvernement de Pékin insiste sur sa volonté à jouer un rôle dans le maintien de la sécurité sur le continent car la sienne en dépend et celle du monde entier, également.

¹ Chung-lian Jiang. La Chine, le pétrole et l'Afrique, 2004, p. 02.

²Delice C. Fiche d'information sur l'Etat : Chine, Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, 03 mars 2011, <http://www.operationspaix.net/38-fiche-d-information-de-l-etat-chine.html>, consulté le 05/03/2015

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

Lors de la cérémonie d'ouverture du sommet de Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine en 2006, le président chinois Hu Jintao a déclaré ceci :

*« La population totale de la Chine et de l'Afrique représente plus d'un tiers de la population mondiale. Si la Chine et l'Afrique ne connaissent pas la paix et le développement, la paix et le développement dans le monde ne seront qu'un vain mot ».*¹

Malgré des prises de position qui semblent parfois irriter l'opinion internationale, comme ça a été le cas du Soudan, la Chine manifeste de plus en plus sa présence s'agissant du maintien de la paix dans le monde, surtout ces dernières années. En 2013, l'APL (Armée Populaire de Libération) a franchi une étape importante à travers le déploiement d'une unité d'infanterie pour des missions de sécurité au profit de l'état-major de la MINUSMAN (mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation du Mali)². Dernièrement, en septembre 2014, le ministère chinois de la défense a fait part de sa décision d'envoyer un bataillon de 700 soldats au Soudan du Sud pourvu d'équipement militaire³. Ceci reflète les progrès fait par la RPC en la matière et son regain de confiance en la matière, elle qui avait tendance à ne pas envoyer des hommes en dehors de son territoire à cause des lacunes.

Pékin a, également, pris toutes les mesures nécessaires pour renforcer la coopération avec l'Union Africaine sur la paix et les problèmes de sécurité. Durant le cinquième Forum sur la Coopération Sino-africaines à Pékin en juillet 2012, le président Hu a lancé l'initiative pour un partenariat sino-africain pour la paix et la sécurité. A ce sujet la Chine fait part de sa volonté à augmenter les échanges et la coopération entre les deux parties pour *« opérationnaliser l'architecture de la paix et de la sécurité, continuer à soutenir et à assister les pays africains dans le renforcement de leurs capacités pour le maintien de la paix et de la*

¹ Discours de Monsieur Hu Jintao, Président de la République populaire de Chine, à la cérémonie d'ouverture du Sommet de Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine, <http://www.politicachina.org/imxd/noticias/doc/1223293844DiscoursdeMonsieurHuJintao.pdf> , consulté le 05/11/2014.

²Hauteclocque J.P. Envoi d'une unité de combat au Soudan Du Sud: ce que révèle de sa diplomatie énergétique l'engagement croissant de la Chine au sein des opérations de paix, Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), 06/03/2015, <http://www.iris-france.org/envoi-d'une-unité-de-combat-au-soudan-du-sud-ce-...> , consulté le 07/03/2015.

³ Idem.

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

sécurité, et améliorer la coordination et la communication au sein du Conseil de sécurité des nations unie et d'autres institutions multilatérales»¹

4-L'intérêt idéologique

Durant la guerre froide et avant que la Chine adopte sa politique de réforme et d'ouverture, l'intérêt idéologique était un facteur déterminant de la politique africaine de la Chine. Tout au long de cette période, la philosophie de Pékin l'a amenée à se positionner en tant que locomotive du monde en développement dont la mission consistait à combattre le colonialisme, l'impérialisme et le révisionnisme.

La primauté accordée à l'idéologie est la conséquence de l'environnement extérieur hostile qui a obligé la Chine à chercher un espace diplomatique amical. Cette politique s'est traduite par une aide massive octroyée à l'Afrique en dépit des difficultés économiques auxquelles elle faisait face au niveau interne. Cette approche fût, en revanche, graduellement abandonnée après 1979. A partir de cette date, la Chine n'a plus utilisé l'idéologie (communisme, socialisme ou bien capitalisme) pour tisser des liens avec l'Afrique². Le développement économique devenant la priorité, depuis l'engagement de la politique de réforme « *le pays devait ouvrir les bras à n'importe quel Etat susceptible de l'aider dans sa quête de marchés de ressources naturelles et de soutien diplomatique* » (André)³. Le pragmatisme est ainsi devenu le nouveau levier de la politique étrangère de la Chine.

A présent, l'empire du milieu cherche la reconnaissance internationale à travers la validation de son modèle de développement et l'acceptation du consensus de Pékin comme alternative au consensus de Washington. De fait, la Chine utilise la réussite de sa qui combine à la fois autoritarisme et capitalisme afin de prouver au reste du monde que le développement économique et la stabilité politique peuvent l'emporter sur le système démocratique.

¹ Beijing Declaration of the Fifth Ministerial Conference of the Forum on China-Africa Cooperation, Beijing from 19 to 20 July 2012, <http://www.nepad.org/fr/nepad/knowledge/doc/2775/beijing-declaration-fifth-ministerial-conference-forum-china-africa-coopera>, consulté le 13/01/2015

² Anshan L. Adjustments and Changes in China's Africa Policy" [轮中国对非洲政策的调适与转变], Xi Ya Fei Zhou, No. 8, 2006, pp. 11-12. cité dans Sun Y., 2014. Africa in China's Foreign Policy. John L. Thornton China Center and Africa Growth Initiative, Washington: BROOKING, p. 4, http://www.brookings.edu/~media/research/files/papers/2014/04/africa-china-policy-sun/africa-in-china-web_cmg7.pdf, consulté le 27/12/2014

³ André P. L'évolution de la politique étrangère de la Chinoise. Chine d'un totalitarisme à un autre, *Société & Liberté*, N°41, avril 2010, p. 44.

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

On peut déduire que l'intérêt idéologique de la Chine en Afrique n'a pas disparu suite au changement de priorité vers le développement économique. En revanche, il a épousé une autre forme. Une forme qui soutient la légitimité de Pékin à travers l'extension et la popularisation de son modèle de développement. La Chine aimerait bien voir des gouvernements non-démocratiques croître et prospérer, car ils permettraient de valider son système politique et de démontrer que la démocratie prônée par l'occident n'est pas une valeur universelle et qu'elle n'est une condition *sine quoi non* au développement.

Chapitre II : La politique africaine de la Chine

Conclusion

Le succès que rencontre la Chine en l'Afrique est, en grande partie, tributaire de sa politique étrangère ingénieuse menée sur le continent. En centrant son discours sur l'égalité, le respect des souverainetés, la recherche du bénéfice mutuel, et l'appartenance au groupe des pays en voie de développement, les dirigeants politiques chinois sont parvenus à gagner la sympathie des chefs d'Etat africains pour qui l'approche chinoise ouvre de nouvelles voies pour une coopération d'un nouveau genre, les éloignant ainsi du modèle traditionnel prôné par l'occident.

Malgré l'ambiguïté et les contradictions qui, à priori, caractérisent la politique étrangère de la Chine, notamment pour ce qui est de l'Afrique, ses différentes manifestations reflètent les efforts fournis par le gouvernement de Pékin pour consolider ses relations avec cette dernière. Grâce au Forum sur la Coopération Sino-Africaine, les deux parties disposent d'un espace de dialogue fructueux durant lequel d'importantes décisions sont prises, définissant les nouvelles orientations de leurs relations. Les fréquentes visites de haut niveau, symbole du renouveau diplomatique, témoignent, à leur tour, de l'importance qu'accorde la Chine à l'Afrique. Enfin, le recours au *soft power* ou bien la puissance douce permet au pays africains d'accéder à la culture et la langue chinoise à travers les Instituts Confucius, mais aussi de bénéficier de l'aide et de la formation chinoise.

Derrière cette ruée de la Chine vers l'Afrique, se cache une multitude d'intérêts qui permettent à la fois de renforcer la légitimité du Parti communiste et de consolider son statut au niveau national et international. Ce que recherche la Chine en terre africaine sont incontestablement les matières premières et les débouchés pour ses produits. Sur le plan politique, l'objectif poursuivi par Pékin est d'attirer un maximum de pays africains dans son propre camp pour bénéficier de leur soutien au sein de l'ONU et mettre fin à la présence diplomatique de Taiwan. La RPC compte également sur l'Afrique pour la validation de son modèle de développement en prouvant au reste du monde que les principes du modèle occidental ne sont pas universels. Tout ceci justifie l'implication de plus en plus marquée de la Chine dans la résolution des problèmes d'insécurité auxquels fait face le continent africain.

Ce chapitre a permis de mettre en exergue la relation entre l'évolution de la politique africaine de la Chine et les intérêts recherchés par cette dernière sur ce continent. Le prochain chapitre aura pour objet l'étude de la coopération économique entre la Chine-Afrique.

Chapitre III

Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

Introduction

En enregistrant une bonne croissance économique, l'Afrique est devenue, ces dernières années, un terrain d'enjeux stratégique pour de nombreux pays¹. « *Eldorado économique, tsunami industriel, explosion démographique, continent de l'émergence...* »², ce sont autant d'expressions utilisées pour désigner l'Afrique du XXI^e siècle. Le continent laissé pour compte, autrefois, devient actuellement l'objet de toutes les convoitises engendrant une concurrence accrue entre ses anciens partenaires et les pays émergents, dont la Chine.

Les nombreux avantages dont disposent l'Afrique et la Chine et les différents besoins qu'elles semblent manifester constituent autant d'éléments complémentaires qui plaident en faveur du renforcement de la coopération entre les deux parties. Mais cet avis est loin de faire l'unanimité dans la mesure où ce rapprochement sino-africain soulève beaucoup d'appréhensions. En effet, malgré la tenue, par les responsables politiques chinois, d'un discours rassurant qui prône l'égalité de traitement, la confiance mutuelle et l'aspiration à un développement commun en évoquant leur lien avec l'Afrique, certains ne voient pas cette relation d'un bon œil. La crainte de voir cette nouvelle coopération reproduire le schéma traditionnel des relations économiques extérieures africaines et que derrière le discours fraternel et protecteur chinois ne se cachent les desseins d'un géant à l'appétit insatiable en quête de ressources et prêt à tout pour maintenir son rythme de croissance et de développement subsistent toujours.

Ce chapitre est, dès lors, désigné pour faire le point, le plus complet possible, sur les relations économiques entre l'Afrique et la Chine à travers le commerce, l'investissement et l'aide au développement, et ce afin de contribuer à améliorer la compréhension de ces relations de même que de leur ligne d'évolution. Ceci se fera, de toute évidence, en présentant les faits et les chiffres là où les données le permettent.

¹« *La croissance du PIB mondial a été de 2,6% en 2014, pendant que celle de l'Afrique était de 3,9%. L'Asie de l'Est et du Sud est la seule région qui a enregistré une croissance de 5,9%* », United Nations Economic Commission for Africa. *Industrializing through trade, Economic report on Africa 2015*, p. 10.

²Vilgrain A. *Osons une Afrique ouverte, LE MOCI*, décembre 2014, p.05.

Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

Section 1 : Avènement de la coopération économique sino-africaine

D'après Gabas (2002), la coopération désigne : « *un acte réalisé en commun par deux ou plusieurs personnes ou institutions. Les acteurs se fixent ensemble un même objectif qu'ils envisagent d'atteindre en combinant leurs ressources selon certaines règles* »¹. La coopération renvoie, donc, vers une action collective qui découle, en revanche, de la volonté de l'individu à créer des liens avec d'autres en s'engageant dans une entreprise commune plutôt que de se mettre en situation de concurrence. Elle suppose un rapport d'équité et un gain mutuel des différentes parties grâce au partage des ressources et à l'exploitation des complémentarités existantes. Menée dans les règles, la coopération est sensée permettre la modification de la relation de dépendance et de subordination.

1-Aux origines de la coopération internationale

Bien que le besoin de coopérer soit aussi vieux que l'humanité elle-même², le concept en question se matérialise pour la première fois à la fin du XVIII et surtout au XIX siècle dans le domaine économique avec la naissance des premières coopératives³. Afin de faire face à la dégradation de leurs conditions d'existence, à la précarité et l'instabilité de leur situation, des ouvriers et/ou artisans décident de mettre en commun, sur une base volontaire, leurs faibles moyens dans des systèmes collectifs permettant de générer de nouvelles ressources.

Au niveau international, la nécessité d'instaurer de véritables rapports de coopération s'est manifestée au sortir de la première guerre mondiale. Les enjeux étaient de taille puisque la *sécurité* et la *paix* dans le monde en dépendait⁴. L'avènement de la *coopération internationale* était aussi sensé assurer la prospérité des Nations, en remplaçant les rapports de force par des rapports d'échange (économiques, culturels, etc.)⁵. Mais ces formes de coopérations vont réellement se concrétiser après la deuxième guerre mondiale avec la création de l'OCDE, des institutions des Brettons Wood (GATT-FMI) et des Nations Unies (successeur de la SDN). C'est à ce moment que le concept de coopération intègre véritablement le vocabulaire international. De nombreuses institutions tant au niveau international que régional – Communauté européenne par exemple - fleurissent et vont

¹Gabas J.J. Nord-Sud : L'impossible coopération ?, Paris : Presse des Sciences Po, 2002, p.06.

² Martin A. Le paradigme coopératif inscrit dans une histoire, cahiers de l'IRECUS 04-08, mai 2008, p.03.

³ Delcourt L. « Coopération » : une ébauche de problématisation, Centre Tricontinental (CETRI), décembre 2006, p.01.

⁴ Idem.

⁵ Ibidem.

Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

matérialiser ce désir de coopération et lui donner un cadre légal, des règles et des procédures formelles.

Souvent, le concept de coopération internationale est assimilé au mot anglais *aide*. Cette connexion reflète une réalité dont l'existence remonte à quelques décennies en arrière. De fait, à l'époque, l'idée de la coopération a commencé à se développer sur la scène internationale et y était conçue comme une *aide* ou un transfert de ressources par le biais de dons en provenance des pays les plus développés vers d'autres pays qui sur la base de leur niveau de revenu et leur conditions de vie précaires étaient considérés comme sous-développés. En 1951, un groupe d'experts des Nations unies suggéra que les pays développés transfèrent annuellement une somme qui couvrirait 50% des besoins d'investissement des pays du tiers-monde. En 1964, la première Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) fixa cette somme à 1% du revenu national des pays riches. Ce taux est par la suite fixé à 0,7%.

A présent, cependant, le concept de coopération internationale a beaucoup évolué pour acquérir un sens plus large. Ceci en réponse à la complexité croissante des questions d'ordre international. On parle désormais de coopération technique, nucléaire, maritime, économique, sanitaire, intellectuelle, etc. Toutefois, ce type de coopération, avec ses règles internationales formelles censées assurer équité et égalité entre les peuples et les nations, ne doit pas masquer l'existence au sein de ces institutions d'enjeux stratégiques et de rapports de force qui, dans les faits, tordent l'idéal d'une coopération juste, équitable et équilibrée (telle que définie dans les textes).

2-Le développement du système de la coopération économique internationale

Un système de la coopération économique internationale vu le jour pour la première fois durant le XX^e siècle, en particulier, après la première guerre mondiale. L'ancien président des Etats-Unis, Wilson, maintenait que l'élimination des barrières économiques et la création de l'égalité des termes du commerce étaient indispensables pour maintenir la paix dans le monde. Pour la pensée libérale : « *Le commerce facteur de paix et de prospérité est l'un des principes les plus établis qui soit, et c'est sur ce principe qu'a été*

Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

construit l'ordre économique international d'après-guerre »¹. Durant la conférence économique mondiale qui s'est tenue à Genève en 1927, des propositions ont été faites pour la libéralisation du commerce international et l'élimination des barrières tarifaires, mais ça n'a pas abouti. Tout comme pour la coopération internationale, l'Organisation internationale du travail (OIT) a pris forme sous l'égide de la *Ligue des nations*, cependant la coopération internationale dans le domaine économique a peu progressé². Les années 1930s, ayant suivi la grande dépression, les grandes puissances du monde se sont mises à former leurs propres blocs économiques. L'économie internationale s'est transformée en un système isolé et fermé décrit par des termes tels que *régionalisme* ou bien *bilatéralisme*. La confrontation économique entre blocs s'est accentuée et progressivement transformée en confrontation politique et éventuellement en guerre.

La coopération économique internationale a, par contre, enregistré des progrès significatifs après la deuxième guerre mondiale. De 1943 à 1944, le Fond monétaire internationale (FMI), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et bien d'autres organisations ont été instaurées. Ceci témoigne de la reconnaissance des Etats, qui découle de l'expérience amère de la deuxième guerre mondiale, que la promotion de la coopération internationale est étroitement liée au maintien de la paix. Ceci s'est manifesté à travers la Charte des Nations unies qui reconnaît le besoin de promouvoir le progrès social et de meilleures conditions de vie dans une liberté plus large, et employer le mécanisme international pour la promotion du progrès économique et social de tous les peuples. Cela dit, les Nations unies ont considéré que la coopération économique internationale était aussi importante que la sécurité pour la préservation de la paix dans le monde. Dans ce sens, la coopération internationale dans le domaine économique s'est développée rapidement, après la deuxième guerre mondiale, avec la création d'organisations internationales variées sous les auspices des Nations unies.

Aux côtés des organisations internationales sous la direction des Nations unies, apparaissaient également des organisations régionales économiques internationales. Telles que la Communauté Economique Européenne, Latin American Free Trade Zone, le marché Commun d'Amérique Centrale ou encore l'Association des Nations de l'Asie du Sud Est.

¹Deblock Ch. La coopération économique internationale au tournant du millénaire, *Continentalisation*, Cahier de recherche 99-03, octobre 1999, p.03.

²Tansoo A. *New International Economic Order and International Economic Laws*, Hokkaido University, 1979, pp. 2-3, [http://www.eprints.lib.hokudai.ac.jp/.../1/29\(3-4\)_p514-490.pdf](http://www.eprints.lib.hokudai.ac.jp/.../1/29(3-4)_p514-490.pdf) , consulté le 17/03/2015.

Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

Il convient, dès lors, de dire que le concept de coopération économique est une réponse à l'émergence de nouveaux défis dans le processus de globalisation et de l'intégration commerciale qui a fait appel à l'inclusion de la coopération en tant qu'importante variable, non seulement en termes de relations politiques entre les Etats mais également dans les relations économiques établies dans le contexte international. D'après Feldstein (1988) :

« La coopération économique est une partie intégrante du processus de coopération politique internationale. Une coordination réussie des politiques dans le domaine économique peut renforcer la sécurité des liens politiques et nationaux »¹.

Enrique O'Farrill et al (1999), de leur côté, maintiennent que :

« La coopération économique est une composante de la coopération internationale qui a pour finalité de fournir les conditions requises pour faciliter le processus du commerce et de l'intégration financière sur l'arène internationale, en mettant en œuvre des actions ayant pour but l'obtention de bénéfices économiques indirectes sur le moyen et long terme »².

3-Evolution de la coopération économique sino-africaine

Avant d'évoquer la coopération sino-africaine telle qu'elle se présente actuellement, un retour en arrière est impératif afin de comprendre son évolution à travers le temps. En effet, même si elle a su préserver certaines caractéristiques dans le temps, la coopération entre la Chine et l'Afrique a connu de nombreuses mutations en réponse, notamment, aux importants changements dans l'orientation de la politique étrangère de la République Populaire de Chine qui devait absolument répondre à l'impératif de développement.

Si l'on doit à la conférence de Bandung de 1955 le mérite d'avoir réuni les peuples opprimés de l'Asie et de l'Afrique afin de les soutenir dans leur combat contre l'impérialisme et le colonialisme, on se doit aussi de lui reconnaître d'avoir encouragé la coopération

¹Feldstein M. International economic cooperation, University of Chicago Press, 1988, p.9, <http://www.nber.org/books/feld88-4>, consulté le 17/03/2015.

²O'Farrille., Eugenia Moraga M., Pérez E, Vallejos M. Economic cooperation, Chilean Agency for International Cooperation, 1999, p.15.

Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

culturelle et économique entre les deux parties. C'est au sortir de cette conférence que le ministre des affaires étrangères chinois Zhou Enlai évoque dans son discours les '*Cinq Principes de la Coexistence Pacifique*' parmi lesquels figure l'égalité et le bénéfice mutuel en plus du respect des souverainetés, la non-ingérence et la non-agression. Ces derniers demeurent à nos jours des parties intégrantes de la politique étrangère de la Chine.

En 1963, et dans le but de promouvoir la nécessité de tenir une seconde Conférence Afro-Asiatique, Zhou avait entamé une tournée qui l'a mené vers dix pays africain durant laquelle il désigne de nouveau les '*Huit-Principes*' à travers lesquels la Chine témoigne de sa volonté à apporter son soutien aux pays africains par le biais d'une politique d'aide et d'assistance technique, à savoir: « *l'égalité entre les partenaires, les bénéfices mutuels, le respect de la souveraineté, l'utilisation de dons ou de prêts sans intérêt et l'allègement des charges, le renforcement du bénéficiaire, le respect des obligations, l'égalité de traitement entre exports chinois et locaux*¹.

Poussée par des fins politiques et idéologiques, la Chine va perpétuer son aide pour l'Afrique qui se verra augmenter significativement durant les années 1970, et ce malgré les difficultés rencontrées à domicile.

En revanche ce sont les années 1980 qui vont connaître un bouleversement majeur de la coopération Chine-Afrique. En entamant sa politique de réforme et d'ouverture, la croissance économique et le développement du pays devient la principale préoccupation du gouvernement de Pékin : « *la Chine se concentre désormais sur l'économie nationale, la Chine poursuivra sa politique étrangère indépendante caractérisée par le bénéfice mutuel au sens propre du terme* »². Ceci a eu, évidemment, des incidences sur la politique africaine de la Chine. En accord avec ces changements, lors de son voyage en Afrique, le premier ministre chinois Zhao Ziyang annonce en 1982 les '*Quatre Principes de la Coopération Economique et Technique Sino-africaine*' qui mettent, cette fois-ci, l'accent sur l'égalité, le bénéfice mutuel, la diversité dans les formes et le développement commun³.

¹Chaponnière J.R. Un demi-siècle de relations Chine-Afrique. Évolution des analyses, *Afrique contemporaine*, N° 228, 2008, p. 37.

²Anshan L. China and Africa: Policy and Challenges, *China Security*, Vol.3, No.3, 2007, p.72.

³Onderco M. Changing Nature of Sino-African Relations After the Second World War, 2007, p.5, http://blog.sme.sk/blog/2953/97594/onderco-china_and_africa.pdf, consulté le 25/03/2015

Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

En comparant les quatre principes des années 1980s aux huit principes des années 1960s, la différence réside dans le fait que la Chine aspire au développement des économies des deux parties, ce qui n'est possible si les flux étaient dans un sens unique. L'Afrique a, en l'occurrence, perdu de sa valeur aux yeux de la Chine et y est marginalisée puisque toute son attention se tourne vers son développement interne. Ceci dit, la RPC a eu, elle-même, recours aux fonds étrangers, et il y aurait eu peu à faire pour l'Afrique, en ce moment là. Cependant, les événements de la place *Tianan'men* vont remettre les pendules à l'heure, dans le sens où la Chine va prendre conscience des divergences de valeurs entre elle et l'occident. Après la fascination engendrée par la croissance économique enregistrée par le pays suite à son ouverture économique, l'image de la Chine a pris un sacré coup suite à ses événements. L'isolement politique et les sanctions économiques ne se sont pas faits attendre. C'est à ce moment que la Chine va chercher refuge et soutien auprès de l'Afrique amorçant un important changement dans la nature des rapports entre les deux parties. Autrement dit, c'est la logique commerciale qui prend le dessus sur la logique idéologique engendrant une augmentation significative du volume des échanges commerciaux ou encore du stock des IDE (voir la prochaine section).

4- Particularité de la coopération économique sino-africaine

La percée de la Chine sur le continent africain, ces dernières années, s'explique en partie par sa promotion d'un mode de coopération économique, dit nouveau, basé sur le principe gagnant-gagnant ainsi que le développement commun. Longtemps dominées par la pensée occidentale, les tentatives de sortir l'Afrique du sous-développement ont échoué, car souvent accusés de se détacher de la réalité du contexte africain.

En effet, par le biais de conditions, les Etats occidentaux ont cherché à forcer les Etats africains à lutter contre la corruption le clientélisme et le népotisme, à favoriser l'Etat de droit, la bonne gouvernance, le libre échange et les institutions démocratiques, puis à respecter les droits de la personne et appliquer une certaine austérité financière. Et c'est seulement grâce à la réunion de ces conditions que le développement économique et social finira par être atteints. Devant les échecs d'une telle stratégie, de nombreuses voix s'élevèrent en Afrique pour dénoncer une nouvelle forme de colonialisme ; une ingérence à peine voilée de la part des grandes puissances financières occidentales dans les politique intérieures des Etats de l'Afrique.

Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

L'arrivée en force des chinois sur le continent a changé la donne. Le modèle chinois n'est assorti d'aucune forme de conditionnalité et libère les Etats africains de cette lourde chape éthique et normalisatrice que leur ont imposée les Etats occidentaux. Il repose en tout premier lieu sur les considérations pragmatiques de la coopération et de l'interdépendance économique. Les Etats africains ont maintenant une plus grande latitude dans le choix qu'ils font de leurs partenaires économiques. Ils peuvent désormais refuser de se soumettre à certaines conditions contractuelles qu'ils jugent désavantageuses pour en privilégier d'autres qui vont d'avantage dans le sens de leurs intérêts¹.

C'est aussi en vertu de ce nouveau rapport de force que les Etats africains ont fait fronde contre l'Europe, lors du Sommet Union africaine/Europe en décembre 2007 à Lisbonne, en rejetant les accords de partenariat économiques proposés par l'Union européenne, et ce, alors même que cette dernière avait grandement dilué ses exigences en matière de respect des droits de la personne se sentant placée sous la pression de la nouvelle concurrence chinois².

La Chine, par le biais de sa nouvelle approche en matière de coopération avec l'Afrique, propose aux pays avec qui elle entretient des relations une autre alternative en vue de leur développement. Pour ainsi dire, pendant longtemps on leur aura inculqué que le développement ne pouvait être réalisé que par l'application des principes de l'unique modèle occidental dont les recommandations se sont soldées par un échec. A ce propos, Monteu Nana (2009) maintient que la percée de la Chine sur le continent africain peut être qualifiée de :

« véritable antipode de la pensée unique longtemps imposée au reste du monde par l'occident est une preuve pertinente qu'il ne serait exister qu'un seul credo pouvant conduire au développement et que d'autres modèles sont possibles, surtout que la Chine a toujours refusé de souscrire aux prescriptions de institutions de BrettonWoods »³

En 2004, l'Américain Joshua Cooper Ramos, utilise pour la première fois le *consensus de Pékin* dans un article publié par Foreign Policy Centre en Grande Bretagne, intitulé « The Beijing Consensus: Notes on the New », pour qualifier le paradigme alternatif

¹The Economist. A desperatesuitor, décembre 2007, www.economist.com/node/10259087, consulté 25/03/2015.

² Idem.

³Monteu Nana J. Pour une relation sino-africaine « gagnant-gagnant équitable », CoMoPa- Tribune, N° 3, 01 juillet 2009, p.02.

Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

promu par la Chine. Selon Jaquet (2007), symboliquement, le *consensus de Pékin* se pose progressivement en alternative au *consensus de Washington*. Ces deux paradigmes poursuivent les mêmes objectifs (stabilité, développement et réformes). Mais là où le *consensus de Washington* donne la priorité aux réformes, Pékin donne la priorité à la stabilité considérée comme un préalable au développement et les réformes viennent en dernier¹.

Pour ainsi dire, on reproche à la Chine de faire peu de place aux droits de la personne tel que ceux-ci ont été pensés dans le cadre de la modernité occidentale alors que cette dernière a d'abord conçu la société politique comme une jonction des individualismes libres et égaux. La démocratie n'y est pas non plus entendue de la même manière. Alors que Beijing y voit un pouvoir exercé pour le peuple et dans son intérêt, les Etats occidentaux insistent surtout sur l'importance que ce soit le peuple, qui par l'entreprise d'élections libres et compétitives, délègue ce même pouvoir à une classe politique mandatée de gérer la *chose publique*.

¹ Jaquet P. La Chine moteur du développement ? *La lettre des économistes de l'AFD*, N° 15, janvier 2007, p.01.

Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

Section 2 : Analyse de la relation économique sino-africaine

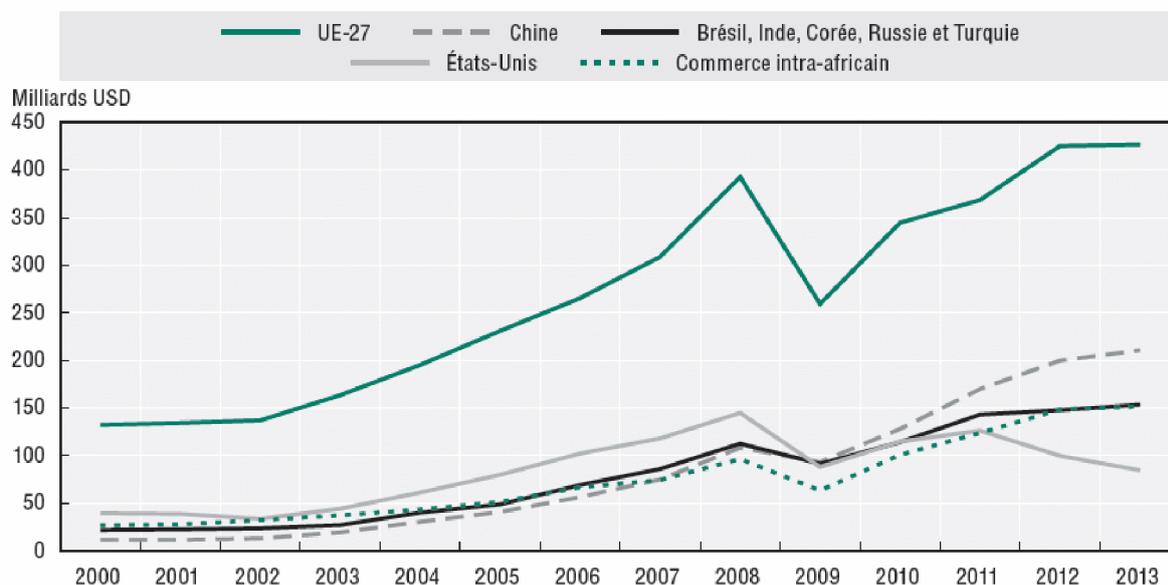
1-Les échanges commerciaux

L'histoire des échanges commerciaux sino-africains remonte bien loin dans le temps, puisque tout commence au II^{ème} siècle avant Jésus-Christ. Et c'est le voyage effectué par le célèbre navigateur chinois Zheng He au XV^{ème} siècle qui va mettre en avant cette relation économique entre la Chine et l'Afrique¹. Plus récemment, notamment à partir des années 2000, les échanges commerciaux entre les deux parties ont été marqués par une véritable accélération dans le but de répondre à leurs besoins².

1-1-Les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique

L'évolution récente des échanges commerciaux de l'Afrique révèle un changement de dynamique qui se manifeste à travers l'augmentation des échanges de manière globale, notamment du commerce intra-africain mais également sino-africain (voir figure 25)

Figure25: Echanges commerciaux de l'Afrique avec certains partenaires



Source : COMTRADE des Nations Unies

¹ENDA CACID. La Chine et l'Afrique : Les faits et les chiffres : Évaluation des relations commerciales de l'investissement et de l'aide publique au développement, Dakar, Sénégal, novembre 2012, p.16

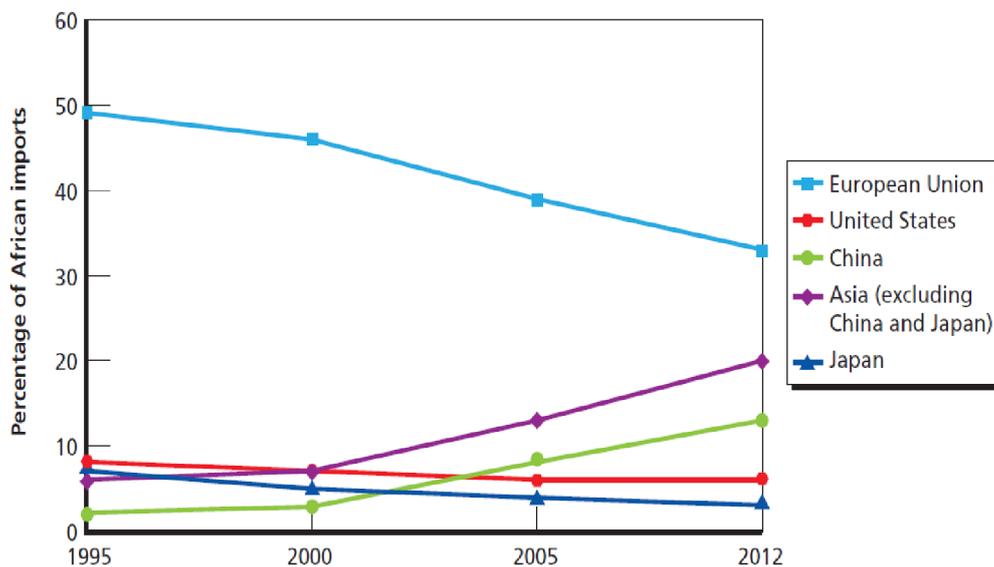
² Idem.

Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

1-1-1-Les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique à l'importation

A partir de la figure ci-dessous, on peut déduire qu'avec pas moins de 33% en 2012, et malgré leur baisse, les importations de l'Afrique proviennent principalement de l'Union Européenne¹. Ce qui interpelle, en revanche, s'agissant de la Chine, est cette augmentation tendancielle des importations de l'Afrique en provenance de celle-ci. Elles sont passées de 2% en 1995 à 13% en 2012². La part des Etats-Unis, quant à elle, est restée relativement stable, pendant que celle du Japon enregistre une baisse.

Figure 26: Répartition des importations africaines parmi ses principaux partenaires commerciaux



Source: International Monetary Fund Direction of Trade Statistics. China-Africa Economic and Trade Cooperation (2013), cité dans ¹Hanauer L., Lyle J. M. Chinese engagement in Africa: Drivers, Reactions, and Implications for U.S. policy, RAND, 2014, p.27.

1-1-2-Les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique à l'exportation

Pour ce qui est des exportations de l'Afrique, l'Union Européenne, les Etats-Unis ou encore l'Asie restent ses principales destinations. La Chine a réussi, entre autres, à augmenter

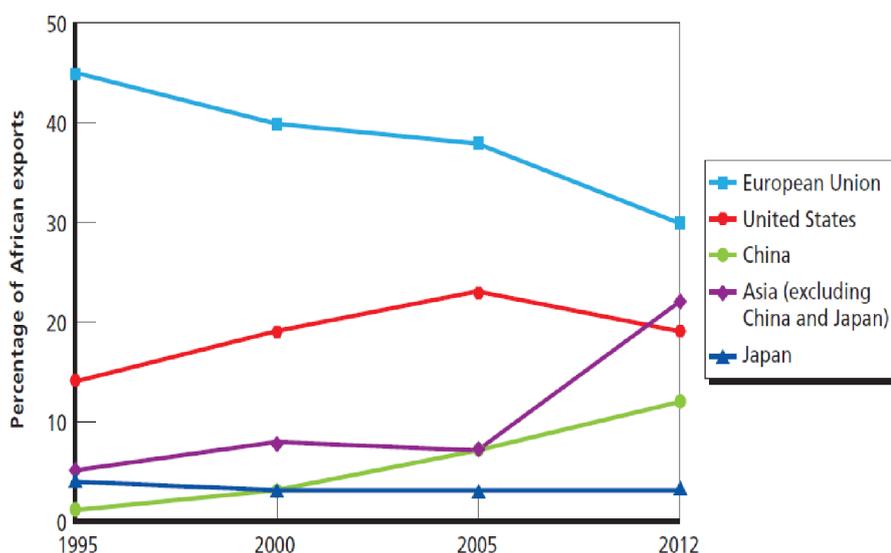
¹Hanauer L., Lyle J. M. Chinese engagement in Africa: Drivers, Reactions, and Implications for U.S. policy, RAND, 2014, p.26.

²Idem.

Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

sa part et compte désormais 12% des exportations de l'Afrique contre seulement 1% en 1995¹(voir figure27)

Figure 27: Répartition des exportations africaines parmi ses principaux partenaires commerciaux



Source: International Monetary Fund Direction of Trade Statistics. China-Africa Economic and Trade Cooperation (2013), cité dans ¹Hanauer L., Lyle J. M. Chinese engagement in Africa: Drivers, Reactions, and Implications for U.S. policy, RAND, 2014, p.28.

On peut ainsi déduire, s'agissant du commerce extérieur de l'Afrique, que les pays d'Asie, notamment la Chine, représentent une source importante de concurrence pour l'Union Européenne ou encore les Etats-Unis. D'après le rapport *Perspectives Economiques en Afrique* (2015) : « Les exportations de biens manufacturés de l'Europe à destination de l'Afrique ont chuté entre 2002 et 2011, de 32 % du total à 23 % – au contraire de l'Asie dont la part dans le commerce africain est passée de 13 à 22 % du total sur la même période.² »

1-2-Le volume des échanges commerciaux Chine-Afrique

D'après le premier Livre blanc publié par l'Office d'information du Conseil des Affaires d'Etat de la RPC en 2010 sur la coopération économique et commerciale entre la Chine et l'Afrique : « De 12,14 millions de dollars américains en 1950, le montant des échanges entre la Chine et l'Afrique a atteint 100 millions en 1960 et a dépassé un milliard en

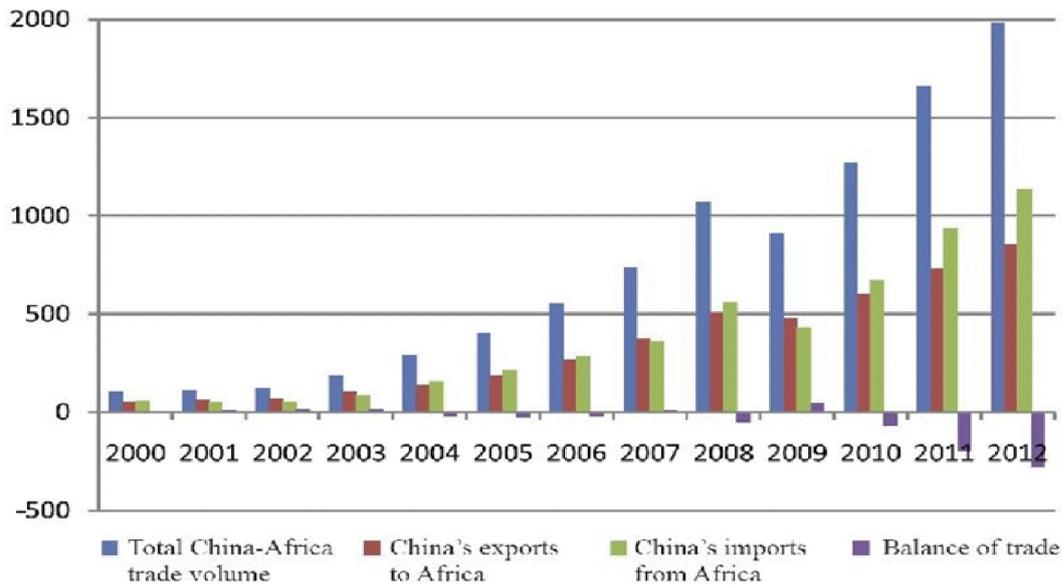
¹Ibidem.

² BAFD, OCDE, PNUD. Développement territorial et inclusion spatiale, *Perspectives économiques en Afrique*, 2015, pp.6-7.

Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

1980 [et] depuis le franchissement du palier des 10 milliards de dollars américains en l'an 2000, la croissance du commerce sino-africain s'est accélérée¹» (voir figure 28).

Figure 28: Evolution du volume des échanges Chine-Afrique (2000-2012)



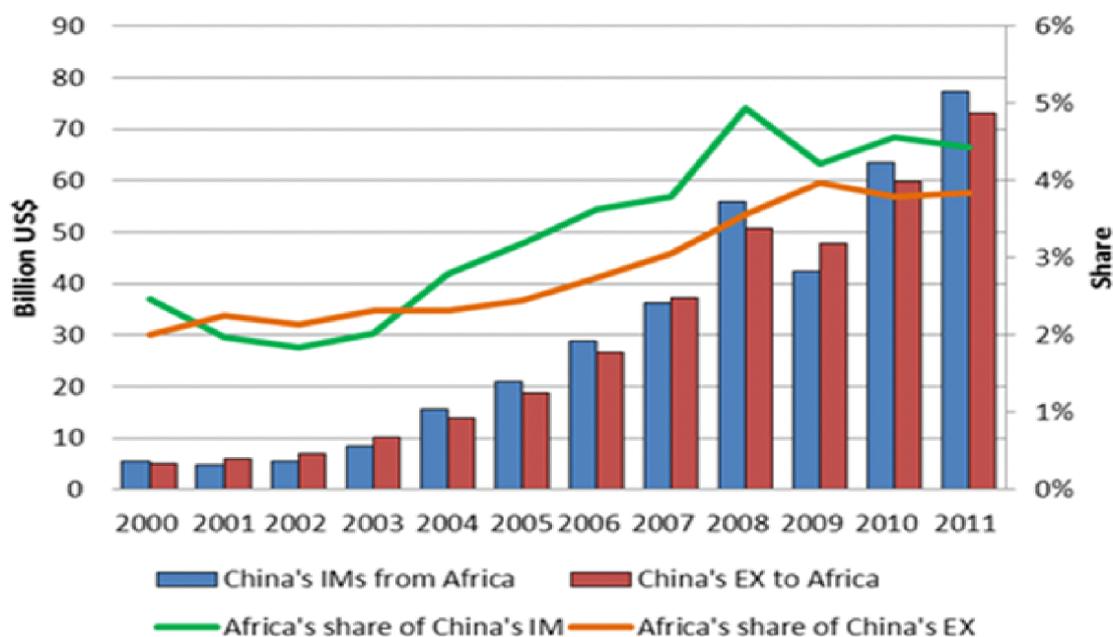
Source: China-Africa Economic and Trade Cooperation White Paper, 2013, p.4.

Pour ainsi dire, le commerce sino-africain a augmenté de 20 fois son volume entre 2000 et 2012 atteignant 198,49 milliards de dollars américains. En 2009, malgré la baisse du volume des échanges sino-africain suite à la crise financière internationale, la Chine devient la même année et pour la première fois le plus grand partenaire commerciale du continent. Ce résultat s'explique par les différentes mesures prises par le gouvernement chinois dans le but d'encourager et de faciliter le commerce sino-africain. Par exemple, à partir de 2005, la Chine a accordé aux pays africains les moins avancés ayant établi des relations diplomatiques avec elle, un traitement de tarif zéro sur certains produits exportés. En juillet 2010, les produits bénéficiaires étaient au nombre de 4700, et devraient représenter dans le futur 95% du catalogue des tarifs import-export de la douane chinoise.

La mesure de la part des importations et des exportations de l'Afrique, cette fois ci, dans le commerce extérieur de la Chine démontre que celles-ci occupent une part relativement modeste malgré l'augmentation des volumes échangés (voir figure 29)

¹ Le livre blanc. Coopération économique et commerciale entre la Chine et l'Afrique, Office d'information du Conseil des Affaires d'Etat de la République populaire de Chine, Beijing 2010, p.02.

Figure 29: Part de l'Afrique dans le commerce extérieur de la Chine



Source: Global Trade Atlas, 2012

D'après les statistiques publiées dans le dernier livre blanc sur la coopération économique et commerciale Chine-Afrique (2013), la part de l'Afrique dans le commerce extérieur de la Chine est de seulement 5,13%¹. Cependant, les discours tenus par les responsables politiques des deux parties, en particulier chinois, ne cessent d'insister sur leur aspiration à développer leurs échanges avec l'Afrique en particulier dans le domaine du commerce.

Lors de la conférence de presse tenue par le Bureau de l'information du Conseil des Affaires d'Etat de Chine, à l'occasion de la sortie de ce Livre blanc (2013), le vice-ministre du commerce Li Jinzao a déclaré que : « *les rapports économiques et commerciaux sino-africains sont déjà entrés dans une voie rapide* »². Il explique cette orientation par la combinaison de multiples facteurs qui caractérisent le contexte africain et celui de la Chine et maintient ainsi qu' :

« Au niveau africain, d'abord, l'Afrique a une telle demande intérieure pour le développement, elle éprouve un grand besoin de produits commerciaux chinois. Deuxièmement, après avoir vécu une certaine

¹White paper. China-Africa Economic and Trade Cooperation (2013), Information Office of the State Council The People's Republic of China, Beijing, August 2013, Xinhua, Global Times, p.05.

²<http://www.cameroonvoice.com/news/article-news-12279.html>, consulté 25/11/2014

Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

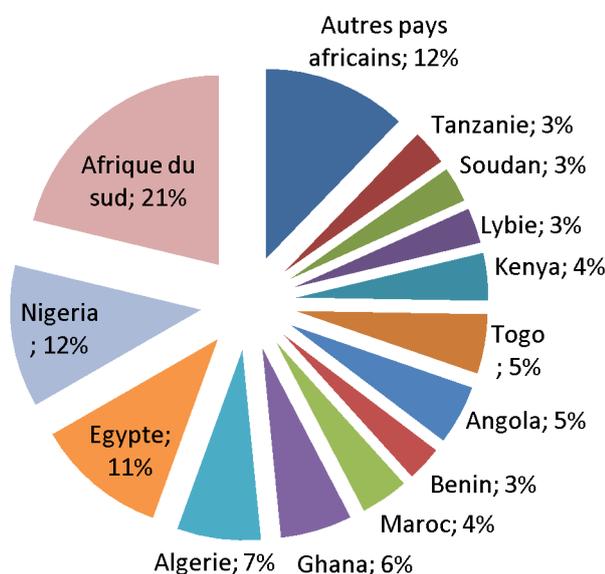
période de difficultés, les pays africains se trouvent en général dans un état stable sur le plan politique. Au niveau chinois, à l'issue de quelques décennies de réformes et d'ouverture, des entreprises chinoises possèdent une certaine force en matière de commerce et d'investissement et elles sont capables de participer à une coopération internationale. En outre, il y a encore un important facteur qui est la forte complémentarité sur le plan économique entre la Chine et l'Afrique».¹

1-3-Répartition des échanges commerciaux de la Chine parmi ses partenaires africains

1-3-1-Les exportations

Le traitement des données portant sur le commerce sino-africain a démontré que les échanges commerciaux entre la Chine et les pays africains sont fortement concentrés. En 2012, plus de la moitié des exportations chinoises est destinée vers 4 pays africains uniquement, en l'occurrence l'Afrique du sud, le Nigéria, l'Egypte et l'Algérie (voir figure 30).

Figure 30: Les principaux pays africains clients de la Chine, 2012



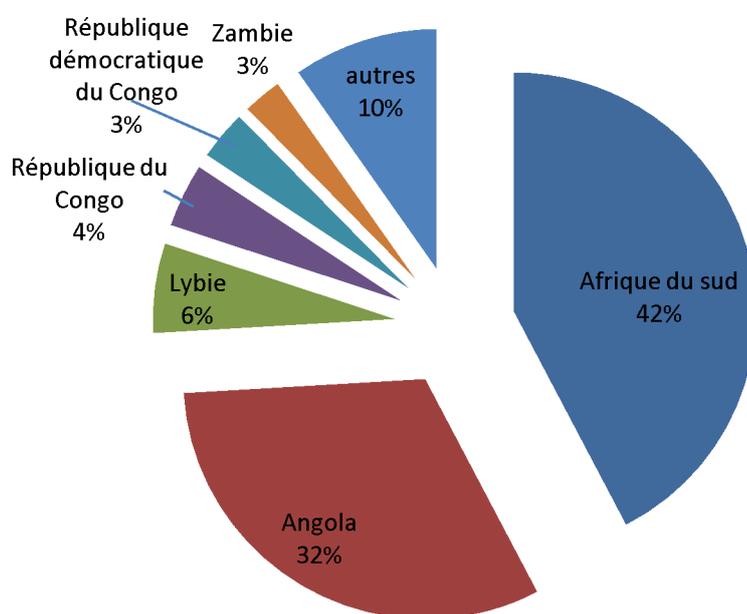
Source: International Monetary Fund Direction of Trade Statistics. China-Africa Economic and Trade Cooperation (2013), cité dans ¹Hanauer L., Lyle J. M. Chinese engagement in Africa: Drivers, Reactions, and Implications for U.S. policy, RAND, 2014, p.29.

¹<http://www.cameroonvoice.com/news/article-news-12279.html> , consulté le 11/03/2015

1-3-2-Les importations

L'écrasante majorité des importations chinoise à partir de l'Afrique en 2012, c'est-à-dire 87%, provient quant à elle de seulement cinq pays exportant principalement du pétrole, du gaz et des minerais¹. On retrouve une fois de plus l'Afrique du Sud en tête, suivie d'autres pays que ceux concernés par les exportations, à savoir : l'Angola, la Lybie, la République du Congo, et la République Démocratique du Congo (voir figure 31)

Figure 31: Les principaux pays africains fournisseurs de la Chine, 2012



Source: International Monetary Fund Direction of Trade Statistics. China-Africa Economic and Trade Cooperation (2013), cité dans ¹Hanauer L., Lyle J. M. Chinese engagement in Africa: Drivers, Reactions, and Implications for U.S. policy, RAND, 2014, p.29.

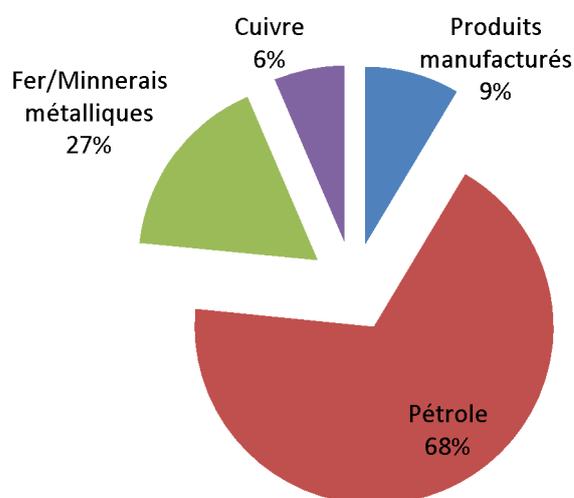
¹Hanauer L., Lyle J. M. Chinese engagement in Africa: Drivers, Reactions, and Implications for U.S. policy, RAND, 2014, p.28.

1-4-Structure du commerce sino-africain

1-4-1-Les importations

La concentration du commerce chine-Afrique se manifeste non seulement par pays, mais également par secteur. En 2011, par exemple, la majorité des importations de la Chine à partir de l’Afrique (91%) est constituée de matières premières, essentiellement du pétrole à 64%, du fer et minerais métalliques à 27%, et enfin 6% de cuivre (voir figure 32)¹.

Figure 32: Les importations de la Chine à partir de l’Afrique par produit, 2011



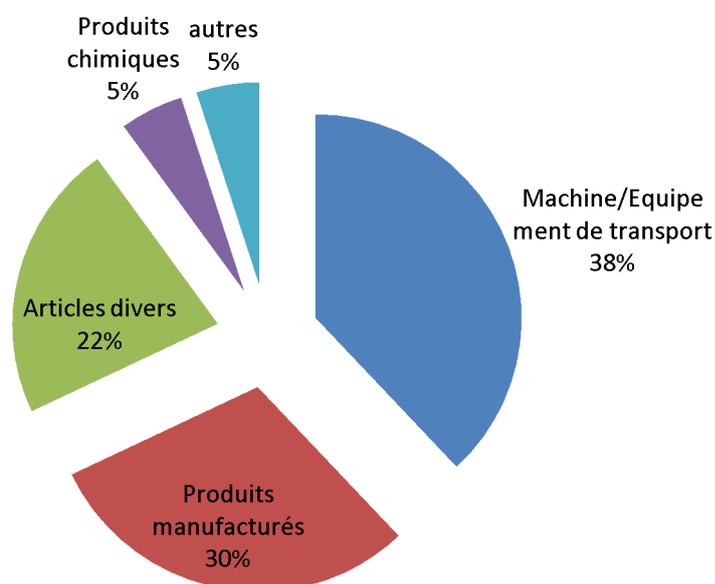
Source:International Monetary Fund Direction of Trade Statistics; “China’s Trade and Investment Relationship with Africa,” United States International Trade Commission (USITC) Executive Briefings on Trade, April 2013.

1-4-2-Les exportations

Les exportations de la Chine vers l’Afrique sont relativement plus diversifiées, bien que trois types de produits les dominent à savoir : les machines et le matériel de transport, les produits manufacturés et les articles divers, une composition qui ressemble largement aux exportations de la Chine vers d’autres régions du globe (voir figure33)

¹Gamache L., Hammer A., Jones L. China’s trade and investment relationship with Africa , *USITC Executive Briefings on Trade*, avril 2013, p.01.

Figure33: Les exportations de la Chine vers l'Afrique, par produit, 2011

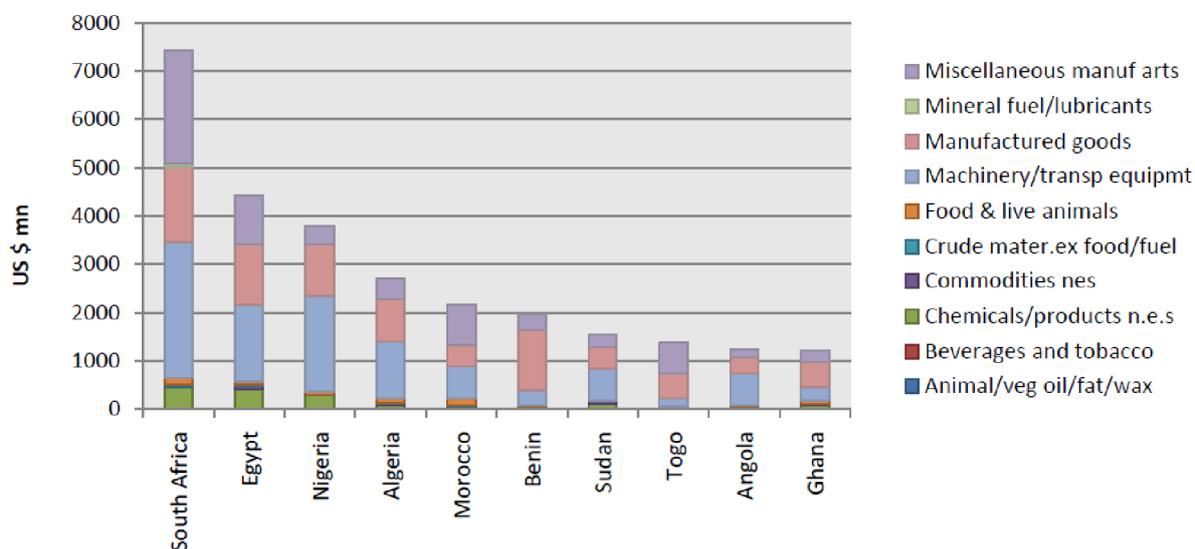


Source:International Monetary Fund Direction of Trade Statistics; "China's Trade and Investment Relationship with Africa," United States International Trade Commission (USITC) Executive Briefings on Trade, April 2013.

Le commerce sino-africain peut être appréhendé, en plus de ce qui a été présenté ci-dessus, à travers l'analyse de la structure des importations/exportations cette fois ci par pays. La figure 34 qui suit montre que la structure des importations en provenance de la Chine est assez semblable parmi ses principaux partenaires commerciaux africains. On y trouve essentiellement des machines, matériel de transport ainsi que les produits manufacturés portant toujours un poids important. La figure 35, quant à elle, indique que les exportations africaines vers la Chine ne sont pas très diversifiées à l'exception de l'Afrique du Sud. Les plus représentatives sont les exportations de l'Angola et du Soudan qui mettent en évidence l'importance de l'exportation des produits de base, en particulier du pétrole.

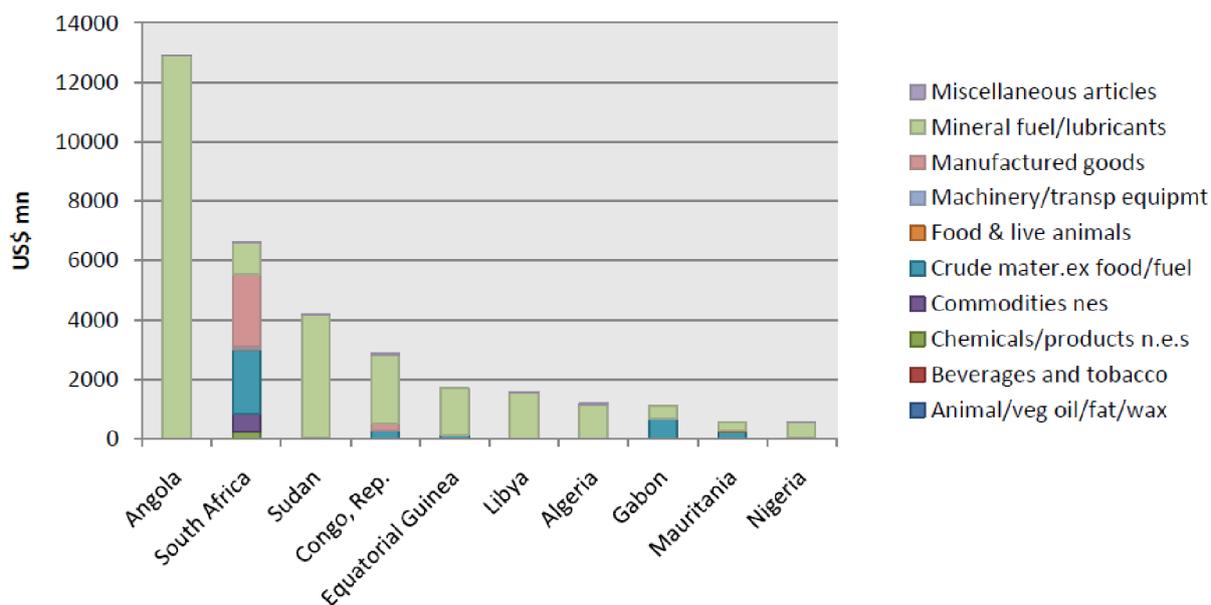
Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

Figure 34: L'essentiel des importations africaines de Chine(par produit et par pays)



Source : United nations COMTRADE (2008), cité dans African Development Bank Group. Chinese Trade and Investment Activities in Africa, Policy Brief, Vol. 1, No. 4, July 29, 2010, p. 06.

Figure 35: L'essentiel des exportations africaines vers la Chine(par produit et par pays)



Source : United nations COMTRADE (2008), cité dans African Development Bank Group. Chinese Trade and Investment Activities in Africa, Policy Brief, Vol. 1, No. 4, July 29, 2010, p. 06.

Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

Nombreux sont les pays africains, ne disposant pas de matières premières (en particulier le gaz et le pétrole) à exporter vers la Chine, à connaître d'importants déficits commerciaux avec Pékin. De fait, pour les pays présentant ce profil, les échanges commerciaux avec la Chine ont pour conséquence la sortie des capitaux, une concurrence accrue qui joue en défaveur des industries locales souffrant de manque de compétitivité conduisant à une perte des emplois en contre partie de la création de peu ou pas de nouveaux emplois.

2-Les IDE de la Chine en Afrique

Si les échanges commerciaux représentent la plus ancienne forme d'interaction entre l'Empire du milieu et le continent noir (II^e siècle avant Jésus-Christ), les premiers flux d'investissement chinois à destination de l'Afrique remontent aux années 1980. Ces derniers ont été administrés sous forme d'aide ou encore d'assistance technique et avaient pour principal objectif de servir les intérêts idéologiques de la Chine. Dans les années 1990, ses investissements se sont multipliés, avec un élargissement des domaines et une diversification des formes. A partir de l'an 2000, grâce à la stimulation du Forum sur coopération sino-africaine, les investissements chinois en Afrique ont connu une croissance rapide et ont vu se former une situation diversifiée. Et dans le but de perdurer cette tendance, le gouvernement chinois a pris une série de mesures incitatives qui ont encouragé les firmes chinoises à aller investir en Afrique, notamment, à travers la création du Fonds de développement Chine Afrique et l'établissement des zones économiques spéciales.

2-1-Tendance générale des IDE en Afrique

Le manque d'infrastructures, l'insuffisance d'une main-d'œuvre qualifiée, l'étroitesse des marchés nationaux et la faiblesse du pouvoir d'achat des populations, combinées à la persistance de l'instabilité politique dans de nombreux pays africains n'ont, en effet, pas empêché l'Afrique d'enregistrer une augmentation des flux des IDE, ces dernières années. Cette tendance s'explique par l'importance de la taille de sa population et sa classe moyenne émergente, la disponibilité des matières premières ainsi que sa croissance économique.

D'après le tableau qui suit, l'évolution des flux des IDE à destination de l'Afrique présente deux principales caractéristiques à commencer par une progression significative

Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

entre 2000 et 2013, particulièrement entre 2010 et 2013, de façon inégalée dans le monde¹ ; ces volumes d'IDE demeurent, toutefois, largement inférieur à ceux des autres régions du reste du monde, ce qui en fait un terrain quasi vierge et donc à fort potentiel.

Tableau 05 : Les destinations des flux entrants d'IDE (en millions USA prix courants)

	2000	2006	2010	2013
Monde	1 414 999	1 481 561	1 422 255	1 451 965
Economies en développement	266 644	432 869	648 208	778 372
Afrique	9 261	35 720	47 034	57 239
- Afrique du Nord	3 250	22 341	16 576	15 494
- Afrique de l'Ouest	2 131	6 835	12 024	14 203
- Afrique de l'Est	1 468	3 285	7 564	14 592
- Afrique centrale	1 503	2 734	6 119	3 763
- Afrique australe	1 269	525	4 751	9 186
Amérique latine	98 059	98 876	189 513	292 081
Asie	158 798	296 849	409 021	426 355

Source : CNUCED

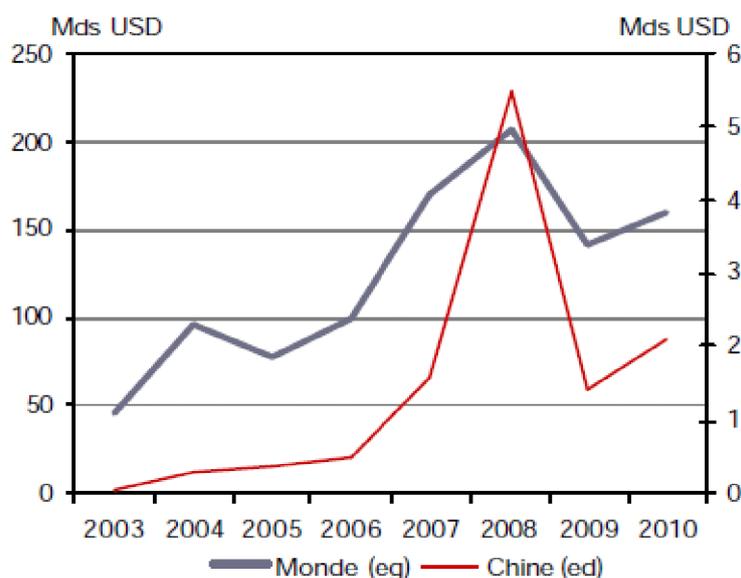
L'Afrique gagne en attractivité ce qui est de bon augure pour l'avenir des IDE sur le continent et ce malgré la persistance d'un bon nombre de problèmes qui constituent un véritable frein pour leur développement. Selon un sondage annuel d'Ernest & Young, sur 10 régions à travers le monde, l'attractivité de l'Afrique est passée de 8^{ème} rang en 2010 au second rang en 2014.

¹« Depuis 2000, les IDE en Afrique ont été multipliés par plus de 6 selon la Cnuced, alors que les flux à l'échelle mondiale n'ont progressé que de 2,6%. Les autres régions de l'hémisphère Sud, que ce soit l'Amérique latine ou l'Asie, ont connu une évolution similaire à celle mondiale, de l'ordre de 2,5% à 3% »

2-2-Evolution du volume des IDE chinois à destination de l'Afrique

Les IDE chinois en Afrique sont conséquents et en constante augmentation. D'après Yang Guangyu, l'ambassadeur de Chine en Algérie : « de 2009 à 2014, les investissements annuels chinois en Afrique ont connu une augmentation en moyenne de 20% »¹ Cependant, leur part dans les IDE chinois ou encore avec ceux en provenance du reste du monde reste marginale (voir figure 36).

Figure 36: Les flux d'IDE vers Afrique



Source : MOFCOM, UNCTAD, SG, cité dans Société Générale. Chine : Investissements directs à l'étranger : beaucoup de bruit pour rien, *Econote*, N°07, 2012, p. 04.

C'est en 2008, et malgré une tendance à la baisse des flux des IDE dans le monde suite à la crise financière internationale, les IDE chinois à destination de l'Afrique ont enregistré un pic sans précédent. Cet important flux est dû au rachat par la *Banque industrielle et commerciale de Chine (Industrial and Commercial Bank of China- ICBC)* de 20% des parts de *Standard Bank of South AFRICA*. D'après le Livre Blanc (2013) sur la coopération économique et commerciale Chine-Afrique : « De 2009 à 2012, les IDE de la Chine en Afrique ont augmenté de 1,44 milliards de dollars pour atteindre 2,52 milliards, enregistrant ainsi une croissance annuelle moyenne de 20,5% durant la même période »². En 2013, les IDE

¹Chaal M. 2500 entreprises chinoises en Afrique, *L'Econews*, 11 mars 2015, www.leconews.com/.../2500-entreprises-chinoises-en-afrique-11-03-2015... , consulté le 11/09/2015

²White paper. China-Africa Economic and Trade Cooperation (2013), Information Office of the State Council The People's Republic of China, Beijing , August 2013, Xinhua, Global Times p.05.

Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

chinois auraient atteint 3,5 milliards de dollars, pour un stock cumulé d'investissement supérieur à 25 milliards¹.

2-3-La répartition sectorielle des IDE

Actuellement, plus de 2000 entreprises chinoises ont investi dans 50 pays africains et les domaines de coopération ont été élargis ce qui s'est traduit par une augmentation significative du nombre de nouveaux projets consentis par le gouvernement chinois pour être réalisés en Afrique (voir tableau 06).

Tableau 06 : IDE chinois en faveur de projets nouveaux, 2003-2014

	Nombre moyen d'emplois créés	Investissement financier total (US\$M)	Nombre de projets
Industries manufacturières	510	13,284	77
Industries extractives	1,064	8,726	14
Construction	1,415	4,650	4
TIC et infrastructures Internet	322	1,850	4
Électricité	66	1,351	4
Autres activités commerciales	156	150	8
Ventes, marketing et activités de soutien	15	149	23
Logistique et distribution	133	147	3
Services aux entreprises	17	84	8
Éducation et formation	75	73	8
Commerce de détail	38	32	4

Source : Banque mondiale 2015

Ainsi, sur le plan des investissements dans de nouveaux projets (2003-2014), on remarque que les industries manufacturières sont les principales bénéficiaires des IDE (13284 millions de dollars). Cette situation ouvre donc une véritable perspective pour la création d'emploi, la construction d'un tissu industriel mais aussi une réorientation à long terme des

¹Banque mondiale. IDE et industrie manufacturière en Afrique: les IDE chinois en Afrique et les IDE dans le secteur manufacturier en Ethiopie et au Rwanda, 2015, www.worldbank.org/.../investing-in-africa-forum-fdi-and-manufacturing... , consulté le 14/10/2015.

Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

investissements qui ont traditionnellement privilégié les industries extractives et la construction¹.

On remarque également une montée en gamme dans le secteur manufacturier au profit d'activités à plus forte valeur ajoutée. L'investissement chinois dans le secteur manufacturier des pays africains est passé du textile et de l'habillement à des industries telles que l'automobile, les appareils ménagers et les matériaux de construction².

2-4-Répartition des IDE par pays

Bien que les IDE de la Chine affluent vers tous les pays africains qui reconnaissent la politique d'une seule Chine (One China policy), ils restent tout de même très concentrés. En 2010, par exemple, les dix premiers pays africains à accueillir les IDE chinois concentrent à eux seuls 76.3% du total de ses IDE en Afrique (voir tableau 07). Ces derniers sont légèrement moins concentrés qu'en 2004, où ils occupaient tout de même 90.3% du total des IDE chinois en Afrique³.

Tableau 07: Les dix premières destinations des IDE chinois en Afrique en 2010

Le pays	Montant des flux d'IDE chinois en Afrique
Afrique du Sud	19.5%
République Démocratique du Congo	11.2%
Niger	9.3%
Nigéria	8.8%
Algérie	8.8%
Angola	4.8%
Kenya	4.8%
Zambie	3.6%
Ethiopie	2.8%
Ghana	2.7%
Total	76.3%

Sources: MOFCOM, Xinhua, Standard Chartered Research

¹« L'Éthiopie par exemple, a été parmi les pays africains dont les secteurs manufacturiers étaient devenus les principaux bénéficiaires des investissements chinois au cours des dernières années. Le groupe Huajian a investi quelque 10 millions de dollars pour créer une usine de chaussures. Avant de démarrer l'activité, il a envoyé plus de 90 employés suivre une formation technique en Chine. L'usine, ouverte en 2012, a été rentable dès la première année de fonctionnement. En 2013, ses 3500 ouvriers ont produit 2 millions de pièces de chaussures», Banque mondiale. IDE et industrie manufacturière en Afrique: les IDE chinois en Afrique et les IDE dans le secteur manufacturier en Ethiopie et au Rwanda, op.cit

²idem

³Beynton-Glen S. Beyond trade-China-Africa investment trend, Standard Chartered, 22 february, p.02.

Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

2-5-Les zones économiques spéciales

L'établissement de zones économiques spéciales (ZES)¹ à l'étranger fait partie intégrante de la stratégie d'internationalisation promue par le gouvernement chinois². La décision d'en créer en Afrique fut annoncée pour la première fois en 2006 à l'occasion de la tenue de la troisième conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine.

D'après Martyn(2008), ce qui est recherché à travers ses ZES est de compenser les risques de pratiques commerciales protectionniste contre le *Made in Chine* en déplaçant la production offshore tout en minimisant les risques pour les entreprises chinoises lorsqu'elles investissent à l'étranger en leur offrant un degré de protection de l'Etat à travers des accords de gouvernement à gouvernement³. Ces zones sont également conçues pour aider la Chine dans la restructuration de son économie, en permettant aux industries les moins compétitives et intensives en main-d'œuvre en conséquence d'une concurrence accrue au niveau du marché domestique et international, tel que le textile ou la maroquinerie, d'aller produire à l'étranger⁴. Au-delà des intérêts économiques, l'objectif de ces zones est de transférer un des éléments qui ont fait son succès vers les pays en développement, une stratégie que le gouvernement considère bénéfique et pour la Chine et pour le pays récipiendaire⁵.

¹« Une zone économique spéciale (ZES) est une région géographique dans laquelle les lois économiques sont plus libérales, c'est-à-dire plus avantageuses pour les entreprises, que celles pratiquées dans le reste du pays. Lorsqu'un gouvernement crée de telles zones, c'est généralement dans le but d'attirer les investissements étrangers. Pour cela, il met en place des mesures permettant aux entreprises de voir leurs coûts d'investissement, de financement et d'exploitation notablement réduits par rapport à un environnement économique « classique ». Ces mesures incitatives sont le plus souvent des réductions fiscales (par exemple création d'une zone franche sans taxes ni droits de douane), mais peuvent aussi être des aides directes à l'installation (par exemple instauration d'une prime à l'investissement, ou fourniture de terrains et de locaux à prix réduit) », www.ledicodelacreation.fr/.../Zone-Economique-Speciale_613.html, consulté 11/09/2015

² Gonzalez-Vicente R. The internationalisation of chinese state, *Political Geography*, Vol 30, Issue 7, septembre 2011, Pages 402–411, cite dans Dannenberg P., Kim Y., Scheller D. Chinese special economic zones in Africa: a new species of globalization, *African East-Asian affairs*, issue 2, june 2013, p. 04.

³ Martyn J.D. Special economic zones: chinesedevlopemnt model comes to Africa, *China into Africa: trade, aid and influence*, Rbertl.Rotberg : Massachusetts, 2008, p.141.

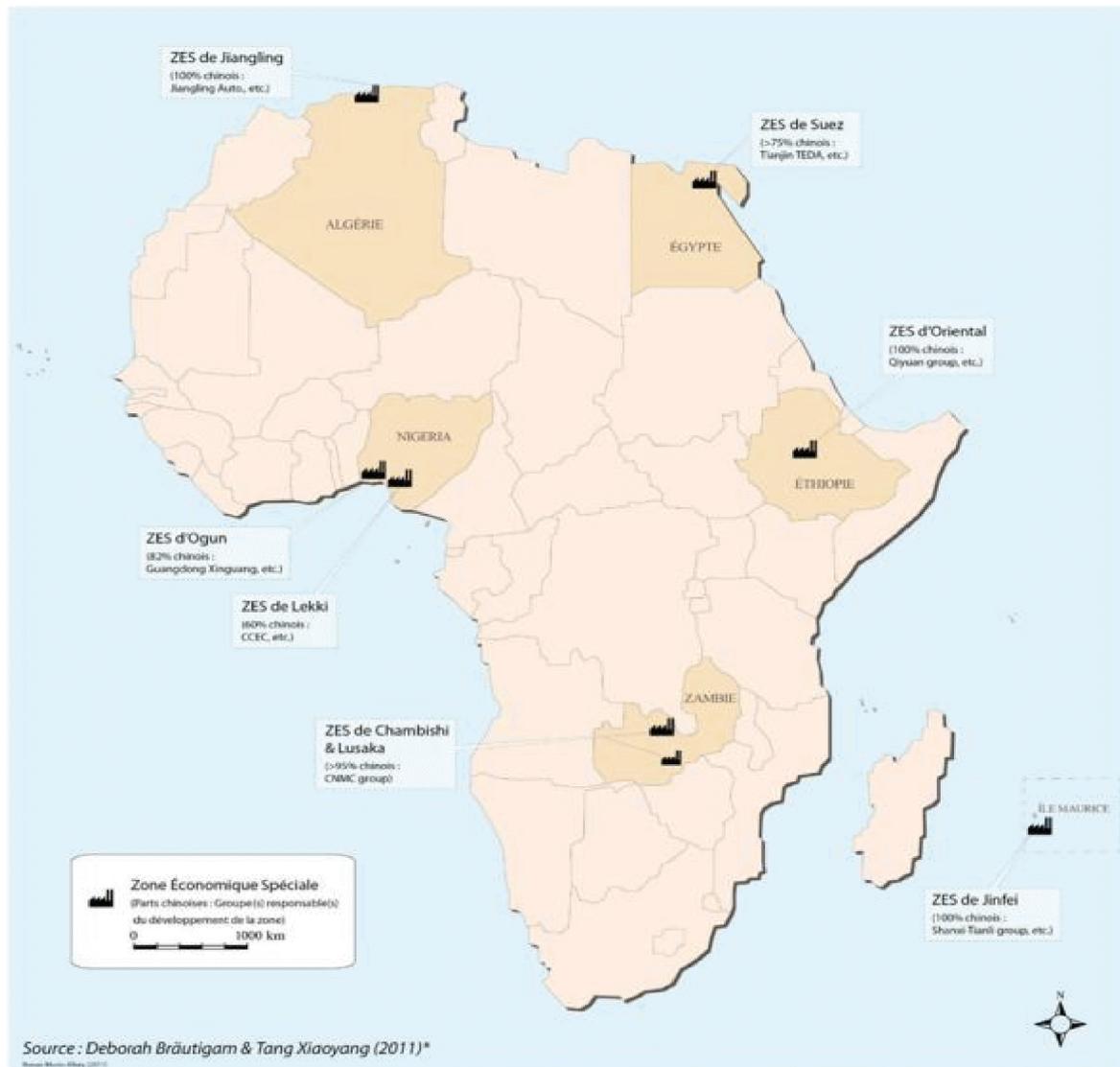
⁴ Hanauer L., Lyle J. Mo. Chinese engagement in Africa: drivers, reactions and implications for U.S policy, National security devision (RAND), 2014, p. 39.

⁵ Brautigam D., Tang X. China's invesment in special economic zones in Africa, World Bank, 15/12/2015, p.71.

Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

Sept zones économiques spéciales se trouvent, actuellement, dans différentes phases de réalisation à l'initiative du gouvernement chinois dans cinq pays africains. Cinq projets dans quatre pays se situent en Afrique Sub-saharienne et deux en Afrique du Nord: en Zambie (Chambeshi & Lusaka (East)), au Nigeria (Lekki&Ogun), en Ethiopie (Oriental), en Egypte (Suez), à l'île Maurice (Jin Fei) et en l'Algérie (Jiangling) (voir figure 37 et annexe 04).

Figure 37: Les zones économiques spéciales chinoises en Afrique



Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

Selon un article publié par l'ICSTD (International centre for trade and sustainable development) en 2011, ces zones présentent certaines particularités et ne sont pas conçues de manière à être conformes à un seul modèle :

« Lekki et Ogun [au Nigéria] sont les seules à bénéficier d'un apport en capital du pays d'accueil. La zone Chambishi en Zambie se distingue également comme étant la plus ancienne - ses débuts remontent à 2003 - tout en étant basée sur des ressources naturelles (cuivre). La sous-zone de Lusaka, actuellement en cours d'aménagement, sera cependant principalement un pôle de fabrication, tout comme les autres zones, à l'exception notable de la zone Jin Fei de l'île Maurice essentiellement tournée vers l'immobilier résidentiel et commercial¹ »

Au côté de ces sept zones, d'autres compagnies et gouvernements provinciaux chinois ont expérimenté l'établissement de parcs industriels et de zones de libre échange en Afrique. Plusieurs ont envoyé des propositions au Ministère du commerce mais ça n'a pas abouti. La plupart sont assez récentes, et leur expérience varie largement. Certaines ont échoué à leur début, d'autre par contre ont survécu et ont même réussi à se développer. Parmi ces zones, on peut citer la Guoji Industry and Trade Zone à Sierra Leone, Lishi-CSI Industrial Park au Nigéria, Linyi Industrial Park au Guinée, China Daheng Textile Industrial Park au Botswana, et le Shandong Xinguang Textile Industrial Park en Afrique du Sud².

Si la réalisation de ces zones se concrétise, l'Afrique tirera sans doute des avantages considérables, notamment, en matière de création d'emploi, de transfert technologique et de savoir-faire. Pas uniquement, puisque la construction des infrastructures que nécessite ces projets d'envergure va permettre de relier les marchés africains au reste du monde et entre eux pour ainsi favoriser l'intégration économique régionale du continent³.

¹Anchara V., Nowbusing B. Les zones économiques chinoises en Afrique favorisent-elles le développement? International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD), www.ictsd.org/.../eclairage-sur-les-négociations/.../les-zones-économique..., consulté le 15/09/2015.

²Brautigam D., Tang X. China's investment in special economic zones in Africa, op.cit., p.73

³Martyn J.D. Special economic zones : chinese development model comes to Africa, op.cit., p.138

Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

2-6-Le fonds de développement Chine-Afrique

Comme l'a remarqué Xinhua (2007) à l'assemblée de la Banque Africaine de Développement tenue en mai 2007 à Shanghai, le Conseil des Affaires de l'Etat chinois a approuvé la création d'un *Fonds de développement Chine-Afrique (China-AfricaDevelopmentFound- CADFund)* de 5 milliards de dollars géré par la Banque de développement de Chine afin d'assurer le développement, l'investissement et les activités économiques et commerciales en Afrique. Le fonds offre également le soutien aux pays africains dans le secteur agricole, industriel et énergétique ainsi que pour leurs infrastructures urbaines et leurs industries minières.

2-7-L'aide au développement

L'autre aspect, tout aussi important et qu'il convient d'évoquer lorsqu'on traite de la coopération économique sino-africaine est celui de l'aide au développement. Ce volet avec toutes les difficultés qu'implique son appréhension démontre une fois de plus la singularité des actions de la Chine et les vives réactions qu'elles déclenchent. De fait, l'aide au développement est un sujet délicat à manipuler à cause de l'ambivalence qui caractérise le concept avant même de l'étaler au cas de la Chine-Afrique. D'après le rapport de synthèse établi par la Division des partenariats et du développement des affaires en 2008 : « *Des euphémismes porteurs de valeurs tels que l'« aide étrangère » et des termes techniques précis tels que l'« aide publique au développement » sont souvent substitués maladroitement l'un à l'autre ; il est donc difficile de décrire l'aide au développement de manière qu'elle soit à la fois suffisamment englobante sur le plan conceptuel et analytiquement précise dans son application* »¹. Cet exercice se révèle d'autant plus difficile avec la multiplicité des acteurs, en particulier des pays émergents, qui aujourd'hui, n'adhèrent pas forcément aux normes préétablies par les bailleurs de fonds traditionnels, tel que celles du Comité d'aide au développement de l'OCDE, et dont Chaponniere, Comolet& Jaquet (2009) estiment que : « *le leadership, voire le quasi-monopole dans le domaine de l'aide publique au développement (APD) se trouve du fait contesté* »².

¹ DPAD (Division des partenariats et du développement des affaires). Les économies émergentes et l'aide au développement international (Rapport de synthèse), janvier 2008, p. 2.

²Chaponniere J.R., Comolet E., Jaquet P. Les pays émergents et l'aide au développement, *Revue d'économie financière*, Vol 95, N°95, p. 173.

Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

L'histoire de la Chine avec l'aide des pays en développement, en particulier des pays africains, remonte au milieu des années 1950. Cette dernière a connu des variations au fil du temps que ce soit en termes de montant, de nature ou bien de motivations. Elle a augmenté durant les années 1960 et 1970 et connu une baisse durant les années 1980, date à laquelle la Chine est devenue à la fois bénéficiaire au même temps bailleur de fonds¹. Jusqu'en 1995, l'essentiel de ses apports a consisté en dons et en prêts sans intérêts, depuis les prêts occupent la place la plus importante².

L'aide consentie par la Chine diffère de celle définie par le Comité d'aide au développement de l'OCDE (organisation de développement et de coopération économiques) connue sous le nom d'aide publique au développement³. Elle n'en fait d'ailleurs pas partie. Cette situation sème la confusion d'autant qu'elle ne lui fournit pas les données nécessaires pour étudier l'aide de la Chine. Il ne restera plus qu'à s'en remettre aux communiqués de presse et aux différentes statistiques publiées par le Ministère du commerce (MOFCOM).

Loin de faire l'unanimité, l'aide de la Chine, en particulier pour l'Afrique, partage l'avis des critiques, des chercheurs et des politiciens. Si certains voient en elle une véritable opportunité pour le continent africain, d'autres paraissent, en revanche, plus sceptique. Cependant, s'il y'a un point sur lequel ils s'accordent en évoquant l'aide de la Chine pour l'Afrique, c'est bel et bien sur sa rapide croissance et l'importance de la part reçue par l'Afrique en comparaison avec les autres bénéficiaires⁴(voir figure38).

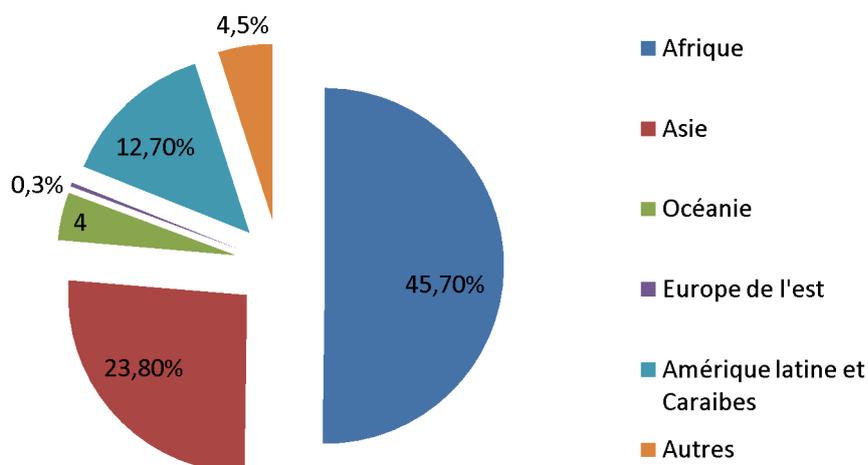
¹ DPDA (Division des partenariats et du développement des affaires). Les économies émergentes et l'aide au développement international : Le cas de la Chine, 2007, p. 07

²Chaponniere J.R., Comolet E., Jaquet P. Les pays émergents et l'aide au développement, op.cit., 174.

³AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT : « PRÊTS ou DONS accordés aux pays et territoires figurant dans la liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD et aux organisations multilatérales, par le secteur public, à des conditions financières libérales (dans le cas des prêts, l'ÉLÉMENT DE LIBÉRALITÉ doit être d'au moins 25 %) dans le but principalement de faciliter le développement économique et d'améliorer les conditions de vie dans des pays en voie de développement. Outre les apports financiers, l'aide englobe la COOPÉRATION TECHNIQUE. Les dons, prêts et crédits consentis pour des motifs militaires ne sont pas pris en compte», OCDE, Glossaire des principaux termes et concepts, dans *Coopération pour le développement : Rapport 2010*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/dcr-2010-42-fr>, consulté le 12/06/2015

⁴ ENDA CACID. La Chine : les faits et les chiffres. Evaluation des relations commerciales de l'investissement et de l'aide publique au développement, Dakar, Sénégal, novembre 2012, p. 54.

Figure 38: Part de l'Afrique dans l'aide de la Chine



Source : Livre blanc sur l'aide étrangère chinoise, publié par le Bureau d'information chinois du Conseil d'État, 2011, cité dans ENDA CACID. La Chine : les faits et les chiffres. Evaluation des relations commerciales de l'investissement et de l'aide publique au développement, Dakar, Sénégal, novembre 2012, p. 62

Qi Guoqiang, chercheur à la Chinese Academy of International Trade and Economic Cooperation (CAITEC), le think tank du Ministère du Commerce (MOFCOM) propose une typologie qui permet de clarifier les choses. Ce dernier stipule que l'aide chinoise est composée de dons, prêts sans intérêts, prêts à taux préférentiel¹ :

- Les dons (MOFCOM). Ils sont utilisés principalement pour aider les pays récipiendaires à réaliser de petits projets sociaux : hôpitaux, écoles, logements à bas coût, adduction d'eau potable, etc.
- Les prêts sans intérêts (MOFCOM). Ils ne sont pas forcément remboursés ; les autorités chinoises estiment qu'environ 90 % des dettes sont annulées.
- Les prêts à taux préférentiel pour des projets industriels et d'infrastructures. Ils sont mis en œuvre par l'Export-import Bank of China (Exim Bank) qui existe depuis 1995 : le gouvernement subventionne la différence entre le taux préférentiel et le taux de base de la banque centrale chinoise. Contrairement aux précédents, ces prêts sont impérativement

¹Qi G. Chine : Aide sans condition, *Courrier de la Planète* N°84 : Le temps des émergents, 2008, cité dans IDDRI (Institut du développement durable et des relations internationales). Bailleurs émergents et gouvernance mondiale de l'aide au développement : Où en est la Chine en Afrique ?, Iddri – Idées pour le débat N° 03/2008, p.03.

Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

remboursés ; les banquiers de l'Exim Bank, qui sont présents dès les premières étapes de la négociation de ces prêts, sont même particulièrement exigeants et vigilants à propos de la rentabilité financière des projets qu'ils financent. Le taux d'intérêt annuel et la période de remboursement varient en fonction des pays et des projets considérés ; en moyenne, il s'agit de prêts à 2 %, sur 10 ou 15 ans, sans période de grâce, et libellés en monnaie chinoise, yuan ou Renminbi (RMB)¹.

Parmi les mécanismes de coopération économique, qui ne relèvent donc pas de l'aide au sens strict, on peut citer un fonds de 5 milliards de dollars US, géré par la China Development Bank (CDB). Promis en 2006 par le gouvernement chinois lors du Sommet de Pékin du Forum de Coopération sino-africaine (FCSA), il est destiné à soutenir les entreprises privées chinoises qui veulent investir en Afrique.

Lors de la conférence sino-africaine de 2003, la Chine a annulé la dette de 10 milliard de dollars due par les pays africains bien avant que le G8 réuni en 2005 ait commencé à discuter de la fameuse initiative multilatérale de l'allègement de la dette (IMAD)². Les efforts de la Chine aspirant à aider l'Afrique ce sont poursuivis. Récemment, alors que se tenait le dernier Forum sur la coopération sino-africaine en date en Afrique du sud en décembre 2015, le président chinois Xi Jinping annonce que :

«... la Chine va fournir un soutien financier de 60 milliards de dollars d'aide financière, incluant 5 milliards de prêts à taux zéro et 35 milliards de prêts à taux préférentiels. Beijing offrira 60 millions de dollars d'aide à l'Afrique pour la mise en place de sa force de réserve, de réaction d'urgence et d'intervention rapide; la Chine va établir des centres de formation professionnelle et des collèges en Afrique, former 200.000 techniciens et fournir à 40.000 personnes des opportunités de formation en Chine... »³

Le plus souvent, cette aide de la Chine pour l'Afrique est fournie via des *package deals*, une sorte de troc négocié d'Etat à Etat. Dans les pays africains riches en ressources naturelles, le mode opératoire de ce type d'accords est relativement uniforme si bien qu'il est devenu plus fréquent de parler de *modèle angolais* pour caractériser cette relation.

¹Qi G., 2007. Chine : Aide sans condition, *Courrier de la Planète* N°84 : Le temps des émergents, op.cit, p.06.

² Rapport sur la coopération Sud-Sud. La coopération Sud-Sud: un défi pour le système de l'aide ? The reality of aid, IBON Books, 2010, p.38.

³<http://www.focac.org/fra/ltada/tsjsxtieit/>, consulté 10/01/2016

Chapitre III : La coopération économique sino-africaine

Conclusion

Les relations entre la Chine et l'Afrique se sont considérablement développées. Depuis sa création en 2000, le Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) a favorisé la collaboration stratégique, qui s'est traduite par une forte augmentation des initiatives diplomatiques et de coopération.

Le commerce Chine-Afrique a incontestablement contribué à la croissance économique de l'Afrique. Les exportateurs de matières premières ont notamment bénéficié d'une demande soutenue, accompagnée d'une hausse des prix des ressources naturelles qui ont gagné en compétitivité. Alors que la coopération commerciale Chine-Afrique entre dans une nouvelle phase, les perspectives de diversification des exportations sont bien réelles, notamment dans l'agriculture et les industries manufacturières. Forte de son expérience, la Chine pourrait aider les pays africains à s'atteler aux freins structurels et logistiques qui pénalisent la compétitivité de ces exportations.

L'engagement de la Chine en Afrique est non seulement marqué par des relations étroites d'échanges commerciaux mais également d'investissements. Pratiquement tous les pays d'Afrique reçoivent des investissements directs étrangers (IDE) chinois qui ne cessent de se diversifier. Si les industries pétrolières et minières persistent, la construction et les industries manufacturières représentent désormais une part de plus en plus importante. Les banques chinoises ont appuyé des investissements d'infrastructure à grande échelle sur le continent et plus de 2 000 sociétés chinoises, privées pour l'essentiel, opèrent actuellement dans des pays africains.

Chapitre IV

Chapitre IV : La coopération économique sino-algérienne

Introduction

La relation sino-algérienne trouve ses racines dans la glorieuse histoire de la Révolution. Depuis plus d'un demi-siècle, la Chine et l'Algérie s'accordent aide et soutien, sans jamais s'abandonner les uns les autres, même dans les moments les plus difficiles.

Dans les années 50, alors que les algériens se livrent à une lutte acharnée pour leur indépendance vis-à-vis des colonisateurs français, la nouvelle Chine, qui venait de voir le jour n'a pas tardé à témoigner de sa solidarité envers l'Algérie en lui fournissant armes, munitions et autre matériel. Le 22 septembre 1958, soit trois jours après la création du gouvernement provisoire algérien, le gouvernement chinois l'a officiellement reconnu avant d'établir des relations diplomatiques avec le régime temporaire trois mois plus tard, en signe de soutien à la lutte du peuple algérien contre le colonialisme et pour l'indépendance nationale. En contrepartie, la Chine n'aurait pas pu prendre son siège à l'ONU sans le soutien de l'Algérie, qui a joué un rôle crucial en lançant en 1956, avec d'autres pays amis, une proposition réclamant le retour de la Chine au Conseil de sécurité.

L'amitié sincère, la recherche du gain mutuel, le partage d'un passé commun et du principe de non-ingérence sont devenus le *leit motive* des responsables politiques chinois et algériens lorsqu'ils évoquent la relation entre leurs pays respectifs. La présence de la Chine en Algérie, de manière générale, se manifeste à travers la combinaison d'un certain nombre de caractéristiques qui font sa singularité. Parmi lesquels le rehaussement des relations bilatérales au rang de *partenariat stratégique global*. Ce qui serait, cependant, intéressant de comprendre est si, ce dernier, est réellement en passe de devenir un important contributeur à la diversification de l'économie algérienne.

Chapitre IV : La coopération économique sino-algérienne

Section 1 : Caractéristiques de la relation sino-algérienne

La relation sino-algérienne se distingue par l'existence de certaines caractéristiques qui font sa singularité. Elle est également animée par des enjeux qui poussent les deux parties à œuvrer ensemble pour sa consolidation dans le but d'atteindre leurs objectifs.

1-Des relations singulières

Les relations qu'entretient la Chine avec l'Algérie présentent certaines caractéristiques qui font sa singularité que ce soit parmi les pays africains ou bien arabes. Du moins de ce qui relève du financement des projets et de celui de l'armement¹.

L'Algérie, de fait, ne cherche pas à obtenir d'accord global incluant prêts, aide et services en échange d'un accès à des ressources stratégiques pour les entreprises chinoises. L'Algérie n'a pas de besoins pressants de financement et est plus intéressée par l'assistance technique et le transfert technologique en vue de favoriser son développement et la diversification de son économie. Ainsi cherche-t-elle- en priorité à financer elle-même ses projets. D'après le rapport de la Banque africaine de développement (BAD) de 2011, cette situation est imputable à : « *la crise pétrolière de 2003 qui a permis à l'Algérie d'accumuler des pétrodollars, dont elle s'est servie pour lancer de grands projets nationaux d'infrastructure, tout en garantissant sa stabilité économique grâce au renforcement des réserves de change* ² ». Cependant, cette situation risque de changer puisque l'Algérie pourrait, selon le ministre du commerce Bekhti Belaïd, contracter un prêt auprès de la Chine pour le financement de certains de ses grands projets³.

Dans le domaine militaire, elle ne demande pas des armes bon marché et bas de gamme, comme les autres pays en voie de développement qui absorbent l'excédent d'armes chinoises ainsi que les équipements militaires dont l'armée chinoise se défait. L'Algérie, au contraire, vise en priorité un matériel de haute technologie car elle veut faire de son armée l'une des plus modernes d'Afrique.

L'autre aspect qui fait la particularité de la relation sino-algérienne, cette fois ci en comparaison avec les pays arabes, est le rehaussement du niveau de leur relation bilatérale, le

¹ Pairault Th. China's economic presence in Algeria, 2015, p. 09, <https://halshs.archivesouvertes.fr/UMR-CCJ.2015>, consulté le 12/05/2015

² Banque Africaine de Développement (BAD). Investissements chinois et création d'emplois en Algérie et en Egypte, 2012, p. 09.

³ Guellil F. possible recours à l'emprun extérieur, selon Bakhti Bélaïd, *Le Courrier*, 20/10/2015, p. 04.

Chapitre IV : La coopération économique sino-algérienne

faisant passer d'un partenariat stratégique conclu en 2004, à un *partenariat stratégique global* en décembre 2013, à l'occasion du 55^{ème} anniversaire des relations diplomatiques sino-algériennes. Les deux pays ont rendu public un communiqué commun de presse stipulant que:

« Ce partenariat vise à intensifier le dialogue politique à tous les niveaux, à travers des mécanismes réguliers pour la coordination, la programmation et l'évaluation de la coopération bilatérale dans tous les domaines, et le renforcement de la coopération dans les domaines économique, scientifique, technologique, militaire et sécuritaire, outre le domaine spatial et l'élargissement du rapprochement culturel et social entre les deux peuples pour répondre leurs aspirations et servir les intérêts des deux pays»¹

Il s'agit du premier partenariat stratégique global qu'a conclu la Chine avec le monde arabe reflétant l'importance qu'accordent les deux pays à leur relation.

2-Enjeux de la relation sino-algérienne

L'Etat le plus vaste d'Afrique ou encore des pays arabes, abritant plus de 39 millions d'habitants, l'Algérie constitue un important débouché pour les produits chinois. Cela sans compter sur la richesse de son sous-sol, en particulier, en pétrole tant convoité. D'après le rapport *BP Statistical Review of World Energy (2015)*, elle compte 12 milliards de barils de réserves prouvées de pétrole, soit la quatrième position à l'échelle continentale après la Lybie, le Nigéria et l'Angola et les réserves de gaz prouvées les plus élevées en Afrique après le Nigéria avec respectivement 2,7% et 2,4% des réserves mondiales².

L'influence de l'Algérie à l'échelle du continent africain ne fait que croître, en témoigne le rôle prééminent qu'elle joue dans le maintien de la paix sur ce dernier. Le rapport publié par l'*International Crisis Group (2015)* stipule que: *« L'Algérie est en passe de devenir un intermédiaire indispensable de la stabilité en Afrique du Nord et au Sahel. Depuis le bouleversement régional de 2011, l'Algérie a joué un rôle important, parfois crucial, dans les*

¹Embassy of the People's Republic of China in the Democratic People's Republic of Algeria. La Chine et l'Algérie établissent les relations de Partenariat Stratégique Global, 25/02/2014, <http://dz.china-embassy.org/fra/xw/t1132178.htm>, consulté 02/10/2015.

²BP Statistical Review of World Energy, juin 2015, pp. 06-20, <https://www.bp.com/.../bp/.../energy.../statistical-review-2015/bp-statistical-r...>, consulté le 02/10/2015

Chapitre IV : La coopération économique sino-algérienne

crises politique de trois de ses voisins [en Lybie, au Mali et en Tunisie] »¹. Ça aussi la Chine la très bien compris et salue les efforts de l'Algérie qui partage avec elle les principes de la non-ingérence et le recours au dialogue plutôt qu'aux armes pour la résolution des conflits.

Avec une situation idéale, au cœur du Maghreb, l'Algérie constitue, également, un véritable pont entre la mer Méditerranéenne et l'Afrique Sub-saharienne. Un atout qui intéresserait la Chine qui souhaite mettre en œuvre un projet de grande envergure dit « *La nouvelle route de la soie* » initié par le président chinois Xi Jinping en 2013.

Concrètement, *La nouvelle route de la soie* comporte deux principaux axes, l'un continental et l'autre maritime. La partie continentale (ceinture) inclut des pays sur la route de la soie d'origine reliant l'Asie centrale à l'Europe, avec l'extension vers certaines parties de l'Asie du Sud. La Route de la Soie maritime du XXI^{ème} siècle vise, pour sa part, à investir et favoriser la collaboration en Asie du Sud, en Océanie et en Afrique du Nord (voir figure 39)

Figure 39: Les nouvelles routes d'influence chinoise



Source : <http://www.lopinion.fr/28-avril-2015/pekin-a-moyens-ambitions-23768> , consulté le 02/11/2015.

¹ International crisis group. L'Algérie et ses voisins, rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord, N°164/12, 2015, p. 02.

Chapitre IV : La coopération économique sino-algérienne

Le gouvernement chinois a publié un document intitulé *Construire ensemble la Ceinture économique de la Route de la Soie et la Route de la Soie maritime du XXI^e siècle – Perspectives et actions* où il explique que cette initiative va :

« [...] permettre à l'ancienne Route de la Soie de retrouver sa vitalité, de resserrer les liens des pays asiatiques, européens et africains sous une nouvelle forme et de porter leur coopération mutuellement avantageuse à un nouveau palier historique. »¹

Il maintient également que :

« L'accélération de la construction de la Ceinture et de la Route permet de promouvoir la prospérité économique des pays riverains ainsi que la coopération économique régionale, d'intensifier les échanges et l'inspiration mutuelle entre les différentes civilisations, et de favoriser le développement pacifique mondial. Il s'agit donc là d'une cause grandiose bénéfique à tous les peuples² »

L'Algérie soucieuse de diversifier son économie fortement dépendante des hydrocarbures (98% des exportations, 58% des recettes fiscales et 28% du PIB), soutient ce projet en vue des avantages que les deux parties pourront en tirer. Lors du Forum économique algéro-chinois tenu à Pékin le 28 avril 2015, le premier ministre algérien Abdelmalek Sellal a lancé un appel aux investisseurs chinois en les encourageant à venir investir en Algérie dans le but de contribuer dans différents domaines tout en mettant en avant la capacité de l'Algérie « grâce à sa situation géopolitique, son potentiel humain, la qualité de ses infrastructures de base ainsi que l'excellence de ses relations avec les pays arabes et africains la disponibilité » *« constituer une plateforme pour les investisseurs chinois souhaitant élargir leurs activités et pénétrer les marchés arabes, africains et méditerranéens »*³.

¹ Ambassade de la République Populaire de Chine en Algérie. *Construire ensemble la Ceinture économique de la Route de la Soie et la Route de la Soie maritime du XXI^e siècle – Perspectives et actions* Commission nationale du Développement et de la Réforme Ministère des Affaires étrangères Ministère du Commerce, 04/04/2015, <http://dz.china-embassy.org/fra/xw/t1252171.htm#>, consulté 02/11/2015

² Idem.

³ Said C., 2015. Forum économique algéro-chinois à Pékin, *HORIZONS*, p. 03.

Chapitre IV : La coopération économique sino-algérienne

Cette rencontre s'est soldée par la signature de plusieurs protocoles d'accord, contrats et mémorandum d'entente dans des domaines aussi divers que l'industrie, les mines, l'agriculture et le tourisme (pour plus de détails, voir l'encadré ci-dessous).

Encadré : 01

Algérie- Chine: signature de plusieurs protocoles d'accord, contrats et mémorandum d'entente

PEKIN- Quinze (15) protocoles d'accord, deux contrats et un mémorandum d'entente portant sur l'industrie, les mines, l'agriculture et le tourisme ont été signés mardi à Pékin à l'occasion du Forum économique algéro-chinois sur le commerce et les investissements.

Ces documents ont été signés en présence du Premier ministre, Abdelmalek Sella, qui effectue une visite officielle de quatre jours à l'invitation de son homologue chinois, Li Keqiang.

Ainsi, un protocole d'accord a été signé entre l'Entreprise d'exploitation des mines d'or (ENOR) et l'entreprise chinoise NFC portant sur l'exploitation des gisements d'or de Tirek et Tamesmessa (wilaya de Tamanrasset) et un autre entre la Société d'investissement hôtelier (SIH) et la China State construction engineering corporation (CSEEC) pour la création d'une société commune dans le domaine de la réalisation des infrastructures hôtelières et touristiques.

De son côté, l'entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) a signé un protocole d'accord avec le groupe chinois Konka dans le domaine de l'électronique, alors que la société BOMARE a signé un contrat de partenariat avec la SHENZHEN TCK TECHNOLOGY CO LTD pour de télévisions, tablettes et micro-ordinateurs.

Dans le domaine de la sidérurgie, la SAAC Moumtaza a signé un contrat de partenariat avec la Trangshan Xinhai Iron and Steel Co, LTD portant réalisation d'une aciérie, d'une unité de rond à béton et d'une autre de charpente métallique d'une capacité de 800.000 tonnes chacune.

En matière d'industrie mécanique, un protocole d'accord a été signé entre la Sarl ALGEMATCO et la LIUGONG Machinery Company pour la réalisation d'une unité de fabrication d'engins lourds, alors que le groupe Dendouni a signé avec la SHANTUI Construction Machinery pour la réalisation d'une unité de fabrication mécanique.

En outre, trois cimenteries seront réalisées dans les wilayas de Biskra, Djelfa et Adrar dont la dernière en partenariat entre une entreprise privée et une entreprise chinoise.

Par ailleurs, un protocole d'accord pour l'exploitation en partenariat d'une superficie de 5000 hectares a été signé entre la société agricole Sidi Moussa Agriculture moderne (ASMAM) la China Harbour Engineering Company.

APS, mardi 28 avril 2015

Chapitre IV : La coopération économique sino-algérienne

Section 2 : Analyse de la relation économique sino-algérienne

L'analyse de la relation économique sino-algérienne, tout comme l'analyse de la relation économique sino-africaine, se fera à travers les échanges commerciaux ainsi que les IDE de la Chine en Algérie.

1-Les échanges commerciaux Algérie-Chine

Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Algérie n'ont cessé de progresser ces dernières années. Cette évolution a eu pour conséquence une ascension de la RPC parmi les partenaires commerciaux de l'Algérie.

1-1-Evolution du volume des échanges commerciaux

Le volume des échanges commerciaux Chine-Algérie connaissent une importante progression ses dernières années¹. Il a atteint 10 milliards de \$US en 2014 contre 6,9 milliards \$US en 2011, soit un accroissement de 44%, d'après un rapport du FCE². Ce même rapport stipule, également, que la part de la Chine dans le commerce global de l'Algérie a également augmenté pour atteindre 8,3% en 2014 (voir tableau 08)

Tableau 08 : Variation du volume des échanges commerciaux Algérie-Chine

Volume des échanges (import+export) en millions de \$US	2011	2012	2013	2014
Global	120 736	122 242	120 002	121 286
Chine	6 915	8 562	9 178	10 014
Part (%) de la Chine dans Global	5,7%	7,0%	7,6%	8,3%

Source : CNIS (Données), FCE (calculs)

La place de la Chine dans le commerce extérieur de l'Algérie s'est, par conséquent, nettement améliorée. Les statistiques publiées par le Centre National de l'Informatique et des Statistiques (2015), démontrent que la Chine demeure le premier fournisseur de l'Algérie en s'accaparant de 15,97% des importations du pays de la même année, suivie de la France (10,52%) et de l'Italie (9,37%) (voir figure 40). Une place qu'elle a su garder depuis 2013, date à laquelle elle l'a occupée pour la première fois.

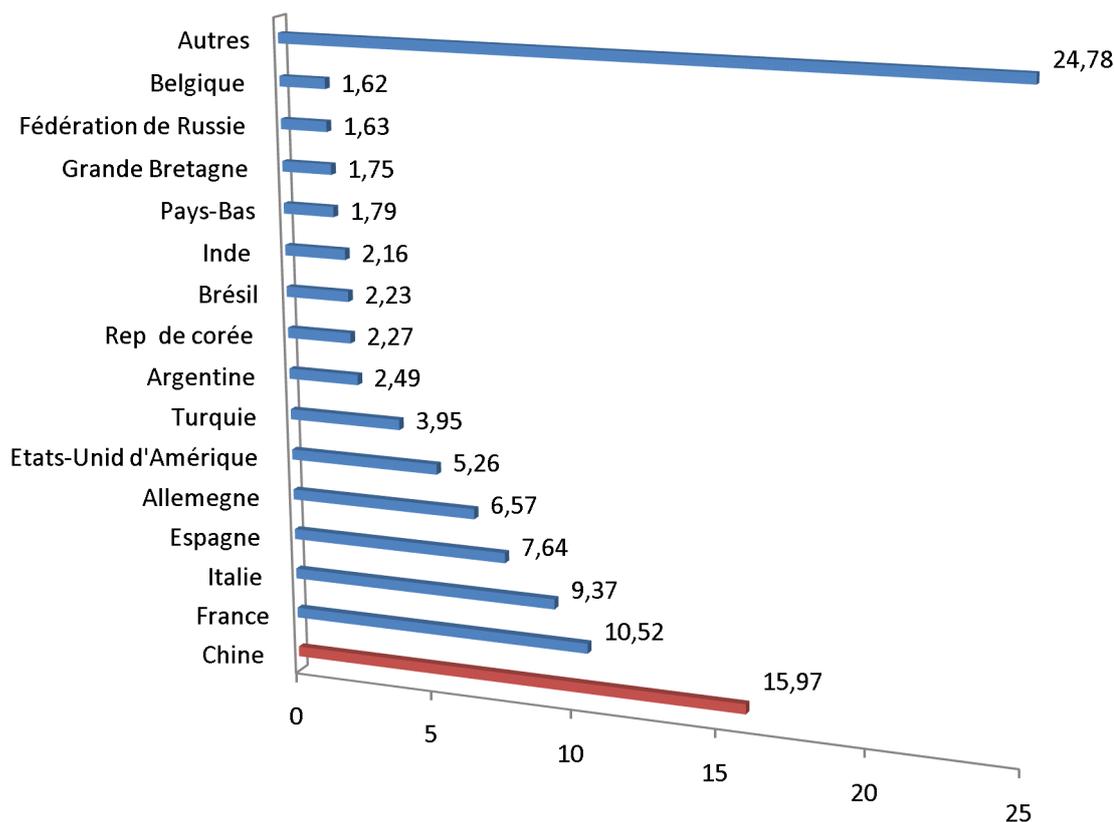
¹ Négligeable au début des années 2000, le commerce Algérie-Chine a été multiplié par 14 entre 2003 et 2012, augmentant de 0,6 à plus de 8 milliards \$US.

² FCE. Echanges commerciaux Algérie-Chine, avril 2015, p. 02

Chapitre IV : La coopération économique sino-algérienne

Les pays de l'Union Européenne demeurent les principaux partenaires de l'Algérie, avec les proportions respectives de 49,21% des importations et de 68,28% des exportations en 2015¹. Pour ce qui est des principaux fournisseurs, la France occupe le premier rang des pays de l'Union Européenne avec 10,52%, suivie de l'Italie et l'Espagne avec une proportion de 9,37% et de 7,64% du total des importations de l'Algérie au courant de la même année².

Figure 40 : Les dix principaux fournisseurs de l'Algérie en 2015 (part en %)



Source : Centre National de l'Informatique et des Statistiques (2015)

En tant que cliente de l'Algérie, la Chine occupait en 2014 la dixième place avec seulement 1,8 milliards de \$US. Un volume relativement faible comparé au 10 milliards de dollars \$US importé. Cette situation a pour conséquence un solde commerciale négatif en défaveur de l'Algérie. Ce dernier est passé de -2,525 milliards de \$US en 2011 à -6,380 milliards de \$US en 2014³.

¹Centre National de l'Informatique et des Statistiques 2015

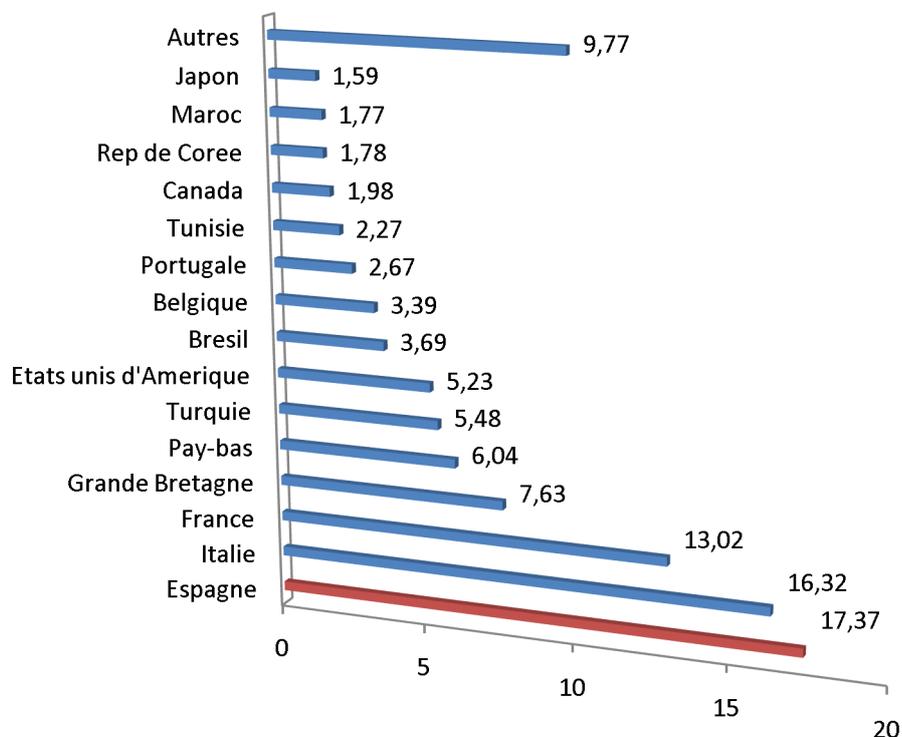
²Centre National de l'Informatique et des Statistiques 2015.

³FCE. Echanges commerciaux Algérie-Chine, op.cit.

Chapitre IV : La coopération économique sino-algérienne

En 2015, c'est l'Espagne qui figure en première position parmi les principaux clients de l'Algérie en 2015 (voir figure 41).

Figure 41 : Les dix principaux clients de l'Algérie en 2015 (part en %)



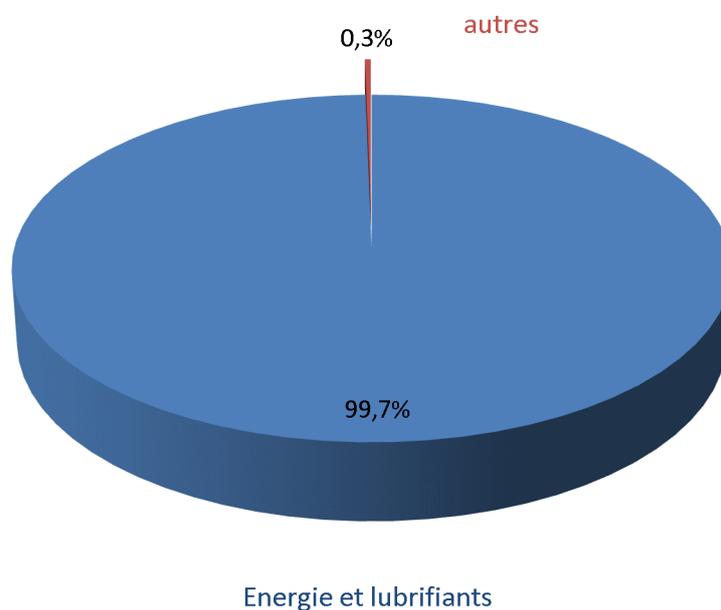
Source : Centre National de l'Informatique et des Statistiques (2015)

1-2-La structure des exportations

Le volume global des exportations algériennes est encore très largement dominé par les hydrocarbures (98%). La quasi-totalité des importations de la Chine à partir de l'Algérie est composée d'énergie et lubrifiants destinés à alimenter sa croissance économique. En 2012, elles ont constitué 99,7% des exportations de l'Algérie vers la RPC comme l'indique la figure qui suit. Le reste(0,3%) étant constitué de cuivre, de liège ainsi que de cuir¹.

¹Foreign Market Access Report 2006/Algeria, <http://www.china.org.cn/english/features/fmar/165795.htm#> , consulté 02/11/2015

Figure 42: Structure des exportations de l'Algérie vers la Chine (2012)



Source : CNIS (Données), FCE (calculs)

1-3-Structure des importations

En plus d'avoir enregistré une augmentation significative lui valant le titre de premier fournisseur du pays depuis 2013, les importations de l'Algérie en provenance de la Chine sont diversifiées. La RPC en tant qu'atelier du monde produit de tout, l'Algérie en revanche importe presque tout, tel qu'indiqué par le tableau ci-dessous. On a tendance à y retrouver, essentiellement, des biens d'équipement industriel constituant plus de la moitié (55%), des biens de consommation non alimentaires (25%) et des demi-produits (17%).

Chapitre IV : La coopération économique sino-algérienne

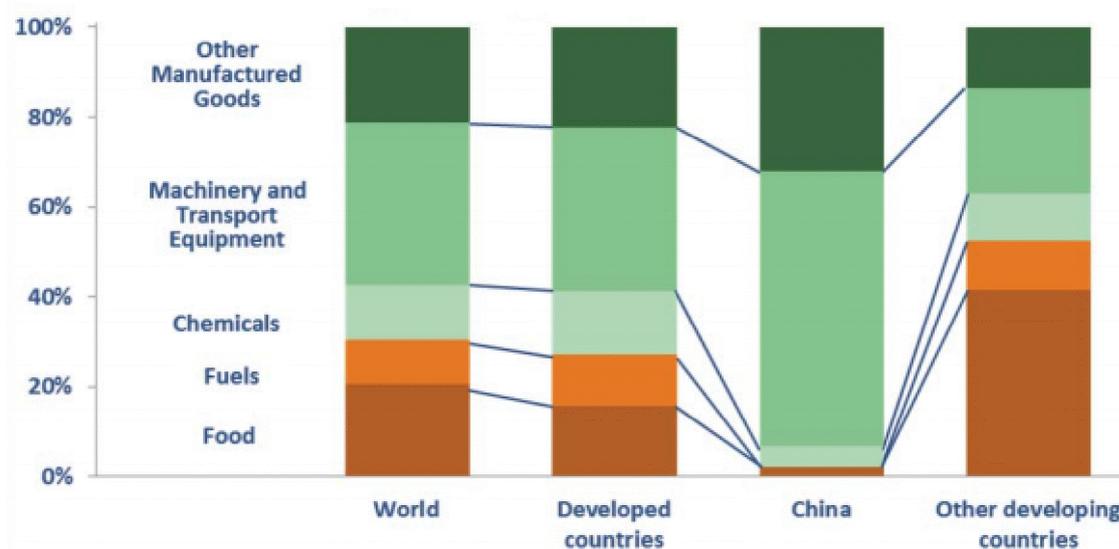
Tableau 09: Structure des importations par groupe d'utilisation (millions \$US)

GROUPES D'UTILISATION	2011		2012		2013		2014*	
	Val	%	Val	%	Val	%	Val	%
Biens d'équipements industriels	2 472	52%	3 253	55%	3 742	55%	4 535	55%
Biens de consommation non alimentaires	1 206	25%	1 523	26%	1 735	25%	1 938	24%
Demi produits	893	19%	1 011	17%	1 146	17%	1 505	18%
Alimentation	117	2%	116	2%	138	2%	134	2%
Biens d'équipements agricoles	27	1%	31	1%	38	1%	50	1%
Produits bruts	25	1%	31	1%	36	0%	35	0%
TOTAL	4 740	100%	5 965	100%	6 835	100%	8 197	100%

Source : CNIS (Données), FCE (calculs)
2014* : Résultats provisoires

Cette structure ne diffère pas de celle des exportations de la Chine vers les autres pays africains (voir chapitre III). Sa comparaison, en revanche, avec la structure des importations en provenance d'autres groupes de pays révèle l'existence de certaines différences, dès lors que les principaux biens qu'ils fournissent ne sont pas du même type (voir figure 43).

Figure 43 : Importations de l'Algérie en 2012



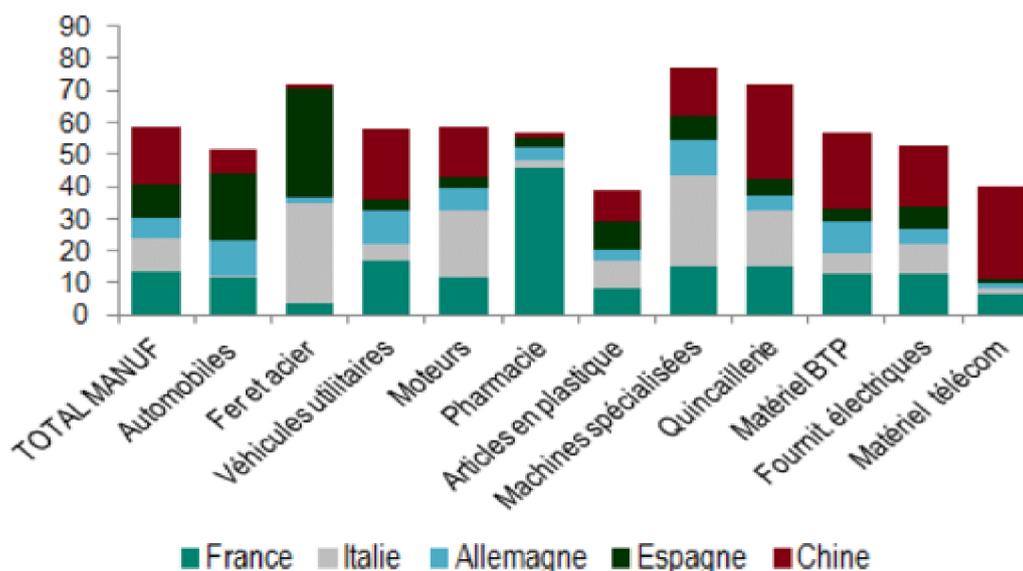
Source: Pairault Th. China's economic presence in Algeria, op.cit, p. 5.

Chapitre IV : La coopération économique sino-algérienne

Il en ressort de la figure ci-dessus que les importations de l'Algérie à partir des autres pays en voie de développement sont composées de plus de 51% de produit primaires (produits alimentaires à 40,5% et des carburants à 10,5%), au moment où les importations de Chine sont faite presque exclusivement de produits manufacturé et de produits chimiques y compris. Les importations à partir des pays développés, de leur part, présentent une répartition plus uniforme.

En Algérie, le recul de la part du marché française se manifeste sur toutes les branches, excepté les produits pharmaceutiques (figure44). Il est particulièrement marqué sur l'automobile, première catégorie d'importations algériennes en 2013 : dans ce secteur, la part de la France tombe sur les dix ans de 66 % à moins de 12 %. Au-delà des variations qui peuvent sensiblement modifier les parts de marché annuelles dans ce secteur, on observe en effet une tendance de fond : l'arrivée sur le marché algérien d'un grand nombre d'exportateurs automobiles, européens ou asiatiques. Sur les véhicules utilitaires et les moteurs, la France résiste un peu mieux, mais elle est tout de même dépassée par la Chine, comme elle l'est dans la quincaillerie, le matériel de BTP, les fournitures électriques, le matériel de télécommunication. En moyenne, pour l'ensemble des produits manufacturés, la part de la Chine triple sur le marché algérien pour atteindre 18 % en 2013 (contre 13,5 % pour la France).

Figure 44 : Cinq premiers exportateurs de produits manufacturés vers l'Algérie en 2013 – Parts de marché sur les 11 premières branches



Source : CEPPII, Base de données CHELEM, <http://www.cepii.fr/BLOG/bi/post.asp?IDcommuniqué=365>, page 04.

Chapitre IV : La coopération économique sino-algérienne

Les groupes chinois de construction qui dominent le secteur du BTP et du logement (ils remportent la grande majorité des contrats de construction) se fournissent en Chine. Par ailleurs, à la faveur de la libéralisation commerciale engagée dans les années 1990 et de l'augmentation des ressources tirées des hydrocarbures, les réseaux commerciaux sino-algériens constitués dès les années 1980 par les marchands à la valise se sont rapidement développés puisque les valises se sont transformées en containers.

2-Les investissements directs étrangers

Avant de s'intéresser aux investissements directs étrangers de la Chine en Algérie, il est impératif de commencer par dégager les traits caractéristiques de l'investissement direct étranger en Algérie de manière générale, notamment, en termes de législation, de flux et de stock, mais également, de répartition sectorielle.

2-1-Aperçu général sur les investissements directs étrangers en Algérie

2-1-1-Le cadre juridique de l'investissement en Algérie

Le régime applicable aux investissements réalisés dans les activités économiques de production de biens et de services, en Algérie, est régi par les dispositions de l'ordonnance n°01-03 du 20août 2001, modifiée et complétée. Celle-ci couvre aussi bien les investissements nationaux qu'étrangers et considère comme étant un investissement :

« Les acquisitions d'actifs qui entrent dans le cadre de création d'activités nouvelles ou qui sont susceptibles d'étendre les capacités de production, de réhabiliter ou de restaurer l'outil de production ; la participation dans le capital des entreprises (sous forme d'apports en nature ou en numéraire) ; les reprises d'activités dans le cadre d'une privatisation totale ou partielle »¹

Autrement dit, La notion d'investissement couvre l'investissement de création qui suppose la réalisation nouvelle d'une entreprise, d'une usine ou d'un atelier produisant des biens et/ou services, l'investissement d'extension de capacité qui consiste à doter une entité économique de moyens matériels susceptibles d'induire une augmentation de la production et corrélativement des revenus plus importants, l'investissement de réhabilitation ou de restructuration par l'entremise duquel l'opérateur économique reprend une société en engageant de nouveaux apports.

¹ KPMG. Guide investir en Algérie 2015.

Chapitre IV : La coopération économique sino-algérienne

Par ailleurs, le code des investissements, réformé en août 2001, a offert une série d'avantages fiscaux, il s'agit notamment de l'application du taux réduit en matière de droits de douane pour les équipements importés dans le cadre de la réalisation de l'investissement, de l'exonération de l'impôt sur le bénéfice annuel, de l'impôt sur le revenu global ou encore de la franchise de TVA (Taxe sur Valeur Ajoutée) sur les biens et services, cet arsenal devra joué un rôle majeur dans le retour des investisseurs étrangers et l'amélioration du climat des affaires.

Il n'en demeure pas moins que le code de l'investissement en Algérie garantit l'égalité de traitement des investissements posée par l'article 14 alinéa 1 stipulant que : « *Les personnes physiques et morales étrangères reçoivent un traitement identique à celui des personnes physiques et morales algériennes, eu égard aux droits et obligations en relation avec l'investissement* »¹. Ce qui devrait constituer un autre élément encourageant pour l'afflux des IDE vers l'Algérie. A ce sujet, le rapport annuel du CeSPI sur la fiance et le développement en Afrique (2009) stipule qu' : « *On considère, d'ailleurs, que dans les pays de la rive Sus de la méditerranée, que l'Algérie possède le Code des investissements le moins discriminant à l'égard des étrangers* »².

La règle dite des 51-49% instaurée par la loi de finances complémentaire pour 2009 est l'autre jalon incontournable qui régit les investissements étrangers en Algérie. Elle est prévue par l'alinéa 2 de l'article 4bis du code de l'investissement selon laquelle :

*« Les investissements étrangers ne peuvent être réalisés que dans le cadre d'un partenariat dont l'actionnariat national résident représente 51 % au moins du capital social. Par actionnariat national, il peut être entendu l'addition de plusieurs partenaires »*³

Pour ainsi dire, elle inscrit le partenariat comme modalité unique pour tout établissement des investissements étrangers tout en imposant que les résidents algériens soient majoritaires. L'objectif du gouvernement étant de préserver le patrimoine économique algérien tout en accordant la priorité au développement de l'économie locale. Loin de ravir les investisseurs étrangers potentiels, cette règle est accusée de constituer un véritable frein pour le développement de l'investissement étranger en Algérie. Cette répartition du capital social ne joue pas en leur faveur non seulement en termes de répartition des profits mais aussi, et

¹KPMG. Guide investir en Algérie 2015, p.06.

² Barka Z.M. Annual report on international finance and development in Africa: Algérie, CeSPI, 2009, p. 11.

³Code des investissements (mis à jour de la loi de finances complémentaire pour 2009) Ordonnance n°01-03, 20 août 2001, Algérie, p. 02, www.Droit-Afrique.com, consulté le 11/11/2015

Chapitre IV : La coopération économique sino-algérienne

également, en matière de gouvernance et ce que cela implique en matière de prise de décision. La règle des 49-51% complique la tâche des investisseurs étrangers dans la mesure où elle corse davantage cet exercice en leur imposant un défi supplémentaire à savoir trouver le partenaire local idéal.

2-1-2-Les flux entrants

Les flux des IDE en Algérie ont, malgré leurs fluctuations, connu une augmentation significative, ces dernières années. Cela renvoie aux efforts consenti par le gouvernement algérien en matière de réforme et d'ouverture de l'économie nationale. Récemment, en 2012, ils ont connu une importante baisse de 43% en conséquence du faible dynamisme des IDE mondiaux (-18,2% par rapport à 2011). Après quoi ils ont augmenté de 52% en 2013, avant de connaître une nouvelle fois un recul de 44% l'année suivante (voir figure 45)

Figure 45 : Evolution des flux d'IDE vers l'Algérie (millions USD, 2000-2014)



Source : Base de données CNUCED 2015

D'après le dernier rapport de la CNUCED sur l'investissement dans le monde(2015) : « En 2014, l'Algérie a vu ses flux d'IDE diminués presque de moitié par rapport au niveau de l'année précédente en raison d'une baisse de 87% des investissements greenfield annoncés »¹. Au-delà de la baisse des flux des IDE mondiaux la même année (-16%)², cette situation est imputable à des facteurs internes. En effet, la sanglante prise d'otage sur le site

¹ UNACTED. World investment report : Reforming international investment governance 2015, p. 34

² Idem, p. ix

Chapitre IV : La coopération économique sino-algérienne

gazier d'In-Amenas a contribué à la détérioration de la qualité du climat des affaires en Algérie qui occupe la 154^{ème} place sur 189 pays selon le rapport *Doing Business* de la Banque mondiale 2015. Cependant, l'insécurité n'est pas la seule explication. Il faut dire que l'effondrement du prix du pétrole conjugué à une hausse constante de la consommation domestique¹ a sans doute eu une incidence majeure sur le revenu de l'Etat et à contraindre le gouvernement à se passer de nombre de projets.

Sur le plan régional, l'Afrique du Nord a compté pour 51,1% des flux d'IDE vers toute l'Afrique en 2014 contre seulement 19,1% en 2013 (voir figure 46). A vrai dire, l'Algérie n'a pas su tirer profit de cette vague d'augmentation et on ne peut pas dire autant de ses voisins. L'Egypte, l'un des principaux bénéficiaires, a vu ses flux d'IDE augmenter de 14% pour atteindre 4,8 milliards de dollars US. Le Maroc, pour sa part, a reçu 3,6 milliards de dollars US de flux, soit une augmentation de 8,6% par rapport à 2013².

Figure 46 : Montant des IDE entre 2004-2014 (en %)



Source: EY's attractiveness survey Africa 2015 Making choices, p.12.

A l'échelle du continent africain, l'Algérie se classe à la 12^{ème} place en termes de flux d'IDE en 2014. Les premiers destinataires étant l'Afrique du sud (5 712 millions de dollars US), le Congo (5 502 millions de dollars US) et le Mozambique (4 902 millions de dollars US)³. En ce qui concerne le nombre de projets d'IDE, c'est l'Ethiopie qui prend la tête du

¹ « La consommation domestique est passé de 23 à 32 milliards de mètres cubes pour le gaz et de 250000 à 386000 b/j pour le pétrole », Augé B. L'Algérie, un Etat pétrolier en danger, IFRI, juin 2015, p. 01

² Idem.

³ Base de données CNUCED 2015

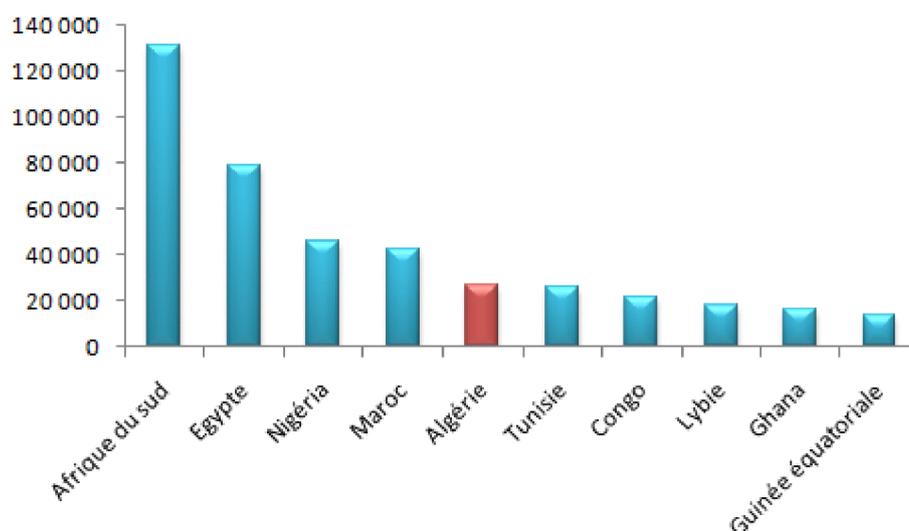
Chapitre IV : La coopération économique sino-algérienne

classement avec 88,2% de projets en plus, suivie de l’Egypte (61,4%), du Maroc (52,3%) et du Mozambique (47,1%), l’Algérie, quant à elle, a vu sa part dans les projets IDE diminuer de 18,8%¹.

2-1-3-Le stock des IDE

Le stock des IDE de l’Algérie s’est élevé à 26 786 millions de dollars US en 2014, soit une progression de 6,88% par rapport à 2013². Au niveau du continent africain, l’Algérie occupe la cinquième position. Cependant son stock reste relativement faible en comparaison avec les pays la précédant dans le classement. Par exemple, il ne représente que 20% du stock d’IDE de l’Afrique du sud qui est de l’ordre de 131 531 millions de dollars US ou encore 34% de ceux de l’Egypte (voir figure 47)

Figure 47: Les 10 pays ayant les stocks d’IDE les plus élevés en Afrique en 2014 (millions de dollars US)



Source: Base de données CNUCED2015

La série de mesures protectionnistes prises par le gouvernement algérien dont la nouvelle règle relative aux IDE imposant une participation majoritaire algérienne de 51% est un des facteurs qui découragent les IDE. De même la corruption, les lourdeurs bureaucratiques, l’accès au foncier, la faiblesse du secteur financier, la largeur du secteur

¹EY’s attractiveness survey Africa 2015 Making choices, p.14

²Base de données CNUCED 2015

Chapitre IV : La coopération économique sino-algérienne

informel et l'insécurité juridique relative aux droits de propriété intellectuelle sont des freins à l'investissement.

Cependant, le gouvernement algérien s'est officiellement engagé dans la libéralisation économique et continue à solliciter l'investissement étranger. Sa volonté ne se manifeste pas seulement sur le plan législatif, la réorientation des IDE sur le marché domestique à travers la multiplication des projets de développement des transports et des infrastructures en est sans doute une preuve supplémentaire. Entre 2010 et 2014, l'Etat algérien a investi plus de 286 milliards USD dans le développement des infrastructures, faisant du marché local un marché suffisamment rentable pour les firmes ayant pour but de surmonter les difficultés et explorer de nouvelles opportunités¹

2-1-4-Part des IDE dans l'investissement total

A partir du tableau ci-dessous on peut déduire que le nombre de projets émanant des IDE réalisés selon l'Agence Nationale de Développement des Investissements (ANDI), leur montant ainsi que le nombre d'emplois créés durant la période s'étalant entre 2002 et 2012 restent relativement faibles en comparaison avec les investissements locaux qui représentent tout de même 99% des projets réalisés, 68% du montant total et 86% des emplois créés.

Tableau 10: Répartition des projets d'investissement réalisés selon l'origine des capitaux(2002-2012)

Origine des capitaux	Nombre de projets	%	Montant en millions de DA	%	Emplois	%
Investissements locaux	31 594	99%	1 743 783	68%	256 165	86%
Investissements étrangers	410	1%	803 057	32%	42 959	14%
Total	32 004	100%	2 546 840	100%	299 116	100%

Source : Statistiques de l'Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI)

¹U.S. Department of State: 2014 Investment Climate Statement, June 2014, p. 01.

Chapitre IV : La coopération économique sino-algérienne

2-1-5-La répartition sectorielle des IDE

La répartition sectorielle des IDE en Algérie, quant à elle, permet de mettre en évidence la place prépondérante occupée par le secteur des industries qui compte tout de même pour plus de la moitié du nombre de projets réalisés entre 2002 et 2012 et 74% de leur montant total, suivi par le secteur des services et du BTPH (voir tableau 11)

Tableau 11: Répartition des projets d'investissements étrangers réalisés par secteur d'activité (2002-2012)

Secteurs d'activité	Nombre de projets	%	Montants en millions de DA	%
Industries	220	56%	599 200	74%
Services	97	23%	167 118	21%
BTPH	63	15%	12 082	1%
Transport	16	4%	3 991	0%
Agriculture	6	1%	887	1%
Santé	5	1%	6 192	0%
Tourisme	3	1%	13 587	2%
Total	410	100%	803 057	100 %

Source : Statistiques de l'Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI)

3-Les IDE de la Chine en Algérie

Le rapport du département d'Etat américain sur l'investissement en Algérie (2015), montre sa tendance à diversifier ses partenaires et se tourne davantage vers le Etats-Unis et l'Asie, et se détache progressivement de ses partenaires traditionnels européens en raison de la récession économique que traverse le continent actuellement¹. Le tableau 12 rend compte de cette situation puisque il permet de constater un regain d'intérêt, notamment, pour les pays du Golf, en particulier le Koweït qui se place en tête des pays émetteur d'IDE en Algérie avec 23% du total. La part de la Chine, quant à elle, et malgré sa situation en septième position est d'autant faible puisqu'elle ne représente que 4%.

¹ US. Department of State. Algeria investment climate statement, may 2015, p. 06.

Chapitre IV : La coopération économique sino-algérienne

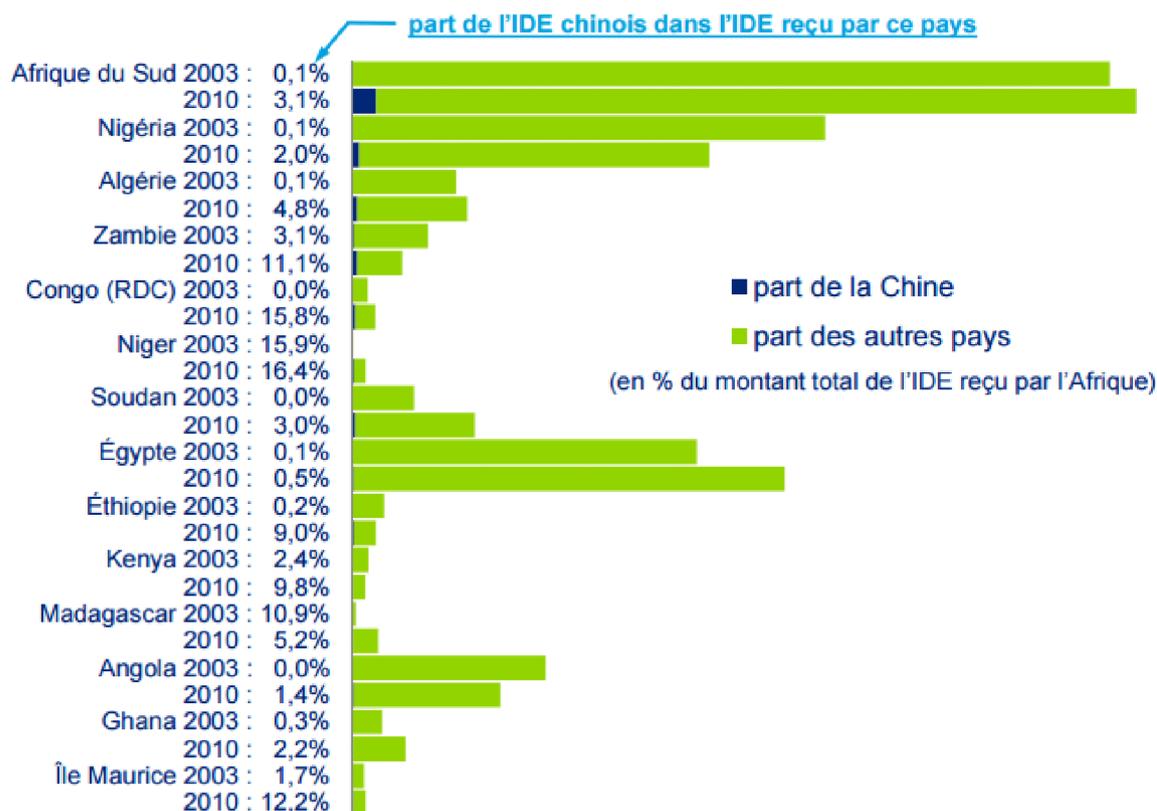
Tableau 12: Classement des IDE en Algérie par pays en 2012

Les pays investisseurs	2012, en %
Koweït	23,0
Espagne	17,0
Egypte	17,0
États-Unis	13,0
France	7,0
Arabie Saoudite	6,0
Chine	4,0

Source : ANDI, cité dans Les investissements en Algérie - TRADE Solutions BNPParibas, 17/09/2015, p.01.

Quant au stock des IDE de la Chine en Algérie, en dépit d'une troisième position à l'échelle du continent africain, est tout aussi faible malgré une progression de 0,1% à 4,8% entre 2003 et 2010 (voir figure 48)

Figure 48 : Stocks d'IDE 2003 & 2010 -14 pays recevant 90% de l'IDE chinois en Afrique (2010)



Source :Pairault Th. L'investissement chinois en Afrique, Deloitte, 2012, p. 11.

Chapitre IV : La coopération économique sino-algérienne

L'Ambassadeur de la PRC Yang Guangyu en évoquant la question des IDE de la Chine en Algérie a mis l'accent sur la progression qu'ils ont connu récemment et déclare ceci :

« Selon les statistiques la Chine a investi en Algérie 1,5 milliard de dollars notamment dans le secteur de hydrocarbures où nous avons de grandes sociétés présentes en Algérie. Pour cette année, de janvier à décembre ; les investissements chinois en Algérie ont atteint 580 millions de dollars, sont une croissance de 189% »¹

L'augmentation des IDE de la Chine en Algérie est accompagnée d'une augmentation du nombre d'entreprises chinoises qui y sont présentes. D'après le président du FCE (Forum des Chefs d'Entreprise), Ali Haddad : *« le nombre des entreprises chinoises a augmenté de 25% en trois ans seulement, celles-ci sont passées de 635 entreprises en 2011 à 793 en 2014[...] et actives en majorité dans les infrastructures de base (logement, BTP, hydraulique, rail...), la téléphonie et dans le commerce »²* (voir annexe VI). Ceci dit, c'est la France qui compte le plus grand nombre d'entreprises en Algérie. La Chine arrive en troisième position après la Syrie (voir le tableau 13)

Tableau 13 : Les entreprises étrangères présentes en Algérie en 2014

Pays	Nombre d'entreprise	Part en %
France	1893	20,5
Syrie	1120	12
Chine	793	9,6
Turquie	737	8
Tunisie	592	6,4
Autres	5135	43,5
Total	9224	100

Source : Statistiques du CNRC (2014), cité dans Elyas Nour. Les entreprises françaises sont les plus présentes en Algérie, *ALGERIA FOCUS*, 01/03/2015.

¹Izouaouen N. Yang Guangyu, Ambassadeur de la République Populaire de Chine « Nous avons une relation privilégiée avec l'Algérie, *L'Econews*, 31/01/2015, www.leconews.com/.../nous-avons-une-relation-privilegiee-avec-l-algeri... , consulté le 24/09/2015

²Rabhi M., 2015. L'Algérie va faire appel à l'argent chinois, *Liberté*, 18/10/2015

Chapitre IV : La coopération économique sino-algérienne

Lors du colloque internationale qui s'est tenu en 2015 à l'université de Constantine 2, intitulé *'La Chine en Algérie : entre économie mondialisée et développement local'*, Thierry Pairault, directeur de recherche au CNRS au Centre d'Etude sur la Chine moderne et contemporaine de l'Ecole des Hautes études en Sciences Sociales (EHESS), a constaté que : « *18 des 400 plus grandes entreprises publiques chinoises sont présentes en Algérie*¹».

¹ Benachour K. Les relations sino-algériennes en débat, *Horizon*, 10 mai 2015

Chapitre IV : La coopération économique sino-algérienne

Conclusion

Impulsée par la forte volonté politique des deux parties, la relation sino-algérienne a atteint le rang de partenariat stratégique global. Que ce soit au niveau bilatéral ou encore dans le cadre du Forum sur la coopération économique sino-africain et du Forum économique et commercial Chine-pays arabes, les deux pays activent ensemble pour la concrétisation du principe gagnant-gagnant.

Jusqu'à présent la relation sino-algérienne semble profiter davantage à la partie chinoise. En effet, malgré une forte augmentation des échanges commerciaux, la balance commerciale de l'Algérie penche largement en faveur de son partenaire chinois. Le volume des IDE de la Chine sont relativement faibles, en dépit de la forte augmentation qu'ils ont connue en 2014 (189%). Le Forum économique algéro-chinois à Pékin (2015) était l'occasion pour les responsables politiques algériens d'insister sur l'importance de redonner une nouvelle orientation aux relations économiques entre les deux parties en manifestant leur fort soutien aux investissements chinois dans divers domaines.

Le projet de « *La nouvelle route de la soie* » initié par le président chinois Xi Jinping en 2013 conjugué à la volonté de l'Algérie de constituer une plateforme pour les investisseurs chinois aspirant à pénétrer les marchés arabes, africains et méditerranéens va sans doute contribuer au rééquilibrage de la relation Chine-Algérie.

Conclusion générale

Conclusion générale

L'objectif de notre travail de recherche est de montrer l'impact de la nouvelle approche de la Chine en matière de coopération économique avec l'Afrique sur le développement de cette dernière. En effet, l'émergence de la Chine en tant qu'acteur incontournable sur la scène internationale semble offrir de nouvelles perspectives pour le développement du continent noir.

A travers cette étude nous avons tenté de relever les principales caractéristiques de la relation sino-africaine en mettant l'accent sur le domaine de la coopération économique à travers les échanges commerciaux, les investissements directs étrangers tout en nous intéressant particulièrement au cas de l'Algérie.

Avant de faire un état des lieux de la coopération économique sino-africaine, nous avons commencé par esquisser une vue d'ensemble de la Chine en tant qu'économie de dimension mondiale, un passage inévitable dans le sens où il aide à mieux comprendre ce soudain intérêt de la Chine envers l'Afrique. Ayant multiplié les succès économiques depuis l'application de la réforme initiée par Deng Xiaoping en 1979, la Chine n'a pas mis beaucoup de temps à comprendre que sa stabilité interne et le maintien de son rang dans le monde sont intimement liés à son développement économique qui dépend, pour sa part, de sa capacité à diversifier et sécuriser ses sources d'approvisionnement en matières premières, notamment énergétiques, tout autant que la recherche des débouchés pour écouler ses produits. Et c'est dans un tel contexte que Pékin a décidé d'initier un partenariat stratégique avec l'Afrique.

Nous avons par la suite retracé la ligne d'évolution de la politique africaine de la Chine afin de mieux expliquer la nature ainsi que les enjeux de la relation sino-africaine. Portée par des intérêts idéologiques au premier abord, la politique africaine de la Chine connaît ensuite, tout comme sa politique étrangère de manière générale, une mutation importante l'orientant vers le pragmatisme et la primauté de l'intérêt économique. Que ce soit par la voie multilatérale (le Forum sur la coopération sino-africaine) ou par la voie bilatérale (avec une tendance à privilégier cette dernière), la Chine développe un discours fraternel et rassurant qui se fonde sur le partage d'une histoire commune de lutte contre le colonialisme ainsi que l'appartenance à un même groupe de pays, celui des *Pays en voie de développement*. Grâce à ses promesses de respect des souverainetés, la recherche du gain mutuel, l'égalité de traitement, la Chine a réussi à gagner la sympathie de nombreux dirigeants africains qui voient en elle une opportunité après l'échec du modèle occidental inadapté au contexte africain puisqu'il a été incapable à relever le défi que constitue le développement du continent.

Conclusion générale

Dans le troisième volet de ce travail, l'attention a été portée sur la coopération économique sino-africaine, proprement dite. L'analyse de la relation économique Chine-Afrique nous a permis de conclure que les rapports économiques qui se sont tissés entre les deux parties relèvent de la configuration Nord-Sud, malgré l'attachement de la Chine à promouvoir la coopération Sud-Sud comme cadre opérationnel. En effet, même si on reconnaît à la Chine ses nombreux investissements dans le domaine des infrastructures, ceux-ci sont pour l'essentiel destinés au secteur minier et pétrolier et ce en dépit d'un effort d'orientation ces dernières années vers les industries manufacturières. Leur mode de financement connu sous le nom de *modèle anglais* ou encore *package deal* basé sur l'échange des ressources naturelles contre le financement constitue un véritable danger dans le sens où il risque d'enfoncer un peu plus les pays africain dans le cercle vicieux de l'endettement. Sur le plan des échanges commerciaux, la majorité des pays africains entretient une balance commerciale déficitaire vis-à-vis de la Chine, en particulier les pays pauvres en ressources naturelles. Au niveau de la structure des exportations des pays africains, les ressources naturelles occupent la part du lion. Tout porte donc à croire en une exploitation de la Chine du continent noir pour répondre à ses impératifs de croissance. En d'autres termes, cette étude nous a permis de constater que la coopération économique sino-africaine, malgré son recours à des méthodes dites différentes de celle des anciens partenaires de l'Afrique, poursuit les mêmes finalités en l'occurrence l'exploitation des ressources naturelles de l'Afrique. Ce qu'il y'a à en tirer de positif, en revanche, est que ce retour de la Chine crée une situation de concurrence qui contribue à l'augmentation des cours des matières premières mais permet en même temps aux dirigeants africains de disposer d'une plus grande marge de manœuvre et de réduire les relations de dépendance qui les lient aux anciennes puissances coloniales ainsi et aux institutions financières internationales.

La Chine sait ce qu'elle attend de l'Afrique et y a alloué les moyens nécessaires. Autrement dit, elle a une stratégie, ce qui n'est pas le cas des pays africains qui semblent la subir. Ceci a pour conséquence un penchant visible de la balance du côté chinois pour qui cette situation est beaucoup plus avantageuse. Le choix de l'Afrique n'est point fortuit car le continent a toujours représenté une pièce maîtresse dans le rayonnement de la Chine. Cette puissance en œuvre à travers tout le continent n'a pas encore dévoilé toutes ses intentions. Dans tous les cas, au-delà des questions qu'elle continue à soulever, elle interpelle l'Afrique sur sa capacité à prendre en charge son destin et à considérer la coopération comme un appoint et non comme un pivot de son développement. L'Afrique doit se mettre en bataille

Conclusion générale

pour présenter une stratégie d'ensemble au partenaire chinois et contourner ainsi le bilatéralisme déstructurant de la Chine. C'est par la force de ses propositions politiques, économiques, sociales et sécuritaires qu'elle tirera profit du partenariat gagnant-gagnant proposé par la Chine.

S'agissant de la relation sino-algérienne, il faut dire qu'elle partage beaucoup de similitudes avec les autres pays africains. Des relations d'amitié profondes, un passé commun et de soutien mutuel à des moments clé de leur histoire. Toutefois, l'Algérie garde certaines particularités et bénéficie d'une relation privilégiée avec la Chine qui semble lui manifester son soutien dans son aspiration à diversifier son économie. Le rehaussement du niveau du partenariat stratégique à un partenariat stratégique global illustre l'importance que les deux parties accordent à leurs relations. La Chine est devenue depuis 2013 le premier fournisseur de l'Algérie, une situation qui bénéficie largement à la Chine puisque sa balance commerciale avec l'Algérie penche nettement en sa faveur. Sur le plan de la structure, l'Algérie exporte des matières premières vers la Chine dont le pétrole en constitue la quasi-totalité, et importe en contre partie des équipements et des produits manufacturés. Quant aux IDE, ils se concentrent dans le secteur des transports et de l'immobilier où les groupes chinois remportent la grande majorité des contrats de construction. La zone économique spéciale *Jiangling* prévue à Oran dans le secteur automobile n'a jamais vu le jour et on ne peut pas dire qu'il y ait de transfert de technologie. Ce qui, cependant, insuffle un vent d'optimisme quant à l'investissement direct chinois en Algérie réside dans leur tendance à augmenter ainsi que les projets prévus dans différents domaines ouvrant une perspective pour la diversification de l'économie algérienne.

En conclusion, nous espérons que ce travail de recherche, aussi modeste que soit-il, pourra servir de source d'inspiration à tous ceux qui porteraient un intérêt à ce sujet. Nous aurions ainsi contribué à l'ouverture de nouveaux champs d'investigation, dans le sens où la dynamique que connaît la relation sino-africaine deviendrait encore plus intéressante à étudier dans les années à venir au fur et à mesure de son évolution.

Annexes

Annexe I : Les 20 premiers fournisseurs et clients de la Chine en 2013

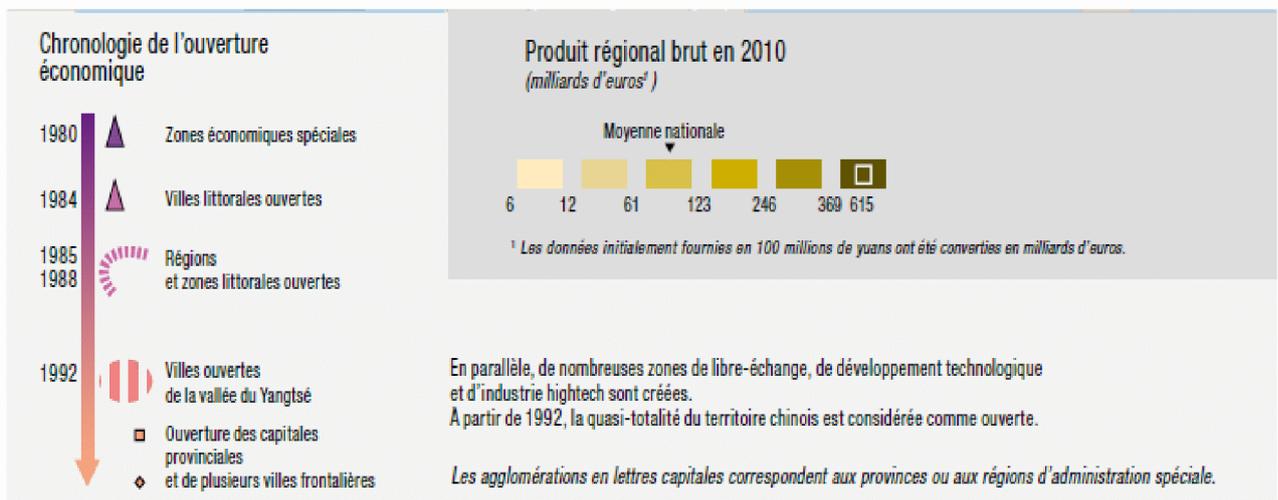
Fournisseurs				
Rang	Pays	Valeur en Millions USD	Part de marché	Evolution 2012 - 2013
1.	Hong Kong	384 792	19,7%	+ 18,9%
2.	Union européenne	219 608	11,3%	+ 3,4%
3.	Corée du Sud	182 926	9,4%	+ 9,8%
4.	Japon	162 114	8,3%	-8,7%
5.	Taiwan	156 590	8,0%	+ 18,4%
6.	États-Unis	145 949	7,5%	+ 14,2%
7.	Australie	91 908	4,7%	+ 16,5%
8.	Malaisie	60 128	3,1%	+ 3,1%
9.	Suisse	56 017	2,9%	+ 145,6%
10.	Brésil	54 086	2,8%	+ 3,1%
11.	Arabie Saoudite	53 461	2,7%	-2,6%
12.	Afrique du Sud	48 314	2,5%	+ 8,3%
13.	Russie	39 565	2,0%	-10,0%
14.	Thaïlande	38 107	2,0%	-0,9%
15.	Angola	31 948	1,6%	-4,5%
16.	Indonésie	31 478	1,6%	-1,7%
17.	Singapour	29 862	1,5%	+ 5,0%
18.	Iran	25 397	1,3%	+ 1,9%
19.	Canada	24 132	1,2%	+ 6,0%
20.	Oman	20 994	1,1%	+ 23,8%

Clients				
Rang	Pays	Valeur en Millions USD	Part dans les exportations chinoises	Evolution 2012 - 2013
1.	États-Unis	368 295	16,7%	+ 4,7%
2.	Union européenne	338 893	15,3%	+ 1,6%
3.	Japon	149 759	6,8%	-1,1%
4.	Corée du Sud	91 151	4,1%	+ 4,0%
5.	Russie	49 594	2,2%	+ 12,6%
6.	Vietnam	48 592	2,2%	+ 42,0%
7.	Inde	48 439	2,2%	+ 1,6%
8.	Malaisie	45 926	2,1%	+ 25,8%
9.	Singapour	45 588	2,1%	+ 13,4%
10.	Taiwan	40 626	1,8%	+ 10,5%
11.	Australie	37 731	1,7%	-0,5%
12.	Indonésie	34 287	1,6%	+ 7,7%
13.	Brésil	33 412	1,5%	+ 8,3%
14.	Émirats Arabes Unis	29 565	1,3%	+ 13,0%
15.	Thaïlande	31 199	1,4%	+ 4,9%
16.	Canada	28 105	1,3%	+ 3,9%
17.	Mexique	27 516	1,2%	+ 5,3%
18.	Philippines	16 732	0,8%	+ 18,5%
19.	Arabie Saoudite	18 450	0,8%	+ 1,6%
20.	Turquie	15 585	0,7%	+ 13,9%

* Remarque méthodologique : une part des flux recensés sous l'origine ou la destination Hong-Kong représentent en fait des flux de transit en provenance ou vers d'autres pays.

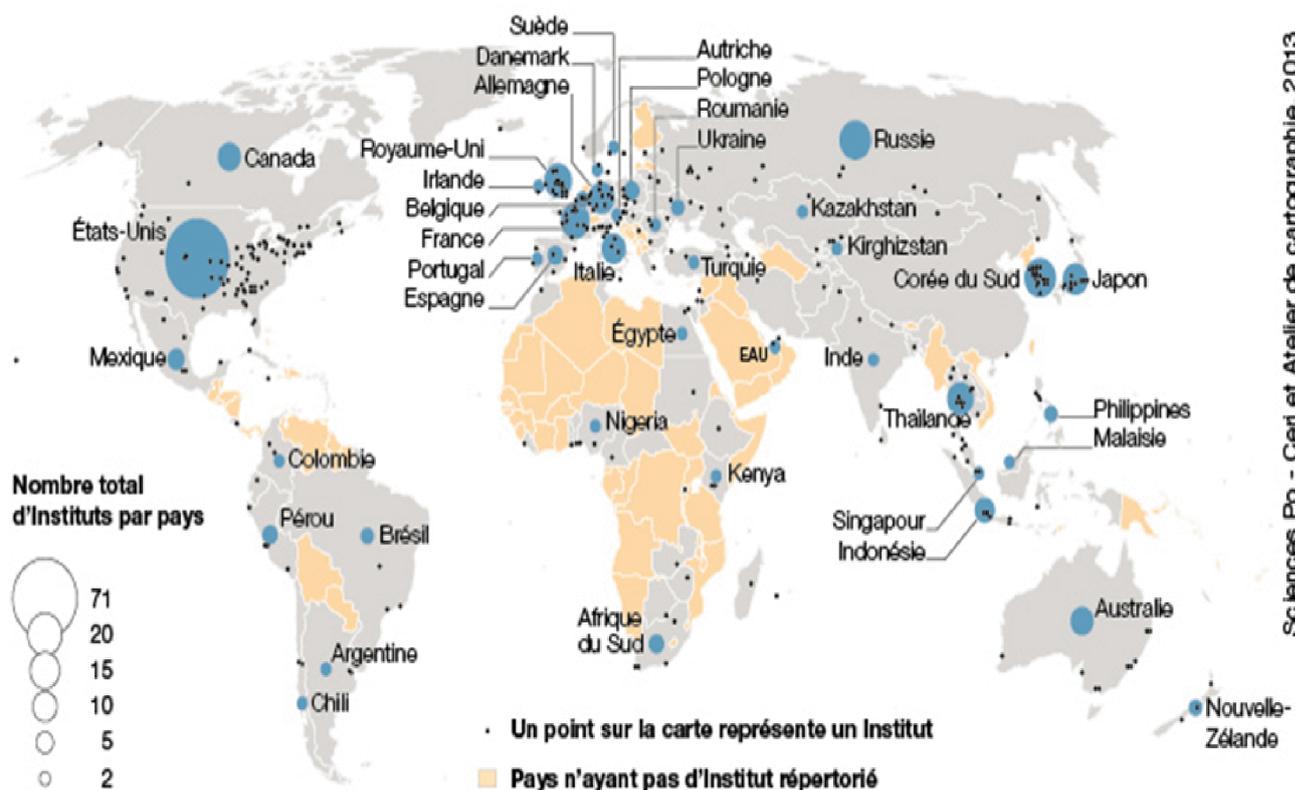
Source : douanes chinoises via GTA

Annexe II: L'ouverture économique de la Chine depuis les années 1980



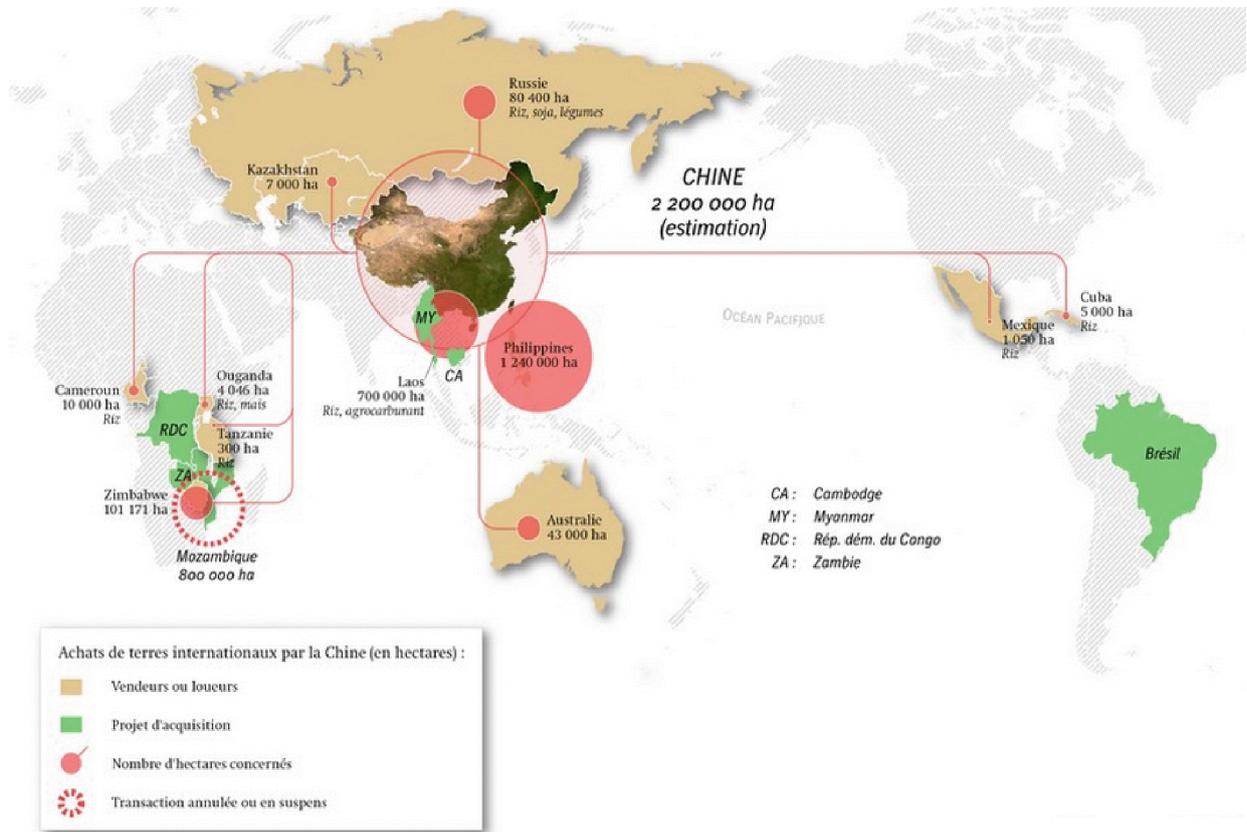
Source : Paulès X, La Chine. Des guerres de l'opium à nos jours, Documentation photographique n° 8093, mai-juin 2013.

AnnexeIII : Les instituts Confucius dans le monde, 2011



Source : Hanban (bureau de promotion internationale de la langue chinoise), siège national de l'institut Confucius

Annexe IV: Les achats de terres internationaux de la Chine en 2008



Source : Grain.org.Courrier international N°991

Annexe V : Structures des investissements dans les ZES Chine-Afrique

<i>Zone (country)</i>	<i>Model</i>	<i>Details/Comments</i>
Jiangling (Algeria)	100% Chinese	<ul style="list-style-type: none"> • Jiangling Automobile • Zhongding International (construction)
Suez (Egypt)	JV (75%+ Chinese)	<ul style="list-style-type: none"> • Tianjin TEDA (45%) • CADF (30%) • ECCI, formed in May 1998 by TEDA, Egyptian banks and other interests, and the Suez Canal Authority (20%) • Tianjin Suez International Cooperation Co. (5%)¹
Eastern (Ethiopia)	100% Chinese	<ul style="list-style-type: none"> • Qiyuan Group (steel) • Jianglian and Yangyang Asset Management
JinFei (Mauritius)	100% Chinese	<ul style="list-style-type: none"> • Three partners: Taiyuan Iron and Steel Company (50%); Shanxi Coking Coal Group (30%); Tianli Group (20%) • CADF recently announced it would become an equity partner
Lekki (Nigeria)	JV (60% Chinese; 40% local) using special purpose vehicle: Lekki Free Zone Development Co. Ltd. ²	<ul style="list-style-type: none"> • Chinese partners: CCECC-Beya consortium (four partners); in 2009 CADF joined as an equity partner • Nigerian partners: Lagos state (20%); Lekki Worldwide Investments Limited (20%); Note that Lekki Worldwide Investments Limited is an investment company also owned largely by the Lagos state • Lagos state received its shares in return for provision of land and 50-year franchise to operate the zone; it is expected to contribute US\$67 million to construction costs • The Chinese consortium is to invest US\$200 million • Negotiations with communities affected by the project resulted in an agreement to transfer five percent of the shares of the Nigerian consortium (i.e., 2% of total project shares) to local communities, making them a stakeholder in the success of the project³
Ogun (Nigeria)	JV (82% Chinese; 18% local)	<ul style="list-style-type: none"> • Chinese consortium based in Guangdong • Nigerian share owned by state government—provided land and 100-year concession in return for shares⁴
Chambishi (Zambia)	JV (95%+ Chinese)	<ul style="list-style-type: none"> • CNMC (95%) has provided all the capital • NFC African Mining PLC (15%) is a JV between CNMC (85%) and Zambia Consolidated Copper Mines Ltd., a Zambian government-owned holding company (15%)

Note: CADF = China-Africa Development Fund; CCECC = China Civil Engineering Construction Corp.; CNMC = China Nonferrous Mining Co.; Egypt-China Corporation for Investment = ECCI; JV = joint venture; TEDA = Tianjin Economic-Technological Development Area.

1. Interview, Vice Director of Zone, 2009.

2. CCECC-Beya (Beyond) was an entity formed by four Chinese companies: China Railway Construction Corp with 35 percent share, Nanjing Beyond Investment Ltd. with 35 percent, Nanjing Jiangning Economic and Technical Development Co. with 15 percent, and CCECC with 15 percent. In 2009, when the CADF joined the project, the ratios in the consortium shifted to China Railway Construction Corporation Limited (35 percent), CADF (20 percent), CCECC (15 percent), Nanjing Jiangning Economic and Technological Development Corporation (15 percent), and Nanjing North Asia Investment Co., Ltd. (15 percent, "Beyond/Beya" consortium). Forty percent of Lekki Worldwide Investments is owned by LSDPC, the Lagos State Government Development Corporation, and 40 percent is owned by Ibile Holdings, the investment company of Lagos State. The proportions were confirmed in a telephone interview with the Lekki Chinese Consortium Office (2009).

3. Interview, Lekki Worldwide Investments, Lagos, December 14 and 16, 2009.

4. Mthembu-Salter (2009), 22.

Source: Brautigam D., Tang X. China's investment in special economic zones in Africa, World Bank, 15/12/2011, pp. 84-85

AnnexeVI : Les sociétés chinoises présentes en Algérie en 2008

Secteur d'Hydrocarbures et de Services pétroliers
中石油代表处 CNPC
中石油国际CNPC INTERNATIONAL (ALGERIA) LTD.
长城钻井GREAT WALL DRILLING COMPANY
中石油建设工程CHINA PETROLEUM ENGINEERING & CONSTRUCTION (GROUP) CORPORATION
东方物探BGP INTERNATIONAL ALGERIA
中油测井CHINA NATIONAL LOGGING CORPORATION
中油技术开发公司CHINA PETROLEUM TECHNOLOGY & DEVELOPMENT CORPORATION
吉林化建SORATIN
中石化代表处 SINOPEC
中石化国际勘探SINOPEC INTERNATIONAL PETROLEUM EXPLORATION & PRODUCTION CORP.
中石化国际工程SINOPEC ENGINEERING CORP.
Secteur de Construction et de Travaux publics
中信-中铁建联合体CITIC-CRCC GROUPEMENT
中土有限责任公司CHINA CIVIL ENGINEERING CONSTRUCTION CORPORATION
中建SOCIETE NATIONALE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE CHINE
中原公司CHINA ZHONGYUAN ENGINEERING CORP.
浙江建设投资ZHEJIANG CONSTRUCTION INVESTMENT GROUPE COMPANY
广厦建筑 SARL GROUP D E CONSTRUCTION GUANGSHA
宇龙公司SARL CHINA YULONG CONSTRUCTION
中冶集团CHINA METALLURGICAL GROUP CORP.
中铁建工CHINA NATIONAL RAILWAY CONSTRUCTION CORP.
中国水电建设集团SINOHYDRO CORP
中地公司CHINA GEO-ENGINEERING COOPERATION
中地海外CGC OVERSEAS CONSTRUCTION CO. LTD
中电技公司CHINA ELECTRIC POWER TECHNOLOGY IMPORT-EXPORT CORPORATION
中水电对外CHINA INTERNATIONAL WATER& ELECTRIC CORP.
中航技CHINA NATIONAL AERO-ENGINEERING CORP.
中国港湾CHINA HARBOUR ENGINEERING CO. LTD
豫非水利整治公司SOCIETE D'AMENAGEMENT HYDRO-AGRICOLE YUFEI
中鼎国际（萍乡煤矿）ZHONGDING INTERNATIONAL ENGINEERING CO.LTD
河南少林水利SARL TRAVAUX HYDRAULIQUE SHAOLIN
河南中联矿业CECOMINES
河北地矿集团SARL SOCIETE DE CONSTRUCTION DES MINES ET GEOLOGIE DE HEBEI
Secteur de Télécommunication
华为HUAWEI TECHNOLOGIES ALGERIA
中兴ZTE CORPORATION ALGERIA

Source : Bureau du Conseiller Economique et Commercial de l'Ambassade de la République Populaire de Chine en République Algérienne Démocratique et Populaire, <http://dz2.mofcom.gov.cn/>, consulté le 25/11/2015.

Bibliographie

Bibliographie

Liste des ouvrages

- Abdelmalki L. Politique commerciale des grandes puissances : la tentation néoprotectionniste, Bruxelles : De Boeck, 2011.
- Bokilo J. La Chine en Afrique : la Chine en concurrence avec les anciens partenaires de l'Afrique et les pays Brics, Paris : L'Harmattan, 2011.
- Brunet E. La visée hégémonique de la Chine : l'impérialisme économique, Paris : L'Harmattan, 2011.
- Courmont B. Chine, la grande séduction : Essai sur le soft power chinois, Paris : Choiseul, 2009.
- Jolly D. Ces entreprises qui font la Chine. Paris : EYROLLES Edition d'Organisation, 2011.
- Paulet J.P. Population et développement en Chine, Paris : Ellipses, 2001.
- Pérès R. Chronologie de la Chine au XX^e siècle : histoire des faits économiques, politiques et sociaux. Paris : Vuibert, 2001.
- Rocca P. Une sociologie de la Chine. Paris : La Découverte, 2010.
- Sanjuan T., Trolliet P. La Chine et le monde chinois : géopolitique des territoires, Paris : Armand Colin, 2010.
- Trollet P. La Chine et son économie, Paris : Armand Colin, 1981.

Liste des revues

- André P. L'évolution de la politique étrangère de la Chine. Chine d'un totalitarisme à un autre, *Société & Liberté*, N°41, avril 2010, p. 43-52.
- Anshan L. China and Africa: Policy and Challenges, *China Security*, Vol.3, No.3, 2007, pp.69-93.
- Boquet Y. Le hukou, *Espace populations sociétés*, 2009/3 | 2009, 374. p. 373-374.
- Bouzanda D.K. La Chine en Afrique : quel soutien aux mouvements de libération nationale ? *La revue géopolitique*, lundi 16 juillet 2012, pp.01-08.
- Cabestan J.P. La Chine entre intégration et affirmation de sa puissance, *MONDE CHINOIS nouvelle Asie*, n°25, printemps 2011, pp.07-14.

Bibliographie

- Chaponnière J.R. Un demi-siècle de relations Chine-Afrique. Évolution des analyses, *Afrique contemporaine*, N° 228, 2008, pp.35-48.
- Chaponniere J.R., Comolet E., Jaquet P. Les pays émergents et l'aide au développement, *Revue d'économie financière*, Vol 95, N°95, pp.173-188.
- Enuka Ch. The Forum on China-Africa Cooperation (FOCAC): A Framework for China's Re Engagement with Africa in the 21st Century. *Pakistan Journal of Social Sciences (PJSS)*, Vol 30, N° 2, décembre 2010, pp.209-218.
- Gazibo M., Mbatia O. La politique africaine de la Chine montante à l'ère de la nouvelle ruée vers l'Afrique. *Etudes internationales*, Vol.41, N°4, 2010, pp.521-546.
- Gonzalez-Vicente R. The internationalisation of chinese state, *Political Geography*, Vol 30, Issue 7, septembre 2011, Pages 402–411, cite dans Dannenberg P., Kim Y., Scheller D. Chinese special economic zones in Africa: a new species of globalization, *African East-Asian affairs*, issue 2, june 2013, p. 04.
- He J. Croissance et environnement en Chine : un arbitrage difficile, *La Jaune et la Rouge*, N°627, septembre 2007, www.lajauneetlarouge.com/.../croissance-et-environnement-en-chine-un-... , consulté le 12/05/2015.
- Huchet J.F. « China Inc. » Forces et limites de l'influence économique de la Chine, *Hérodote*, 2013/4 n° 151, p.171, p. 164-185.
- Joyaux F. La politique étrangère de la Chine, *Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques*, N°81, pp.71-79.
- Lemoine F. Quel nouveau modèle de croissance ? *Connexion*, N°64, hiver 2012, pp. 22-234
- Niquet V. La stratégie africaine de Chine. *Politique étrangère*, 2^e semestre 2006, www.diplomatie.gouv.fr/.../0805_LastrategieafricainedelaChinedeValerieNiquet.pdf , consulté le 02/10/2014.
- Pairault Th. Le rôle des investissements directs entrants et sortants en Chine : une appréciation, *Région et développement*, N°31, 2010, p. 120-142.
- Pozzar M.H. Le soft power chinois en Asie du Sud- Est: l'exemple de la Thaïlande, *MONDE CHINOIS. nouvelle Asie*, N°25, printemps 2011, pp.43-48.
- Schweisguth D. Chine : vers une croissance de qualité ?, *Revue de l'OFCE*, N°113, avril 2010, pp.220-221.
- Schwoob M.H., Caussat P. Politique énergétique comparées de l'Inde et de la Chine : contexte et approche régionale, *Cahiers de la sécurité* (Revue de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice), N°21, octobre 2012, pp. 71-83.

Bibliographie

Sombsthay A. La Chine face au défi du changement climatique et énergétique, *ETOPIA*, 2011, pp.41-48.

Yan Ch. Les paradoxes du soft power chinois. *ETOPIA*, aout 2012, pp.99-110.

Autres documents

African Development Bank Group. Chinese Trade and Investment Activities in Africa, Policy Brief, Vol. 1, N°4, July 29, 2010.

Ambassade de France aux Etats-Unis : service économique et régional. Le commerce extérieur des États-Unis en 2013, Juin 2014, http://www.tresor.economie.gouv.fr/9430_le-commerce-exterieur-des-etats-unis-en-2013. , consulté le 16/12/2014.

Ambassade de la République Populaire de Chine en Algérie. Construire ensemble la Ceinture économique de la Route de la Soie et la Route de la Soie maritime du XXI^e siècle– Perspectives et actions Commission nationale du Développement et de la Réforme Ministère des Affaires étrangères Ministère du Commerce, 04/04/2015, <http://dz.china-embassy.org/fra/xw/t1252171.htm#> , consulté 02/11/2015.

Ambassade de la République Populaire de Chine en République du Cameroun, <http://cm.chineseembassy.org/fra/zfhz/t1194453.htm> , consulté le 03/02/2014.

Ambassade de la République Populaire de Chine en République du Cameroun, <http://cm.chineseembassy.org/fra/zfhz/t1194453.htm> , consulté le 13/12/2014

Anchara V., Nowbusing B. Les zones économiques chinoises en Afrique favorisent-elles le développement? International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD), www.ictsd.org/.../eclairage-sur-les-negociations/.../les-zones-économique... , consulté le 15/09/2015.

ANDI, cité dans Les investissements en Algérie - TRADE Solutions BNP Paribas, 17/09/2015.

Anshan L. China and Africa: Policy and Challenges, World security institute, vol 3, N°3, summer 2007.

Attané I. La Chine, un géant démographique aux pieds d'argile, Institut national d'études démographiques, 2015, www.ined.fr > ... > *Les mémos de la démo* > *Notes d'analyse*, consulté le 09/04/2015.

Augé B. L'Algérie, un Etat pétrolier en danger, *IFRI*, juin 2015.

Baaziz Kh et al. Le soft power chinois : Quand la Chine mixe propagande extérieure et stratégie culturelle, Réseau d'experts en Intelligence Economique(AEGE), 15/07/2011.

Bibliographie

BAFD, OCDE, PNUD. Développement territorial et inclusion spatiale, *Perspectives économique en Afrique*, 2015.

Banque Africaine de Développement (BAD). Investissements chinois et création d'emplois en Algérie et en Egypte, 2012, p.

Banque mondiale. IDE et industrie manufacturière en Afrique: les IDE chinois en Afrique et les IDE dans le secteur manufacturier en Ethiopie et au Rwanda, 2015, www.worldbank.org/.../investing-in-africa-forum-fdi-and-manufacturing..., consulté le 14/10/2015.

Barka Z.M. Annual report on international finance and development in Africa: Algérie, CeSPI, 2009.

Base de données de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)

Bassan M. Le soft power chinois en Afrique, Fiche de l'*Irsem*, N°01, janvier 2012.

Battelle and R&D Magazine, <http://www.hec.unil.ch/crea/PIB%20romand%20-%20Rapport%202015.pdf>, consulté le 14/06/2015

BEIJING (Xinhua). Institut Confucius : Une plate-forme d'échanges culturels entre les peuples, en plein essor en Afrique, Dimanche 11 mai 2014, cité dans *Afriquinfos : l'actualité africaine à la minute*, <http://www.afriquinfos.com/articles/2012/6/7/continental.asp?id=1&page...>, consulté le 25/02/2015.

BEIJING (Xinhua). Institut Confucius : Une plate-forme d'échanges culturels entre les peuples, en plein essor en Afrique, Dimanche 11 mai 2014, cité dans *Afriquinfos : l'actualité africaine à la minute*, <http://www.afriquinfos.com/articles/2012/6/7/continental.asp?id=1&page...>, consulté le 25/02/2015

Beijing Declaration of the Fifth Ministerial Conference of the Forum on China-Africa Cooperation, Beijing from 19 to 20 July 2012, <http://www.nepad.org/fr/nepad/knowledge/doc/2775/beijing-declaration-fifth-ministerial-conference-forum-china-africa-coopera>, consulté le 13/01/2015.

Benachour K. Les relations sino-algériennes en débat, *Horizon*, 10 mai 2015.

Benadon D et al. La Chine à l'horizon 2030. Etude prospective : Quelle place pour les entreprises française dans les secteurs du MEDDE et du METL ? Conseil général du développement durable, Rapport N°008369-01, octobre 2013.

Benzéraf D. Soft power chinois en Afrique : Renforcer les intérêts de la Chine en Afrique au nom de l'amitié sino-africaine, *CentreAsies IFRI* 71, septembre 2014.

Bibliographie

- BP Statistical Review of World Energy, june 2015,
<https://www.bp.com/.../bp/.../energy.../statistical-review-2015/bp-statistical-r...> , consulté le 02/10/2015
- Brautigam D., Tang X. China's investment in special economic zones in Africa, World Bank, 15/12/2015.
- Brautigam D., Tang X. China's investment in special economic zones in Africa, World Bank, 15/12/2011.
- Bulletin mensuel d'information de l'Institut national d'études démographiques. *Population & Sociétés*, N° 503, septembre 2013.
- Bureau National des Statistiques (BNS), de la République Populaire de Chine (PRC), Annuaire statistique, cité dans Lemoine F., Poncet S., ÜNAL D. Chine bleu, Chine jaune : dynamiques spatiales et convergence ; CPII ? N°2014-A-02 mars.
- Bureau du Conseiller Economique et Commercial de l'Ambassade de la République Populaire de Chine en République Algérienne Démocratique et Populaire disponible sur <http://dz2.mofcom.gov.cn/> , consulté le 25/11/2015.
- Cadilhon J., Laisney C., Rivoal C. L'essor de la Chine dans le commerce international agricole et ses impacts sur le système agroalimentaire français, Centre d'étude et de prospective, N°04, janvier 2012.
- Center for Security Studies (CSS): Politique de sécurité. Importance stratégique croissante de l'Afrique, N° 38 • juillet 2008.
- Centre National de l'Informatique et des Statistiques (2015)
- CEPII, base de données WTCF (World Trade Flows Characterization), cité dans Lemoine F., Ünal D. Mutations du commerce extérieur chinois, La lettre du CEPII, N° 352, mars 2015.
- Chaal M. 2500 entreprises chinoises en Afrique, *L'Econews*, 11 mars 2015,
www.leconews.com/.../2500-entreprises-chinoises-en-afrique-11-03-201... , consulté le 11/09/2015.
- Chan Ch. China in Africa- spreading the Wealth. *Canada Asia Commentary*, N°44, March 2007.
- Cheffrey A. Under the dome? Pour quoi un documentaire sur la pollution affole la Chine, *Pris Match*, 16 avril 2015, www.parismatch.com > Actu > Environnement et sciences, consulté 12/05/2015.
- Chinese Soft Power and Its Implications for the United States, Centre for Strategic and International Studies, mars 2009.

Bibliographie

Claude Meyer M. L'envers d'une Chine conquérante, *Politique internationale*, printemps 2010, cité dans Benadon D et al. La Chine à l'horizon 2030, Rapport du Conseil général de l'environnement et du développement durable, N°008369-01, octobre 2013.

Code des investissements (mis à jour de la loi de finances complémentaire pour 2009) Ordonnance n°01-03, 20 août 2001, Algérie, www.Droit-Afrique.com, consulté le 11/11/2015.

Conférence des nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED). World investment report (2014)

Cornot-Gandolphe S. Transition énergétique à la chinoise : le nouveau plan quinquennal énergétique, *IFRI*, 01/01/2013.

Courmont B. Les outils du softpower chinois, *Diplomatiepublique*, soft power... et influence d'Etat, Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), 05 juillet 2011.

Courmont B. Chine, la grande séduction : Essai sur le soft power chinois, Paris : Choiseul, 2009, cité dans Geraghty C. Chine, la grande séduction : Essai sur le soft power chinois, 22/10/2010, <http://www.diploweb.com/spip.php?article556>, consulté le 09/02/2015

D'Alayer Ch et al. Le monde courtise l'Afrique: Chine. USA. Russie..., *NewAfrican*, n°11, 2009.

Daubier J. Une conception stratégique héritée de Mao : La théorie des trois mondes, fondement de la diplomatie, *Le monde diplomatique*, mars 1978.

De Joncaire N. Le retournement imprévu du verrouillage géopolitique : Terres rares. La Chine passera dans un proche avenir de pur exportateur à importateur. *Mutation de poids, Marché & Produits (l'AGEFI)*, novembre 2013.

Deblock Ch. La coopération économique internationale au tournant du millénaire, Continentalisation, Cahier de recherche 99-03, octobre 1999.

Déclaration de M. Tchou en Lai [Zhou Enlai], faite à l'issue de la conférence de Bandung, 24 avril 1955, source : New York Herald Tribune du 25 avril 1955, traduite et citée dans Présidence du Conseil, ministère des Affaires étrangères, Articles et Documents, n° 0.201, 30 avril 1955, Paris. ©La Documentation Française. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/information/lettres/dp/pdf/8093-doublepage.pdf?xtor=EPR-862.>), consulté le 20/10/2014.

Déclaration du Sommet de Beijing du Forum sur la Coopération sino-africaine, 04/11/2006, <http://www.fmprc.gov.cn/fra/zxxx/t279402.htm>, consulté le 03/02/2015.

Déclaration du Sommet de Beijing du Forum sur la Coopération sino-africaine, 04/11/2006, <http://www.fmprc.gov.cn/fra/zxxx/t279402.htm>, consulté le 04/02/2014.

Delcourt L. « Coopération » : une ébauche de problématisation, Centre Tricontinental (CETRI), décembre 2006.

Bibliographie

Delice C. Fiche d'information sur l'Etat : Chine, Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, 03 mars 2011, <http://www.operationspaix.net/38-fiche-d-information-de-l-etat-chine.html> , consulté le 05/03/2015.

Derek J.M. China and the developing world, Centre for Strategic and International Studies, 2007.

Discours de Monsieur Hu Jintao, Président de la République populaire de Chine, à la cérémonie d'ouverture du Sommet de Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine, <http://www.politicachina.org/imxd/noticias/doc/1223293844DiscoursdeMonsieurHuJintao.pdf> , consulté le 05/11/2014.

DPAD (Division des partenariats et du développement des affaires). Les économies émergentes et l'aide au développement international (Rapport de synthèse), janvier 2008.

DPDA (Division des partenariats et du développement des affaires). Les économies émergentes et l'aide au développement international : Le cas de la Chine, 2007.

Du Shangfu J.F.D. Les 33 provinces, régions et municipalités autonomes de Chine, situation et évolution économique, Business Atlas Chine : DCA Chine-Analyse, 2014, www.franceculture.fr/emission-les-enjeux-internationaux-chine-les-dispa... , consulté le 15/04/2015.

Dumbaugh K. China's Foreign Policy: What Does it Mean for U.S. Global Interest? Congress Research Service, 18 July 2008.

Eisele J. Interactif. La chine première puissance économique mondiale après 142 ans de règne américain, *le Parisien*, 9 décembre 2014, www.leparisien.fr/economie/economie-la-chine-1ere-puissance-mondiale... , consulté le 10/03/2015.

Eisele J. La Chine 1^{ère} puissance économique mondiale après 142 ans de règne américain, *Le Parisien*, 9 décembre 2014, www.leparisien.fr/economie/economie-la-chine-1ere-puissance-mondiale... , consulté le 15/03/2015.

Embassy of the People's Republic of China in the Democratic People's Republic of Algeria. La Chine et l'Algérie établissent les relations de Partenariat Stratégique Global, 25/02/2014, <http://dz.china-embassy.org/fra/xw/t1132178.htm> , consulté 02/10/2015.

ENDA CACID. La Chine et l'Afrique : Les faits et les chiffres : Évaluation des relations commerciales de l'investissement et de l'aide publique au développement, Dakar, Sénégal, novembre 2012.

ENDA CACID. La Chine : les faits et les chiffres. Evaluation des relations commerciales de l'investissement et de l'aide publique au développement, Dakar, Sénégal, novembre 2012.

Evaluation des engagements de la Chine en Afrique et cartographie des perspectives d'avenir, rapport du Centre d'étude chinoise, préparé par la Fondation Rockefeller, janvier 2010.

Bibliographie

Executive Research Associates (Pty) Ltd. China in Africa: a strategic overview, October 2009.

EY's attractiveness survey Africa 2015, Making choices.

FCE. Echanges commerciaux Algérie-Chine, avril 2015.

Feldstein M. International economic cooperation, University of Chicago Press, 1988, p.9, <http://www.nber.org/books/feld88-4> , consulté le 17/03/2015.

Fiche Chine – DGCIS – CREDOC, www.entreprises.gouv.fr/files/files/directions_services/.../fiche-chine.pdf , consulté le 08/04/2015.

for U.S. Policy, RAND, 2014.

Foreign Market Access Report 2006/Algeria, <http://www.china.org.cn/english/features/fmar/165795.htm#> , consulté 02/11/2015

Forum sur la Coopération sino-africaine, 18/07/04, <http://www.focac.org/fra/dwjbzjhss/t952506.htm> , consulté le 05/01/2014.

Forum sur la coopération sino-africaine-Déclaration de Beijing 2000, 05/11/200, <http://www.focac.org/fra/ltada/dyjbzjhy/D2009/t168987.htm> , consulté le 05/01/2014.

Forum sur la Coopération sino-africaine-Déclaration de Beijing 2000, 05/11/200, <http://www.focac.org/fra/ltada/dyjbzjhy/D2009/t168987.htm> , consulté le 05/01/2014.

Froissart Ch. Le système du hukou : pilier de croissance chinoise et du maintien du PCC au pouvoir, Les Etudes du CERI N°149, septembre 2008.

Gabas J.J. Nord-Sud : L'impossible coopération ?, Paris : Presse des Sciences Po, 2002.

Gamache L., Hammer A., Jones L. China's trade and investment relationship with Africa , *USITC Executive Briefings on Trade*, avril 2013, p.01
Gazeau-Secret A. Pour un « soft power » à la française : du rayonnement culturel à la diplomatie d'influence, Nouveaux enjeux géopolitique, *L'ena hors les murs*, n°399, mars 2010.

Gazibo M., Mbabia O. La politique africaine de la Chine montante à l'ère de la nouvelle ruée vers l'Afrique. *Etudes internationales*, Vol.41, n°4, 2010, <http://id.erudit.org/iderudit/045561ar> , consulté le 04/02/2015

Ginoux N. Les relations sino-soviétiques dans les années 1950. Bulletin n° 23, printemps 2006, <http://www.univ-paris1.fr/cn/autres-structures-de-recherche/ipr/les-revues/bulletin/tous-les-bulletins/bulletin-n-23-chantiers-2006/nelly-ginoux-les-relations-sino-sovietiques-dans-les-annees-1950/>, consulté le 03/11/2014.

Global Carbon Project, cité dans Pouchard A. Emissions de CO₂ : ce que pèsent les Etats-Unis et la Chine, *Le Monde.fr*, 27/11/2014, www.lemonde.fr/.../emissions-de-co2-ce-que-pesent-les-etats-unis-et-la-c... , consulté le 04/06/2015.

Bibliographie

Global Carbon Project, cité dans Pouchard A. Emissions de CO₂ : ce que pèsent les Etats-Unis et la Chine, *Le Monde.fr*, 27/11/2014, www.lemonde.fr/.../emissions-de-co2-ce-que-pesent-les-etats-unis-et-la-c... , consulté le 04/06/2015.

Gongyuan Ch et al. China-Africa Relation and the quest of African Issues, Beijing: Chinese Association of African Studies, 2009, p.132, cite dans Anshan L et al. The Forum on China-Africa Cooperation: From Sustainable Perspective, Centre for African Studies, Peking University, 2012.

Grimm S. Le forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) : Décisions politiques et fonctionnement, Centre for Chinese Studies, Stellenbosch University (South Africa), may 2012.

Guellil F. possible recours à l'emprun extérieur, selon Bakhti Bélaïd, *Le Courrier*, 20/10/2015.

Guilhem F., Grumbach S. The World upside down, China's R&D and innovation strategy, Fondation maison des sciences de l'homme, Working Papers Series, N°7, 2012.

Hanauer L., Lyle J.M. Chinese engagement in Africa: drivers, reactions and implications for U.S policy, National security deivision (RAND), 2014.

Hanban/Siège de l'Institut Confucius, 14/05/2014, http://french.hanban.org/article/201405/15/14/content_536142.htm , consulté le 18/02/2015.

Hauteclouque J.P. Envoi d'une unité de combat au Soudan Du Sud: ce que révèle de sa diplomatie énergétique l'engagement croissant de la Chine au sein des opérations de paix, Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), 06/03/2015, <http://www.iris-france.org/envoi-d'une-unite-de-combat-au-soudan-du-sud-ce-...> , consulté le 07/03/2015

Havry O., Poncet S. Foreign direct investment in China: Reward or remedy? CEPII, Working Paper, No 2006 – 14.

Heilmann S., Rudolf M. Huotari M., Buckow J. China's Shadow Foreign Policy : Parallel Structures Challenge the Established International Order. Mercator Institute for China Studies, N° 18, 28 octobre 2014.

Hou L., Ionesco V., Régimbeau P. Introduction aux relations sino-africaines, China Institute, février 2010.

Information Office of the State Council, China-Africa Economic and Trade Cooperation: III: Attaching Importance to Infrastructure Construction, 2010, http://english.gov.cn/official/2010-12/23/content_1771603_5.htm accessed 2012/04/10 , consulté 21/12/2014

Institut des hautes études pour la science et la technologie. Chine, innovation et société. La politique industrielle et l'innovation, lundi 25 novembre 2013.

Bibliographie

Institut des Hautes Etudes pour la Science et la Technologie (IHEST). L'énergie en Chine en deux mots, 30 janvier 2014, p. 2, http://www.ihest.fr/IMG/article_PDF/article_a966.pdf , consulté le 06/05/2015.

International crisis group. L'Algérie et ses voisins, rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord, N°164/12, 2015.

Izouaouen N. Yang Guangyu, Ambassadeur de la République Populaire de Chine « Nous avons une relation privilégiée avec l'Algérie, *L'Econews*, 31/01/2015, www.leconews.com/.../nous-avons-une-relation-privilegiee-avec-l-algeri... , consulté le 24/09/2015

Jacques E. Le commerce extérieur de la Chine en 2013, Ambassade de France en Chine : Service économique et Régional de Pékin, 30 avril 2014.

Jaquet P. La Chine moteur du développement ? *La lettre des économistes de l'AFD*, N° 15, janvier 2007.

Jiang Ch.L. Les relations de la Chine avec l'Afrique : fondements, réalités et perspectives. *Monde Chinois*, N°8, Été-automne 2006.

Jiang J., Ding Ch. Update on Overseas Investments by China's National Oil Companies: Achievements and Challenges since 2011. International Energy Agency, 2014.

Johnson J. The Forum on China-Africa Cooperation (FOCAC), Centre for Chinese Studies, University of Stellenbosch(South Africa), august 2009.

Kakdeu L.M. Chinafrique: un partenariat gagnant-gagnant? *Libre Afrique*, 09 mars 2015, <http://www.libreafrique.org>, consulté 19/12/2014
KPMG. Guide investir en Algérie 2015.

Kratz A., Cang C. La Chine après le dividende démographique, *Asia Centre*, N°48, 2014.

La Banque Mondiale : Perspectives Monde, Université de Sherbrooke, <http://www.perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/CHN/fr/SP.POP.TOTL.html> , consulté le 09/04/2015.

Le livre blanc. Coopération économique et commerciale entre la Chine et l'Afrique, Office d'information du Conseil des Affaires d'Etat de la République populaire de Chine, Beijing 2010.

Lebanc C. Xi Jinping lance l'opération mains propres, *L'Opinion*, 03/09/2013, www.lopinion.fr/3.../xi-jinping-lance-l-operation-mains-propres-3593 , consulté le 07/06/2015.

Lelièvre F. Chine. Les réelles motivations de lutte anti-corruption par le pouvoir, *LE TEMPS*, 2015, (www.letemps.ch/.../Chine.Les_reelles_motivations_de_la_lutte_anti-cor...), consulté le 06/06/2015.

Bibliographie

- Lemoine F., Poncet S., Ünal D. Chine bleu, Chine jaune : dynamiques spatiales et convergence, CPII, N°2014-A-02 mars.
- Lemoine F., Ünal D. Mutations du commerce extérieur chinois, La lettre du CEPII, N° 352, mars 2015.
- Les brèves de Campus France. Le rêve chinois, mot d'ordre de la stratégie d'influence internationale de la Chine, N°1, octobre 2014, www.campusfrance.org, consulté le 18/02/2015.
- Lisbonne-de Vergeron K. Forces et faiblesses de la Chine, FONDATION ROBERT SCHUMAN, Question d'Europe, N°235, 02 avril 2012.
- Maddison A. L'économie chinoise, une perspective historique, Etudes du centre de développement, OCDE, 2007, cité dans Huffel Ch.V. Le développement de la Chine, *Région et développement*, N°28, 2008.
- Maghreb Emergent et agences : l'Algérie veut plus d'investissements chinois dans l'industrie, la défense et les technologies, 22/12/2013, <http://www.maghrebemergent.com/>, consulté le 12/09/2014.
- Malovic D. La Chine lance « la guerre à la pollution », *la Croix*, 06/03/2014, www.la-croix.com/.../La-Chine-lance-la-guerre-a-la-pollution-2014-03-0..., consulté le 13/05/2015.
- Marchiori L. La Chine s'éveille, l'Europe tromble, Institut de Recherche Economique et Sociale (IRES), juin 2011.
- Martin A. Le paradigme coopératif inscrit dans une histoire, cahiers de l'IRECUS 04-08, mai 2008.
- Martyn J.D. Special economic zones: chinese developemnt model comes to Africa, *China into Africa: trade, aid and influence*, Rbert I.Rotberg: Massachusetts, 2008.
- Ministère des Affaires étrangères et du Développement international - 2015 http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/chine_567/presentation-chine_950/presentation_3008.html, consulté le 27/04/2015
- Monteu Nana J. Pour une relation sino-africaine « gagnant-gagnant équitable », CoMoPa-Tribune, N° 3, 01 juillet 2009.
- Muzard F. Les défis aménagistes et territoriaux : clé de la croissance future de la Chine, fiche thématique N°2, Centre d'analyse stratégique, 2011.
- Nations Unies pour l'Afrique (CEA-AN). L'Afrique du Nord et la Coopération Sud-Sud : un contexte de gouvernance régionale, 2011, p. 08, <http://www.uneca-an.org>, consulté 10/09/2014.
- Notions de base sur les éléments de terres rares, 2012, pp.3-10, www.iamgold.com/files/presentations/REE101_April%202012-FR.pdf, consulté 25/03/2015.

Bibliographie

- O’Farrill E., Eugenia Moraga M., Pérez E, Vallejos M. Economic cooperation, Chilean Agency for International Cooperation, 1999.
- OCDE, Glossaire des principaux termes et concepts, dans *Coopération pour le développement : Rapport 2010*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/dcr-2010-42-fr> , consulté le 12/06/2015.
- Onderco M. Changing Nature of Sino-African Relations after the Second World War, 2007, p.5, http://blog.sme.sk/blog/2953/97594/onderco-china_and_africa.pdf , consulté le 25/03/2015.
- Pairault Th. China’s economic presence in Algeria, 2015, p. 09, <https://halshs.archivesouvertes.fr/UMR-CCJ.2015> , consulté le 12/05/2015
- Paulès X, La Chine. Des guerres de l’opium à nos jours, Documentation photographique n° 8093, mai-juin 2013.
- Pouchard A. Emission de co₂: ce que pèsent les Etats-Unis et la Chine, *le monde.fr*, 27/11/2014, www.lemonde.fr/.../emissions-de-co2-ce-que-pesent-les-etats-unis-et-la-c... , consulté le 29/04/2015.
- Qi G. Chine : Aide sans condition, *Courrier de la Planète* N°84 : Le temps des émergents, 2008, cité dans IDDRI (Institut du développement durable e des relations internationales). Bailleurs émergents et gouvernance mondiale de l’aide au développement : Où en est la Chine en Afrique ?, Iddri – Idées pour le débat N° 03/2008.
- Rabhi M., 2015. L’Algérie va faire appel à l’argent chinois, *Liberté*, 18/10/2015
- Rapport de Grain. Main basse sur les terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière, octobre 2008, p. 03.
- Rapport sur la coopération Sud-Sud. La coopération Sud-Sud: un défi pour le système de l’aide ? The reality of aid, IBON Books, 2010.
- Renard M.F. Chine-Afrique : Qui gagne, qui per ? *TENDANCES DE L’ECONOMIE CHINOISE*. Bulletin de l’Institut de Recherche sur l’Economie Chinoise, N°29, 2006, p. 02.
- RFI. Lutte contre la corruption en Chine : le président Xi Jinping persiste et signe, *ASIE-PACIFIQUE*, 14/01/2015, www.rfi.fr/asie-pacifique/20150114-lutte-corruption-chine-president-xi-j . , consulté le 06/06/2015
- Rivoal C. Opération « eau propre » en Chine, Centre d’étude et de prospective, N°35, avril 2010.
- Roucher D., Xu B. La Chine ralenti : quels risques pour l’économie mondiale ? Note de conjoncture, juin 2014.
- SAFE WORLD report. China’s growing role in african peace and security, January 2011.
- Said C. Forum économique algéro-chinois à Pékin, *HORIZONS*, 2015.

Bibliographie

Shinn David H. China's Growing Role in Africa: Implications for U.S. Policy, Testimony before Subcommittee on African Affairs, Committee on Foreign Relations, U.S. Senate, November 2011.

Société Générale. Département des études économiques, *Econote*, N°07, 2012.

Société RichesFlores Research. La Chine face à son déclin démographique, 11 novembre 2013.

Statistiques du CNRC (2014), cité dans Elyas Nour. Les entreprises françaises sont les plus présentes en Algérie, *ALGERIA FOCUS*, 01/03/2015.

Sun Y. Africa in China's Foreign Policy. John L. Thornton China Center and Africa Growth Initiative, Washington: BROOKING, 2014.

T.Klare M. La Chine est-elle impérialiste ? *Le Monde diplomatique*, septembre 2012.

Tansoo A. New International Economic Order and International Economic Laws, Hokkaido University, 1979, pp. 2-3, [http://www.eprints.lib.hokudai.ac.jp/.../1/29\(3-4\)_p514-490.pdf](http://www.eprints.lib.hokudai.ac.jp/.../1/29(3-4)_p514-490.pdf) , consulté le 17/03/2015.

Tran Ngoc L. La crise environnementale chinoise : menace pour la stabilité du régime ?, Commission Justice et Paix, Analyses 2013.

Tremblay M. Du fabriqué en Chine au conçu en Chine : vers un nouveau leader en R&D ? Québec, Laboratoire d'étude sur les politiques publiques et la mondialisation, ENAP, (Rapport. Analyse des impacts de la mondialisation sur l'économie au Québec; Rapport 13), 2013.

U. s. Energy Information Administration. *Independent Statistics & Analysis*, February 2014, <http://www.eia.gov/countries/cab.cfm?fips=CH> , consulté le 21/12/2014

U.S. Department of State: 2014 Investment Climate Statement, June 2014, p. 01.

UNACTED. World investment report: Reforming international investment governance 2015.

United Nations Economic Commission for Africa. Industrializing through trade, Economic report on Africa 2015.

US Congressional- Executive Commission on China 2012, *Annual Report*, 10 October.

Valade N. Les besoins pétrolier de la Chine : enjeux géostratégiques et économiques. Centre d'Etudes des politiques étrangères et de sécurité (CEPES), 12 avril 2006.

Vally Ch. « Sous le dôme », le film sur la pollution qui secoue la Chine, *Libération Monde*, 3 mars 2015, http://www.liberation.fr/monde/2015/03/03/sous-le-dome-le-film-sur-la-pollution-qui-secoue-la-chine_1213269 , consulté le 14/05/2015.

Bibliographie

Védrine H et al. Un partenariat pour l'avenir : 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France, Rapport au ministère de l'économie et des finances, décembre 2013.

Verdamer B. La Chine face à la crise écologique, *Etudes* 2006/3, Tome 404, p.310, cité dans Laetitia Tran Ngoc. La crise environnementale chinoise : menace pour la stabilité du régime ?, Commission Justice et Paix, 2013.

Vibe Christensen B. China in Africa: a Macroeconomic Perspective. Center for Global Development, N°230, November 2010.

Vilgrain A. Osons une Afrique ouverte, *LE MOCI*, décembre 2014.

Wenbin H., Wilkes A. Analyse des politiques d'investissement de la Chine à l'étranger, Centre de recherche forestière internationale, document de travail N°126, 2013.

White paper. China-Africa Economic and Trade Cooperation (2013), Information Office of the State Council The People's Republic of China, Beijing , August 2013, Xinhua, Global Times.

World Development Indicators and World Bank staff calculations, cite dans Schellekens Ph. Achanging China: implications for developing countries, poverty reduction and economic management (PREM) network, The World Bank, N°118, mai 2013.

Xinhua(China News Service) : La fermeture des Instituts Confucius en Suède n'aura pas d'effet d'entraînement, <http://french.people.com.cn/culture/n/2015/0114/c31358-8835993.html> , consulté le 14/01/2015.

Yanrui W. Trends and prospects in China's R&D sector, Business School –University of Western Australia, Discussion Paper 12.16, 2012, http://www.business.uwa.edu.au/___data/assets/pdf_file/0008/2191742/12-16-Trendsand-Prospects-in-Chinas-R-and-D-Sector.pdf, consulté le 01/05/2015.

变], Xi Ya Fei Zhou, No. 8, 2006, pp. 11-12. cité dans Sun Y., 2014. Africa in China's Foreign Policy. John L. Thornton China Center and Africa Growth Initiative, Washington: BROOKING, p. 4, http://www.brookings.edu/~media/research/files/papers/2014/04/africa-china-policy-sun/africa-in-china-web_cm7.pdf , consulté le 27/12/2014.

2014 GLOBAL R&D FUNDING FORECAST, décembre 2013, http://www.battelle.org/docs/tpp/2014_global_rd_funding_forecast.pdf , consulté le 14/06/2015

Sites internet

<http://www.lopinion.fr/28-avril-2015/pekin-a-moyens-ambitions-23768> , consulté le 02/11/2015

<http://www.focac.org/fra/ltda/tsjsxtieit/> , consulté 10/01/2016

Bibliographie

<http://unctad.org/fr/Pages/PressRelease.aspx?OriginalVersionID=181> , consulté 25/04/2015

<http://www.rts.ch/play/tv/geopolitis/video/chine-quels-defis-pour-les-20-ans-a-venir?id=5260266> , consulté le 18/05/2015

www.dictionnaire-environnement.com/smog_photochimique_ID787.html , consulté le 14/05/2015.

www.atlantico.fr/.../chine-devient-plus-ou-moins-nouveau-numero-1-mo... , consulté le 27/02/2015

<http://www.oecd.org/fr/economie/des-reformes-structurelles-pourront-aider-la-chine-a-entrer-dans-une-ere-de-nouvelle-normalite.htm> , consulté le 10/03/2015

http://www.statistiques-mondiales.com/superficie_decroissant.htm, consulté le 20/04/2015.

http://castellano-geographie.weebly.com/.../01_chine_synthese_geographie_ph... , consulté le 22/04/2015.

<http://www.transparency.org/cpi2014/results>, consulté le 07/05/2015.

http://www.chinesecio.com/m/cio_wci/ , consulté le 02/04/2014.

¹<http://www.cameroonvoice.com/news/article-news-12279.html> , consulté le 11/03/2015.

Liste des figures et des tableaux

Liste des figures et des tableaux

Liste des figures

Figure01: Carte générale de la Chine.....	09
Figure 02 : Evolution de la population chinoise (1960-2013).....	11
Figure 03 : Croissance annuelle de la population(en % de la population totale), Chine	12
Figure 04 : Classement des pays du G20 en fonction de leur PIB en parité de pouvoir d'achat (en Mds\$) en 2014.....	15
Figure 05 : Comparaison entre le PIB de la Chine et des Etats-Unis.....	16
Figure 06: La montée rapide de la Chine dans l'échelle des revenus.....	17
Figure 07 : Le commerce extérieur de la Chine en 2013.....	19
Figure08 : Vers l'exportation de produits électroniques.....	20
Figure 09: Importations chinoises par catégorie.....	21
Figure 10: Evolution de la structure des importations de biens de consommation par gammes de valeurs unitaires.....	22
Figure 11: Entrée d'IDE : les vingt premiers pays d'accueil, 2012 et 2013 (en milliards de dollars).....	24
Figure 12: Flux d'investissements de la Chine à l'étranger, 1982-2009 (en milliards d'USD).....	25
Figure 13 : Sortie d'IDE : les vingt premiers pays d'origine, 2012 et 2013 (en milliards de dollars).....	26
Figure 14 : Stock d'IDE chinois par région, en 2010.....	27
Figure 15 : La pyramide des âges en Chine (hommes/femmes) en 1982, 2000 et 2050.....	30
Figure 16 : PIB par habitant des provinces en 2011(en milliers de yuans courant).....	33
Figure 17: Commerce extérieur des provinces en 2007 en % de leur PIB.....	33
Figure 18: La Chine, premier émetteur de CO ₂ au monde (en millions de tonnes de CO ₂ émises par an).....	35

Liste des figures et des tableaux

Figure 19: Le charbon, principal responsable des émissions de CO ₂ chinoises.....	36
Figure 20: Monde de la R&D 2013	43
Figure 21 : progression du nombre de brevets et de publications scientifiques de la Chine.....	44
Figure 22: Perspectives de dépenses en R&D, sur le long terme.....	44
Figure 23: La diversité des outils du soft power chinois en Afrique	64
Figure 24 : Les importations de pétrole brut par la Chine en 2013.....	73
Figure 25: Echanges commerciaux de l’Afrique avec certains partenaires.....	89
Figure 26: Répartition des importations africaines parmi ses principaux partenaires commerciaux.....	90
Figure 27: Répartition des exportations africaines parmi ses principaux partenaires commerciaux.....	91
Figure 28: Evolution du volume des échanges Chine-Afrique (2000-2012).....	92
Figure 29: Part de l’Afrique dans le commerce extérieur de la Chine.....	93
Figure 30: Les principaux pays africains clients de la Chine, 2012.....	94
Figure 31: Les principaux pays africains fournisseurs de la Chine, 2012.....	95
Figure 32: Les importations de la Chine à partir de l’Afrique par produit, 2011.....	96
Figure 33 : Les exportations de la Chine vers l’Afrique, par produit, 2011.....	97
Figure 34: L’essentiel des exportations africaines vers la Chine(par produit et par pays).....	98
Figure 35: L’essentiel des importations africaines par produit et par pays.....	98
Figure 36: Les flux d’IDE vers l’Afrique.....	101
Figure 37: Les zones économiques spéciales chinoises en Afrique.....	105
Figure 38: Part de l’Afrique dans l’aide de la Chine	109
Figure 39 : Les nouvelles routes d’influence chinoise.....	115

Liste des figures et des tableaux

Figure 40: Les dix principaux fournisseurs de l'Algérie en 2015 (part en %)	119
Figure 41: Les dix principaux clients de l'Algérie en 2015(part en %)	120
Figure 42: Structure des exportations de l'Algérie vers la Chine (2012)	121
Figure 43 : Importations de l'Algérie en 2012	122
Figure 44 : Cinq premiers exportateurs de produits manufacturés vers l'Algérie en 2013 – Parts de marché sur les 11 premières branches	123
Figure 45 : Evolution des flux d'IDE vers l'Algérie (millions USD, 2000-2014)	126
Figure 46: Montant des IDE entre (2004-2014)	127
Figure 47: Les 10 pays ayant les stocks d'IDE les plus élevés en Afrique en 2014 (millions de dollars US)	128
Figure 48 : Stocks d'IDE 2003 & 2010 -14 pays recevant 90% de l'IDE chinois en Afrique (2010)	131

Liste des tableaux

Tableau 01 : Variation annuelle du PIB de la Chine (en %)	13
Tableau 02: Les principales tendances démographiques de la Chine, 1950-2050	29
Tableau 03 : Principales visites d'Etat des dirigeants chinois en Afrique, 1949-1989	65
Tableau 04: Principales visites d'Etat des dirigeants chinois en Afrique, 1989-1999	66
Tableau 05 : Les destinations des flux entrants d'IDE (en millions USA prix courants)	100
Tableau 06 : IDE chinois en faveur de projets nouveaux, 2003-2014	102
Tableau 07: Les dix premières destinations des IDE chinois en Afrique en 2010	103
Tableau 08 : Variation du volume des échanges commerciaux Algérie-Chine	118
Tableau 09: Structure des importations par groupe d'utilisation (millions \$US)	122

Liste des figures et des tableaux

Tableau 10: Répartition des projets d'investissement réalisés selon l'origine des capitaux(2002-2012).....	129
Tableau 11: Répartition des projets d'investissements étrangers réalisés par secteur d'activité (2002-2012).....	130
Tableau 12: Classement des IDE en Algérie par pays en 2012.....	131
Tableau 13 : Les entreprises étrangères présentes en Algérie en 2014.....	132

Table des matières

Table des matières

Introduction générale.....	01
Chapitre I : Vue d'ensemble sur l'économie chinoise.....	06
Introduction.....	06
Section 1 : Les traits saillants de a croissance économique chinoise.....	08
1-Le poids géographique et démographique.....	08
1-1-Le poids géographique	08
1-2-Le poids démographique	10
2-Le produit intérieur brut (PIB).....	13
2-1-Une croissance durable et solide du PIB.....	13
2-2- Ralentissement de la croissance.....	14
2-3-La part du PIB par secteur d'activité	16
2-4-Le PIB par habitant.....	17
3-Les échanges commerciaux	18
3-1-Les principaux partenaires commerciaux de la Chine	18
3-2--Structure des échanges.....	19
3-2-1-Les exportations.....	19
3-2- 2-Les importations.....	21
4- Les investissements directs étrangers (IDE).....	22
4-1-Les IDE entrants	23
4-2-Les IDE sortants.....	24
Section 2 : Les grands défis de l'économie chinois.....	28
1-Le défi social	28
2-La pollution de l'environnement	35
3-La consommation d'énergie et de ressources naturelles	39

4-Le développement technologique et l'innovation	42
5-La lutte contre la corruption.....	45
Conclusion	48
Chapitre II : La politique africaine de la Chine	49
Introduction.....	49
Section1:Fondements et manifestations de la politique africaine de la Chine.....	50
1- Les principes fondateurs de la politique africaine de la Chine.....	50
1-1- La légitimité historique.....	50
1-1-1-La conférence de Bandung.....	50
1-1-2-L'appartenance à la même sphère idéologique	52
1-2-La neutralité et la non-ingérence.....	54
1-3-Un nouveau cadre de partenariat.....	56
2-Les manifestations de la politique africaine de la Chine.....	56
2-1-Le Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA).....	56
2-2-Le soft power.....	60
2-3-Les visites d'Etat.....	65
Section 2 : Les intérêts de la Chine en Afrique	69
1-L'intérêt politique	69
2-L'intérêt économique	71
3-L'intérêt sécuritaire	74
4-L'intérêt idéologique	77
Conclusion.....	79
Chapitre III : la coopération économique sino-africaine	80
Introduction	80
Section1 : Avènement de la coopération économique sino-africaine	81

1-Aux origines de la coopération internationale.....	81
2-Le développement du système de la coopération économique internationale.....	82
3-Evolution de la coopération économique sino-africaine.....	84
4-Particularité de la coopération économique sino-africaine.....	86
Section 2 : Analyse de la relation économique sino-africaine.....	89
1-Les échanges commerciaux.....	89
1-1-Les principaux partenaires commerciaux de l’Afrique.....	89
1-1-1-Les principaux partenaires commerciaux de l’Afrique à l’importation.....	90
1-1-2-Les principaux partenaires commerciaux de l’Afrique à l’exportation	90
1-2-Le volume des échanges commerciaux Chine-Afrique.....	91
1-3-Répartition des échanges commerciaux de la Chine parmi ses partenaires africains.....	94
1-3-1-Les exportations.....	94
1-3-2-Les importations.....	95
1-4-Structure du commerce sino-africain.....	96
1-4-1-Les importations	96
1-4-2-Les exportations.....	96
2-Les IDE de la Chine en Afrique.....	99
2-1-Tendance générale des IDE en Afrique.....	99
2-2-Evolution du volume des IDE chinois à destination de l’Afrique.....	101
2-3-La répartition sectorielle des IDE.....	102
2-4-Répartition des IDE par pays.....	103
2-5- Les zones économiques spéciales.....	104
2-6-Le Fonds de développement Chine-Afrique.....	107
2-7-L’aide au développement.....	107
Conclusion	111

Chapitre IV : La coopération économique sino-algérienne.....	112
Introduction.....	112
Section 1 : Caractéristiques de la relation sino-algérienne.....	113
1-Des relations singulières.....	113
2-Enjeux de la relation sino-algérienne.....	114
Section 2 : Analyse de la relation économique sino-algérienne	118
1-Les échanges commerciaux Algérie-Chine.....	118
1-1-Evolution du volume des échanges commerciaux.....	118
1-2-La structure des exportations.....	120
1-3-Structure des importations.....	121
2-Les investissements directs étrangers.....	124
2-1-Aperçu général sur les investissements directs étrangers en Algérie.....	124
2-1-1-Le cadre juridique de l'investissement en Algérie.....	124
2-1-2-Les flux entrants.....	126
2-1-3-Le stock des IDE.....	128
2-1-4-Part des IDE dans l'investissement total.....	129
2-1-5-La répartition sectorielle des IDE.....	130
3-Les IDE de la Chine en Algérie.....	130
Conclusion.....	134
Conclusion générale.....	135
Annexes.....	138
Bibliographie	144
Liste des figures et des tableaux	
Table des matières	

ملخص

في سياق تسجيل عودتها إلى القارة السمراء، تقترح الصين على دول إفريقيا التي هي على علاقة معها، بالخصوص الجزائر، نهجا مغايرا في مجال التعاون الإقتصادي، ساعية من خلاله إلى تحقيق التنمية المشتركة طبقا لمبدأ رابح-رابح ضمن نمط تنموي جديد. بعيدا عن الإجماع، تشير هذه المبادرة العديد من التساؤلات حول الآثار التي قد تتجم عنها. بين أولئك الذين يرون أن علاقة التعاون الإقتصادي صين-إفريقيا حاملة للفرص، وأولئك الذين بالعكس يعتبرونها تهديدا يبقى النقاش قائما. يوضح هذا العمل، من جهته، أنه على الرغم من إستغلال الصين لثروات إفريقيا إلا أن العديد من الإجراءات التي إتخذتها مؤخرا تشير إلى رغبتها الملحة في مساندة إفريقيا في مسيرتها التنموية.

الكلمات الدالة: التعاون الإقتصادي مبدأ رابح-رابح الصين إفريقيا الجزائر

Résumé

Pour marquer son grand retour vers l'Afrique, la Chine propose aux pays africains avec lesquels elle a des relations, dont l'Algérie, une nouvelle approche en matière de coopération économique dans le but de réaliser le développement commun selon le principe gagnant-gagnant. Loin de faire l'unanimité, cette initiative soulève beaucoup d'interrogations au sujet des conséquences que cela pourrait avoir sur le continent. Entre ceux qui voient en elle une véritable opportunité et ceux qui, au contraire, la considèrent comme étant une menace, le débat est loin d'être clos. Ce travail, pour sa part, montre que malgré l'exploitation de la Chine des richesses du continent africain, les différentes décisions ainsi que les actions entreprises dernièrement font preuve de la volonté de la Chine à soutenir l'Afrique dans sa quête de développement.

Mots clés : coopération économique principe gagnant-gagnant Chine Afrique Algérie